Fabien GRANJON

L'INTERNET MILITANT

Mouvement social et usages des réseaux télématiques

À la mémoire d'*André Jean FILLIOL*

T A B L E D E S M A T I È R E S

INTRODUCTION

SECTION 1 : DE LA CRITIQUE SOCIALE PAR PLANS À LA CRITIQUE SOCIALE PAR PROJETS

Des *cités* comme ordres de justice

Des mondes associatifs civiques d'allégeance et distancié

De l'émergence d'un militantisme par projets

Du pyramidal hiérarchique au réticulaire erratique

De l'adhésion à l'activité

Grandeur et *défaillance* du néo-militant

Un militantisme connexionniste

Délégation technique et action organisée

Critique sociale, *mondes d'objets* et réseaux télématiques

SECTION 2 : MONDE ASSOCIATIF CIVIQUE DISTANCIÉ ET USAGES D'INTERNET

Réseaux militants constitués et ajustements fonctionnels

De la solidarité militante à la solidarité technique

Engagement en ligne et mobilisation

De nouvelles communautés pertinentes pour l'action ?

Devenir sa propre cause formelle

De nouveaux intercesseurs : Les *passeurs*

D'autres intercesseurs : les *filtreurs* et les *interprètes*

Listes de diffusion, flux d'information et débats en ligne

Une valorisation de la prise de parole individuelle ?

Activité en ligne et cyberactivisme

Une appréhension utilitariste des agencements techniques

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

ANNEXES

•**Annexe 1** : Liste des entretiens semi-directifs effectués
•**Annexe 2** : Recensement des attributs digitaux des groupes militants rencontrés
•**Annexe 3** : Listes de diffusion analysées

I N T R O D U C T I O N

Nous avons choisi ici, de ciseler les principes de l'expertise scientifique, en focalisant notre attention, d'une part sur l'émergence de nouvelles formes d'engagement au sein du mouvement social et, d'autre part, sur les usages des plus récents réseaux télématiques (Internet) développés par les acteurs de ces nouvelles configurations militantes. Notre objectif est donc double. Il s'agit d'abord, de prêter quelque intérêt aux acteurs de la critique sociale en tant que tels, mais également de prendre en considération les dispositifs techniques à partir desquels et sur lesquels ces opérateurs sociaux s'appuient dans leur quête de justice.

Ce que nous cherchons à saisir c'est donc la *médiation réciproque* des objets techniques et des pratiques sociales : "Comment des pratiques, étayées sur des compétences socialement formées, et actualisant des formes socialement instituées, assurent-elles la genèse continue de l'individualité de l'objet technique ? Et comment celui-ci contribue-t-il à la prise de forme des activités et des relations sociales qu'il médiatise ?[1]". Nous ne séparerons donc pas sociologie de la technique et sociologie des médiations sociales et envisagerons les dispositifs techniques en rapport avec les définitions sociales de leurs usages, c'est-à-dire les conditions pratiques de leur socialisation. Nous prêterons ainsi attention aux modalités selon lesquelles certains groupements du mouvement social manœuvrent et s'organisent, et en même temps, évaluerons le rôle imparti aux réseaux télématiques en tant que leur utilisation représente, selon nous, une forme concrète de la mise en œuvre d'un type d'engagement qui tend à devenir central chez certains acteurs de la critique sociale. Il s'agit donc moins d'examiner les raisons de la mobilisation militante que le fonctionnement effectif des groupements, notamment au travers de la délégation technique.

Un renouveau de la conflictualité sociale

[1] QUÉRÉ, L., *Espace public et communication. Remarques sur l'hybridation des machines et des* valeurs, *in* CHAMBAT, P. (dir.), *Communication et lien social,* La Villette cité des sciences et de l'industrie/Descartes, Paris, 1992, p. 45.

Le modèle d'intégration républicain français s'est constitué "contre" ce qu'il est convenu de qualifier de *corps intermédiaires*. Historiquement, les corporations, ordres, syndicats et autres associations ont bien souvent été considérés comme faisant obstacle à la confrontation directe de la Nation avec ce citoyen idéalement débarrassé de ses particularismes (familiaux, ethniques, professionnels, religieux, etc.). La matrice normative de l'idéal républicain conçoit ainsi la Nation comme singulière et totale et dénonce naturellement la possibilité d'une Cité qui puisse s'incarner à partir d'un espace public mosaïque et pluriel.

Au regard des principes constitutifs de l'espace politique fondé sur les ressorts de la démocratie représentative, les revendications sociales ne sauraient alors s'exprimer directement et doivent passer par un ensemble de médiations dont l'appel aux urnes constitue l'événement majeur. Les citoyens électeurs qui *de facto* expriment leur citoyenneté par intermittence se trouvent donc dans l'obligation de faire preuve de *patience civique*. Ils doivent alors s'organiser au mieux pour faire entendre leurs voix et leurs intérêts au sein de structures institutionnelles légitimes dont la fonction est de rendre compte des aspirations du peuple en termes politiques. À cette aune, l'ensemble des processus d'action collective revendicatifs sont plus ou moins relégués au rang d'émanations politiques indues. Ils iraient en effet à l'encontre des rapports légitimes entre la société et le citoyen dont les exigences d'expression sont supposées s'effectuer uniquement dans le cadre des canaux traditionnels de la représentation.

Cette croyance en la légitimité de la domination rationnelle légale de l'État, tend néanmoins à entrer en crise et la conflictualité sociale souligne toujours davantage la discordance entre l'expression sociale du mécontentement et l'expression politique électorale. Depuis une dizaine d'années l'on voit ainsi émerger de nouveaux dispositifs protestataires, organisés en réseaux et orientés vers la défense de groupes à faibles ressources. Ils sont constitués de citoyens recherchant des formes d'investissement dirigées vers des espaces sociaux plus restreints où leur participation à l'activité collective de la Cité est envisagée de façon plus concrète et plus immédiate. Édifiés autour de causes spécifiques, ces groupements répondent à des situations d'urgence de façon directe et tentent de peser sur les réformes sociales[2]. L'on constate ainsi un important potentiel de mobilisation pour des causes

[2] Les formes d'organisation des "nouveaux mouvements sociaux" émergeant à la fin des années 60 témoignaient déjà d'une plus grande spécialisation dans leurs objectifs (*single-issue organization*), ainsi que d'une défiance affirmée vis-à-vis des phénomènes de centralisation et de délégation, dont une des conséquences était généralement un rejet des systèmes dominants de représentation : "La participation aux nouveaux mouvements sociaux tend à être très fluide, les participants s'engageant et se désengageant en fonction des évolutions du contexte politique et des circonstances. En découlent des contraintes auxquelles les nouveaux mouvements sociaux répondent par une structure organisationnelle originale, marquée par le rejet des partis et des syndicats au profit d'organisations décentralisées, à petite échelle, anti-hiérarchiques et permettant la démocratie directe.", FILLIEULE, O., PÉCHU, C., *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, L'Harmattan, Paris, 1993, p. 133.

perçues comme urgentes et légitimes au regard des précarités insupportables auxquelles elles entendent remédier. Les luttes contre le chômage, la paupérisation, le sida, les injustices sociales, la défense des droits de l'homme et du citoyen, etc., sont à l'origine de la création de nombreuses organisations revendicatives : *Act Up-Paris* (1989), *Droit Au Logement* (1990), *Agir ensemble contre le Chômage!* (1994), *Comité Des Sans-Logis* (1995), *Droits devant !!* (1995), pour n'en citer que quelques-unes.

La conflictualité sociale s'écarte ainsi tendanciellement des revendications liées aux inégalités sociales nées de l'exploitation de la force de travail. Elle prend en charge une contestation d'un autre type, visant à dénoncer non plus les processus d'aliénation mais plutôt les atteintes à la "citoyenneté sociale", c'est-à-dire les nouvelles formes de misère et d'exploitation correspondant pour partie aux procès capitalistes émergents. Elle répond donc de plus en plus aux exigences de la lutte contre l'exclusion et la dégradation des conditions d'existence (délitement du lien social), et de moins en moins à celles de la lutte contre l'inégalité devant des rapports de production. Les nouvelles structures de la conflictualité sociale sont plus autonomes par rapport à la classique opposition dialectique *capital/travail* et aux revendications salariales.

L'occupation de la rue du Dragon, La mobilisation contre le plan de réforme de la Sécurité Sociale ou les occupations d'agences *ASSEDIC* témoignent nettement de la capacité des mouvements sociaux à s'engager dans la reformulation de la question sociale et à revaloriser la gestion à la base des luttes. Ce néo-militantisme semble donc renouveler l'action politique de façon importante. Il réarticule des dimensions à la fois éthique et politique et redéfinit l'intervention citoyenne. Il s'éloigne également des formes d'entraide caritatives prévalant dans les années quatre-vingt. Essentiellement basées sur le don et entérinant une contestation philanthropique "*soft*" convertie aux exigences d'un "capitalisme démocratique", ces dernières convenaient parfaitement aux exigences des pouvoirs publics qui y voyaient l'expression convenable et peu dérangeante de la société civile. Le mouvement social de ces dernières années opère ainsi un déplacement du "néo-caritatif" vers des modes d'action collective plus revendicatifs. Il tend ainsi à s'inscrire (de nouveau) dans une *topique de la dénonciation* et de moins en moins dans une *topique du sentiment*, et dessine en creux un espace civique dont les néo-militants n'ont toutefois pas encore inventé la politique. Si le mouvement social a ainsi tendance à se considérer d'emblée comme une communauté politique homogène de pratiques, les acteurs du néo-militantisme n'ont pourtant pas explicitement montré, à ce jour, la volonté de devenir ensemble un pouvoir réellement constituant, et ne pas se contenter d'être seulement un contre-pouvoir fondé sur une désarticulation de l'institutionnel. La transformation d'une vision du contre toujours partiel en une vision positive plus globale, ce fameux "projet de société" dont ils semblent orphelins, fournit d'ailleurs les bases critiques aux militants traditionnels pour dénoncer les formes d'engagement plus labiles, en vigueur au sein du mouvement social actuel.

C'est à ces nouvelles formes de la critique sociale révélant l'émergence d'un néo-militantisme auxquelles nous nous sommes intéressées de façon prioritaire. Notre recherche nous a donc conduit à fréquenter, selon des modalités et des objectifs divers des environnements à la fois "sociaux" et télématiques entretenant un rapport de proximité avec plus d'une quarantaine d'organisations du mouvement social. Pour n'en citer que quelques-unes parmi les plus médiatisées : *Agir ensemble contre le Chômage* (*AC!*), *Act Up-Paris*, *Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens* (*ATTAC*), *Comité Des Sans-Logis* (*CDSL*), *Droit Au Logement* (*DAL*), *Droits devant !!*, *Mouvement National des Chômeurs et Précaires* (*MNCP*), mouvement des *sans-papiers*, etc.[3]

Une traduction *techno-logique* du néo-militantisme

Le néo-militantisme partage avec les plus récents réseaux télématiques, un imaginaire social dont les principes fondateurs sont réglés sur le mythe de l'auto-organisation et de la participation active. Les technologies télématiques sont particulièrement porteuses d'une idéologie de l'*activité*, de l'autonomie et de la responsabilité individuelle, de la même façon que la nouvelle critique sociale érige en impératif catégorique la participation démocratique librement motivée dans l'action auto-organisée. La figure de l'usager actif, *entrepreneur de sa propre vie* devient une référence prépondérante qui n'est pas sans rappeler l'un des modes d'action privilégiés à partir duquel s'organise les nouvelles formes d'engagement militant, à savoir un détachement des appartenances collectives traditionnelles au profit de la performance individuelle. Les néo-militants fonctionnent également sur un modèle "*adhocratique*", tout comme le faisaient les pionniers de l'Internet qui se considéraient comme "une communauté d'égaux où le statut de chacun repose essentiellement sur le mérite évalué par les pairs.[4]"

Ces concomitances métaphoriques (dont nous pourrions allonger la liste) opèrent d'abord sur des qualités supposées partagées. Elles s'avèrent importantes dans la mesure où l'on sait que l'appropriation sociale d'un dispositif technique dépend d'abord "des significations d'usage projetées et construites par les usagers sur le dispositif technique qui leur est présenté.[5]" À l'instar de ce qui avait pu être constaté sur l'usage résidentiel du Minitel, l'Internet militant apparaît donc en première instance comme un support de fantasmes. Cela n'empêche toutefois en aucune façon qu'il soit également à l'origine de formes originales de sociabilité et de

---

[3] Pour une description des champs d'action des organisations mentionnées, *cf.* Annexe 2.

[4] FLICHY, P., "Internet ou la communauté scientifique idéale", *Réseaux*, vol. 17, n° 97, CNET/Hermès, Paris, p. 112.

[5] MALLEIN, P., TOUSSAINT, Y., "L'intégration sociale des technologies d'information et de communication : une sociologie des usages", *Technologies de l'Information et Société*, 6 (4), 1994, p. 318.

la stabilisation d'une certaine *conscience du collectif* militant[6]. Si les *appuis conventionnels de l'action* du néo-militantisme, s'incarnent en premier lieu dans des comportements, des façons de percevoir, d'agir et de justifier, elles prennent également corps dans des dispositifs techniques que les militants estiment "licites" en tant qu'ils leur permettent de déléguer pratiquement et moralement "des fonctions ou des exigences de tenue de situation de régularité et de stabilité temporelle, de communication dans les temps et l'espace, de contrôle d'opérations diverses, de prévisions, de médiations.[7]"

L'hypothèse centrale de cet ouvrage peut ainsi s'exprimer comme l'anticipation d'une relation entre deux types de phénomènes : d'une part un mode d'engagement particulier (le néo-militantisme) et d'autre part, l'appropriation des dispositifs de communication sur réseaux dont l'usage sert, supporte, renforce et objectivise ce néo-militantisme. En d'autres termes, les pratiques de communication liées aux technologies de l'Internet se présentent, selon nous, comme la *traduction techno-logique* d'un type précis d'engagement militant.

Ce que nous voulons appréhender, ce sont donc les diverses façons dont les pratiques digitales de communication mises en place par les néo-militants interfèrent avec leurs préoccupations "morales", leur identité et leur fonction d'individus engagés. Nous chercherons à comprendre l'investissement dont ces objets et dispositifs sont la cible de la part des militants et chercherons à circonscrire ainsi les éléments d'opportunités et de contraintes qu'ils constituent au regard de l'action critique envisagée. Par ailleurs, si l'on suppose pertinent de reconnaître qu'un dispositif technique peut contribuer à la construction du lien social (étant entendu par ailleurs qu'aucune machine ne porte cette évidence en elle-même), il n'est pas incongru de présenter également les réseaux télématiques comme un des éléments susceptibles de participer à des déplacements dans la façon dont les groupements de la critique sociale se structurent et agissent au sein du tissu social. Investissant d'abord de façon ponctuelle, à l'occasion des périodes de forte mobilisation, le potentiel de communication lié à la messagerie électronique, certains groupements du néo-militantisme ont construit des interfaces digitales pérennes et plus élaborées (sites web, listes de diffusion, lettres d'information) et développé des pratiques soutenues et régulières des réseaux télématiques. Dans ce dernier cas, l'usage de l'Internet s'inscrit alors dans la quotidienneté militante et nous laisse supposer l'éventualité d'une imprégnation technique des routines de la conflictualité sociale. Il devient donc également nécessaire de s'interroger sur la manière dont les dispositifs télématiques sont susceptibles de transformer la nature même des processus militants.

---

[6] Internet serait à cet égard une des formes extériorisées de la conscience de ce collectif. *Cf.* DODIER, N., "Les appuis conventionnels de l'action. Éléments de pragmatique sociologique", *Réseaux*, n° 62, CNET, 1993, p. 63-85.

[7] BESSY, C., CHATEAURAYNAUD, F., *Experts et faussaires. Pour une sociologie de la perception*, Métailié, Paris, 1995, p. 421.

Une perspective théorique nécessairement interdisciplinaire

En tant qu'objets de recherche, critique sociale et réseaux télématiques doivent être subsumés au sein d'un schéma opératoire dont la confluence offre à la recherche un important potentiel de découverte. Il ne peut y avoir, ici, d'heuristique féconde sans élaboration d'un système conceptuel organisé capable de rendre compte des logiques politique, sociologique et communicationnelle, supposées être au fondement du phénomène étudié.

Une perspective théorique interdisciplinaire semble donc devoir s'imposer *de facto*. Il apparaît évident d'avoir à convoquer, par-delà les frontières académiques, des savoirs constitués relevant aussi bien, des sciences politiques, que des théories de l'action ou des sciences de l'information et de la communication. À partir de ce principe assumé d'ingérence, nous avons donc tenté de construire un instrument théorique *ad hoc* nous permettant alors de pénétrer au plus profond des couplages structurels militants/réseaux télématiques et de faire apparaître des relations jusque-là mal cadastrées entre éléments le plus souvent étudiés séparément. Si les sciences politiques françaises, après une longue période de silence, s'intéressent il est vrai de plus en plus aux militants du mouvement social, elles n'envisagent pourtant que rarement la délégation technique comme un élément central susceptible de structurer, ne serait-ce que partiellement, les réalités dont elles rendent par ailleurs compte. À l'inverse de ces "*socio-logies sans objet*" au sein desquelles le facteur technique est le plus souvent oublié, les travaux développés en sciences de l'information et de la communication ont eux, parfois, une fâcheuse inclinaison à verser dans l'*empirie techniciste*. Ils tendent ainsi à occulter la place importante du "social" dans les phénomènes communicationnels dont la caractéristique est d'être fortement médiés par des agencements techniques. Or comme le note Madeleine Akrich, parler de "médiation technique" est une chose somme toute triviale à moins d'insister fortement sur le fait que les dispositifs techniques n'ont de sens que comme mise en relation active entre les individus et leurs environnements respectifs.

*

Le parcours que nous proposons au lecteur s'organisera autour de deux grandes sections. La première d'entre elles (*De la critique sociale par plans à la critique sociale par projets*) aura pour objectif d'exposer notre modèle d'analyse, c'est-à-dire le système conceptuel à la lumière duquel nous avons choisi d'explorer les dynamiques prévalant au "négoce" des néo-militants avec les plus récents réseaux télématiques. Avec la seconde section (*Monde associatif civique distancié et usages d'Internet*) nous nous consacrerons à la présentation des résultats apportés par la mise à l'épreuve des faits de notre dispositif global d'investigation. La saisie précise des logiques sociotechniques nous permettra ainsi d'évaluer les processus de

socialisation des technologies de l'Internet et d'apprécier les phénomènes de technicisation de l'action militante.

SECTION 1

De la critique sociale par plans à la critique sociale par projets

Des *cités* comme ordres de justice

Les ressorts conventionnels de l'engagement revendicatif sont aujourd'hui en voie de modification. Ils décrivent le passage d'un *militantisme* "traditionnel", qui prévalait jusque-là à la structuration du mouvement ouvrier, à un *engagement distancié*[8] dont les symptômes se lisent tout autant dans le renouvellement des modes d'action collective que dans les formes de sociabilité par ailleurs convoquées. Relativisant la résurgence des replis identitaires et les antiennes alarmistes qui stigmatisent à l'envi la montée de l'individualisme, les travaux récents de Jacques Ion s'avèrent à cet égard particulièrement dessillants. Directeur de recherches au CNRS, il s'est attaché à construire une formulation idéal-typique des formes émergentes du militantisme dont nous nous servirons comme support théorique. Les principes d'action et d'organisation caractéristiques de cet engagement distancié, Bernard Ravenel les avait également repérés dès le début des années quatre-vingt-dix et voyait par ailleurs en eux les appuis normatifs à partir desquels pourrait être envisagée rien de moins qu'une refonte du politique : "une formation politique en réseaux, de type contractuel, polycentrique, à géométrie variable, selon les thèmes et les objectifs avancés, permettant une synergie de type coopératif, tendanciellement autogestionnaire et à enracinement social significatif et différencié. Cette formation politique devrait être capable d'assurer des fonctions de survie, de représentation d'intérêts, de compétences, de savoirs très variés, se construisant progressivement une identité à travers la construction de luttes et d'un projet-programme.[9]"

Ce constat qui pour nous s'avère primordial, nous désirons aussi en rendre compte, à partir d'un autre agencement théorique qui va nous permettre d'établir plus facilement un pont avec notre postulat général d'appréhension des médiations militantes selon une perspective sociotechnique. Au-delà de l'importante contribution de Jacques Ion, nous mobiliserons donc également un autre dispositif conceptuel, qui, même s'il n'a pas été à l'origine édifié pour statuer spécifiquement sur l'engagement militant a toutefois été conçu pour rendre compte de modèles d'action collective légitime. Cet outil théorique, ce sont les *économies de la grandeur*, dont la plus récente formulation[10] s'attache notamment à conceptualiser le renouveau de la critique sociale.

Avec leur ouvrage emblématique intitulé *De la justification*[11], Luc Boltanski et Laurent Thévenot ont jeté les bases d'une sociologie de la critique publique et posé un cadre pour l'analyse des actions orientées vers la justice. Il s'agit pour ces auteurs de statuer sur les différents régimes d'action à partir desquels les individus

---

[8] *Cf.* ION, J., *La fin des militants ?*, Éd. de l'atelier, Paris, 1997.
[9] RAVENEL, B., "Le parti comme problème : repenser la forme politique", *M*, juin 1992, p. 36.
[10] BOLTANSKI, L., CHIAPELLO, E., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris, 1999.
[11] BOLTANSKI, L., THÉVENOT, L., *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris, 1991.

justifient leurs façons d'agir. Ils adoptent ainsi comme objet de recherche privilégié les situations qui font appel à une critique ou à une justification. Ils analysent ce qui rend possible un accord légitime entre des individus et autorise la coordination de leurs actions. L'hypothèse qui sous-tend leurs travaux est que dans ces situations particulières de débats, pèsent en fait de fortes contraintes en termes de preuves de légitimité à apporter et de montée en généralité à effectuer. La nécessité de la justification entraînent alors les protagonistes à dépasser la situation singulière dans laquelle ils se trouvent pour s'en remettre à de grands principes de justice. Dans le modèle des ordres légitimes définis par les *économies de la grandeur*, les acteurs partagent une même aptitude à s'élever dans le bien commun. Ce sont ces registres généraux d'accord définissant chacun un modèle particulier de justice et de bien commun, que nos deux chercheurs de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales se sont attachés à modéliser. Afin de mener à bien cette formalisation, Luc Boltanski et Laurent Thévenot se sont référés à des auteurs majeurs de la philosophie politique, qui, proposant des éléments de qualification du *juste*, leur ont permis de comprendre les capacités individuelles et collectives d'action, de critique et de justification : "Ces philosophies politiques peuvent par là être définies par leur visée de construction d'une *commune humanité*. C'est ce qui permet d'abord de rapprocher des ensembles théoriques différents en déployant les principes d'ordre légitimes qu'ils enferment : l'inspiration dans la *Cité de Dieu* de saint Augustin, le principe domestique dans la *politique* de Bossuet, les signes de gloire et le crédit d'opinion dans le *Léviathan* de Hobbes, la volonté générale dans le *Contrat social* de Rousseau, la richesse chez Adam Smith dans la *Richesse des Nations*, ou l'efficacité industrielle dans le *système industriel* de Saint-Simon.[12]"

L'idée centrale des *économies de la grandeur* est donc qu'un accord est justifié si et seulement si il prend appui sur un *principe d'équivalence* par rapport auquel peut être établie la *grandeur* relative des êtres (la légitimité de leurs actes ou de leurs propos). Ce principe d'équivalence est qualifié à la suite de Rousseau, de *principe supérieur commun.* C'est donc une convention constituant un repère normatif à partir duquel il est possible de juger des actes, des conduites, des choses et des personnes. Cette équivalence assure donc la mesure des *objets* comme des *sujets* (leur convenance à) et objective leur légitimité. Tout accord est ainsi fondé sur un *principe supérieur commun* autorisant la coordination d'actions justifiables. Il existe bien évidemment plusieurs principes sur lesquels peuvent s'appuyer les individus pour fonder un accord, et ainsi coordonner et justifier leurs actions : "Ces principes de *grandeur* ne peuvent émerger d'un arrangement local et contingent. Leur caractère légitime dépend de leur robustesse, c'est-à-dire de leur capacité à valoir dans un nombre *a priori* illimité de situations particulières, mettant en présence des êtres aux propriétés les plus diverses. C'est la raison pour laquelle les principes d'équivalence qui, dans une société à un moment donné du temps, ont une

[12] *Ibid*., p. 27.

prétention à la légitimité, sont orientés, en quelque sorte par construction, vers une validité universelle.[13]"

Pour être légitime, chaque principe doit viser l'universalité et fonder ce que les auteurs appellent une *cité*, c'est-à-dire un ensemble de conventions très générales orientées vers un bien commun. Les *cités* sont à la fois des opérateurs de justification et des opérateurs critiques qui proposent pour chacune d'elles "un principe d'ordre différent permettant de spécifier de quoi est faite la *grandeur* des *grands*, et, par là, de fonder un ordre justifiable entre les personnes.[14]" Six *cités* ont été ainsi spécifiées. Elles se réfèrent respectivement à un ordre de justice précis (et donc à un régime général d'action), ainsi qu'à une manière d'aborder le bien commun, c'est-à-dire une forme de *grandeur* propre. La justification *inspirée* propose ainsi un lien immédiat entre l'individu et une transcendance. La justification *marchande* se fonde quant à elle sur le marché ; le *grand* de cette *cité* est donc par excellence l'être qui fait des profits. La justification de *l'opinion* (de la *cité du renom*) suppose pour sa part une reconnaissance par les autres ; la *grandeur* qui lui correspond ne dépend alors que du nombre de personnes qui accordent leur crédit et leur estime. La justification *domestique* est celle des relations de confiance liées à l'existence de sociabilités communautaires ; la *grandeur* des personnes dépend en ce cas de leur position hiérarchique dans une chaîne de dépendances personnelles. La justification *industrielle* possède pour principes l'efficacité et la compétence. Enfin, la justification *civique* valorise, elle, la volonté collective et l'égalité. Les individus de la *cité civique* accèdent à l'*état de grand* parce qu'ils sont naturellement politiques et aspirent à l'union.

Ces modèles de *cités* supposent donc bien une commune humanité, c'est-à-dire un idéal partagé par tous les membres de la *cité*. Cette commune humanité n'exclut pas une différenciation de *grandeur* entre les personnes mais permet théoriquement un accès de tous à l'ensemble des *états de grandeur*. Les *états de grand* répondent aux exigences du *principe supérieur commun* et les *états de petit* renvoient par contre à des situations où les comportements sont inadéquats au regard des valeurs de la *cité* convoquée. Mais en vertu du *principe supérieur commun*, le bien-être rattaché à l'*état de grand* doit de toute manière profiter et rejaillir sur les plus *petits*. Quand il y a des inégalités, elles doivent ainsi faire la preuve qu'elles améliorent le sort des plus défavorisés sous peine d'être dénoncées. Les désaccords à l'intérieur d'un même *monde commun*[15] sont donc bien évidemment possibles et concernent essentiellement la remise en cause de la *grandeur* des personnes et la contestation de leur légitimité. L'on parle à cet égard de *litige*. Un *litige* est donc la mise en évidence d'un défaut de *grandeur*, d'une

[13] BOLTANSKI, L., CHIAPELLO, E., *op. cit*., p. 63.
[14] BOLTANSKI, L., THÉVENOT, L., *op. cit.*, p. 27-28.
[15] À chaque principe politique et moral de justice et d'action, c'est-à-dire à chaque *cité*, correspond pratiquement un *monde commun*. Chaque *monde* se présente donc comme l'application concrète d'un horizon normatif particulier.

injustice dont la conséquence directe est une discordance qui peut être : "une panne ou un rebut, dans le *monde industriel*, (...) une querelle, dans le monde domestique, ou un conflit social dans le *monde civique*.[16]"

Chacun des *mondes* permet la dénonciation du principe de justice associé aux autres *mondes*. Ainsi, pour le *monde civique*, qui valorise l'action collective, le *monde marchand* est dénoncé parce qu'il repose sur l'individualisme. Plusieurs désaccords sont ainsi possibles, et s'accompagnent de problèmes de coordination spécifiques. L'on parle alors de *différend* et de *dénonciation*. Contrairement aux *litiges*, ces désaccords ne concernent pas uniquement la *grandeur* des personnes. Ils touchent plus profondément à la nature du bien commun liant les *états de grands* et de *petits*. Les *différends* décrivent donc des situations où les *grands* d'un *monde* sont les *petits* d'un autre *monde* qu'ils dénoncent. Ces situations de crise peuvent toutefois être surmontées par une opération de *compromis*. Les ensembles théoriques que sont les *cités* peuvent être en effet l'objet de combinaisons diverses et offrent la possibilité aux individus de passer d'une forme d'action ou de justification à une autre. Les *compromis* sont toutefois d'autant plus fragiles qu'ils s'appuient sur des *mondes* dont les principes d'action et de justification sont éloignés.

Des mondes associatifs civiques d'allégeance et distancié

Dans un premier temps, les *économies de la grandeur* permettent ainsi de rendre compte de la complexité des groupes volontaires (revendicatifs ou non) et de leurs *sens ordinaires et transectoriels du juste et de l'injuste*[17]. Claudette Lafaye et Laurent Thévenot ont par exemple envisagé la place des associations de défense de l'environnement dans l'émergence d'un nouvel ordre de justification de type écologique[18] : une *grandeur verte*. Bernard Enjolras a pour sa part établi une grille de lecture synthétisant les apports de *l'agir communicationnel* habermassien avec ceux d'une sociologie de la justification publique[19]. Citons également la tentative de Bernard Gachet d'élaborer un modèle permettant de penser les transformations des associations se rattachant à l'économie sociale[20], ainsi que les recherches de Jean-Yves Trépos proposant une construction de la cause des toxicomanes face au

[16] BOLTANSKI, L., THÉVENOT, L., *op. cit*., p. 169.
[17] L'expression est de Philippe Corcuff.
[18] LAFAYE, C., THÉVENOT, L., "Une justification écologique ? Conflits dans l'aménagement de la nature", *Revue française de sociologie*, XXXIV, n° 4, octobre-décembre 1993, p. 495-524.
[19] ENJOLRAS, B., "Vers une théorie socio-économique de l'association : l'apport de la théorie des conventions", *Revue des Études Coopératives, Mutualistes et Associatives*, n° 48 (250), 4e trimestre, 1993, p. 93-106.
[20] GACHET, B., "Associations et communes, essai de modélisation des comportements dans une optique *public choice*", *Actes des journées d'économie sociale*, t. 2, Éd. Baslé, Rennes, 1996, p. 681-707.

sida[21]. Ces différents auteurs ont ainsi, dans le sillage des *économies de la grandeur*, tenté d'édifier des sociologies des *régimes d'action* associatifs et ont surtout voulu rendre compte des multiples *compromis* établis par la sphère associative à partir du *monde civique* qui la structure.

Si l'on peut considérer les entités militantes classiques comme répondant à un ordre légitime qui est celui de la *cité civique*, il s'avère cependant nécessaire d'indiquer que cet accord sur un type de *grandeur* n'est pas exempt de *compromis* avec d'autres modèles de justice. À la suite de Boltanski et de Thévenot, l'on peut somme toute envisager les êtres de la critique sociale dans leurs formes actuelles mais aussi plus anciennes, comme appartenant à des micro-*mondes* qui se constituent au carrefour de dispositifs d'action et de justification convoqués de concert pour cause d'efficience. Le groupement contestataire est ainsi le résultat de l'assemblage de registres de conduite divers à partir desquels les membres-adhérents peuvent ajuster leurs volontés dans une action commune pérenne. Ces ajustements cimentent les sociabilités électives et sont finalement les conditions de possibilité d'un exercice efficace de l'action militante. Sur fond général de *justification civique* (nous insistons), les organisations militantes mobilisent donc également, selon les exigences du moment, différents autres registres de justice et d'action. Les *compromis* à partir du *monde civique* peuvent ainsi s'engager vers le registre *marchand*. Être financièrement indépendant, ne pas être assujetti aux fonds publics afin de garantir son autonomie critique conduit par exemple les groupements de la critique sociale à entretenir quelques contiguïtés avec la sphère commerciale : appels aux dons, opérations de merchandising, organisation d'événements culturels, vente de "produits dérivés" (tee-shirts, ouvrages, CDs audio...) et de matériels militants (affiches, badges, autocollants, etc.). La justification *domestique* peut être également présente au sein des groupements militants et s'exprime notamment au travers de la prise en compte au sein du projet collectif, des aspirations individuelles des militants qui opposent "une expérience subjective et expressive aux logiques instrumentales du système, des organisations et des intérêts[22]". Elle pose à cet égard la question de la médiation qu'il convient d'établir entre espaces publics partiels et espaces politiques, entre mondes vécus - *lebenswelt* - et impératifs systémiques pour parler comme Habermas. Citons également les nombreux *compromis* engagés avec la *cité du renom*[23] qui prennent notamment corps dans l'investissement de la scène politico-médiatique par les néo-militants qui désirent faire entrer dans le débat public des questions délicates que l'agenda médiatique, tout autant que les

---

[21] TRÉPOS, J.-Y., "Réseaux contre toiles d'araignées", *Politix*, n° 17, 1992, p. 36-50.

[22] *Cf.* DUBET, F., *Les nouveaux mouvements sociaux,* in CHAZEL, F., (dir.), *Action collective et mouvements sociaux*, PUF, Paris, 1993.

[23] "Le *public*, être ambigu, favorise les passages entre le monde civique et le monde de l'opinion. Les dispositifs qui tiennent compte du nombre sont souvent communs à ces deux natures... C'est le cas par exemple de la *manifestation*, associée à la protestation dans le monde civique et au spectacle dans le monde de l'opinion. Mais cela vaut également pour les actions de mobilisation qui signifient l'enrôlement pour une cause dans le monde civique et la captation des regards dans le monde de l'opinion.", BOLTANSKI, L., THÉVENOT, L., *op. cit*., p. 386.

responsables politiques n'auraient pas forcément traitées de façon immédiate : celles des mal-logés (*DAL*, *CDSL*), des victimes du sida (*Act Up-Paris*, *AIDES*,), des chômeurs (*AC!*, *MNCP*, *APEIS*) ou des sans-papiers (*Droits devant !!*) : "Les nouveaux mouvements sociaux accordent une grande importance aux médias comme moyen de mobiliser l'opinion. Les médias permettent aux mouvements sociaux d'étendre leur champ d'influence à tout le public, et les actions non-conventionnelles des mouvements sont souvent menées en raison de leur impact médiatique.[24]" Ce recours quasi systématique à l'appui de l'opinion publique par le biais d'une mise en visibilité des revendications au sein de l'espace public médiatisé, certains auteurs le considèrent d'ailleurs comme la caractéristique principale des mouvements sociaux (Jean-Marc Salmon[25] parle à cet égard de *médias-associations*). Les néo-militants connaissent effectivement de mieux en mieux les logiques et les pratiques inhérentes à la médiasphère, clause nécessaire à la "négociation" de leur présence dans la presse écrite, sur les écrans et sur les ondes. Par ailleurs, la montée des logiques d'expertise et de professionnalisation ainsi que la valorisation des compétences individuelles des militants traduisent aussi une proximité avec les principes normatifs du *monde industriel*. Érik Neveu ou Erhard Friedberg ont très bien montré que la partition généralement admise entre organisation et action collective n'est pas à même de rendre compte précisément du fonctionnement différencié de groupements de nature diverses. Tout simplement parce qu'il n'y a pas de stricte séparation entre un mouvement social, une association ou une entreprise, mais plutôt une différence dans l'agencement de situations plus ou moins structurées par des dispositifs de régulation, eux-mêmes plus ou moins centralisés et visibles. En témoigne de manière exemplaire ce militant du *Mouvement National des Chômeurs et Précaires* : "J'ai l'impression qu'il y a pas mal de gens qui verraient bien le *MNCP* aller vers l'insertion et donc moi, quand je propose un truc, j'ai l'impression qu'ils ne se sentent pas concernés. Eux, ils voient autre chose, ils se voient comme groupes de chômeurs qui vont réussir à créer leurs petites sociétés ! Mais bon, il y en a pas mal qui vont se faire avoir dans le lot. Moi j'ai déjà flairé ça parce qu'il y a des associations au *MNCP* qui reçoivent des subventions de grosses sociétés privées, comme *Vivendi* par exemple, qui file des ronds à des assoces qui se comportent comme des entreprises après, avec un directeur d'association qui se touche un salaire de cadre et des CES qui triment à côté ! Ça, je refuse ![26]"

---

[24] DALTON, R., KUECHLER, M. (Eds), *Challenging the Political Order : New Social and Political Movements in Western Democraties*, Oxford University Press/Polity Press, 1990, p. 15.

[25] *Cf.* SALMON, J.-M., *Le désir de société. Des restaurants du coeur au mouvement des chômeurs*, La Découverte, Paris, 1998.

[26] Homme, chômeur, militant au *MNCP*. Une large part de notre appareil de preuves est constituée d'une série de 63 entretiens semi-directifs dont de nombreux extraits seront ici livrés à titre illustratif. Pour le détail des méthodes employées dans la phase de recueil des données, *cf.* les annexes.

La multiplicité des *compromis* caractéristiques de l'action militante tend ainsi à faire apparaître les groupements volontaires comme des espaces fragmentés où s'exercent des citoyennetés situées mais à partir desquelles il s'avère néanmoins possible d'effectuer des montées en généralité. Les organisations de la "nouvelle" critique sociale justifient ainsi leur existence par la volonté de réclamer réparation de ce qu'elles considèrent être une injustice (dénonciation) et revendiquent donc des politiques différenciées de l'intérêt général. Au travers d'objectifs mesurés, le mouvement social actuel répond d'abord à des nécessités pressantes (logement, emploi, etc.) mais dessine également en filigrane, la nécessité d'élaboration de projets plus globaux dont l'horizon est le rejet partiel, voire total du libéralisme officiel. Il est à ce titre une des formes possibles d'un exprimé démocratique et le fruit d'un modèle politique qui entérine son existence. Dans leur ensemble, les groupements de la critique sociale font donc écho aux exigences d'un modèle de *cité civique* en se positionnant comme des structures de défense d'un modèle de justice dont la valeur principale est celle de l'intérêt général. Parce qu'elle défend une figure du politique garante de valeurs universelles, la logique d'action des groupements militants peut finalement apparaître assez proche, en son principe, du projet des *Lumières*. Pourtant, cette expression possible de l'autodétermination sociale, s'oppose aussi à l'idée d'une régulation susceptible d'être effectuée par l'intervention d'un méta-sujet de l'action collective. Parce qu'elle est l'expression critique de la société dont elle est issue et court-circuite la traduction politique des revendications sociales, elle peut être aussi présentée comme l'expression de citoyennetés partielles faisant osciller la critique sociale entre simples activités de défenses catégorielles et revendications identitaires. L'hétérogénéité des médiations militantes témoigne en fait de la multiplication d'espaces publics autonomes habités par des agents sociaux manifestant des compétences citoyennes composites et ayant pour caractéristique essentielle de réclamer une certaine *valeur d'usage* de la démocratie. Si le modèle revendicatif fondé sur la *cité civique* propose des bases conventionnelles stables pouvant justifier des actions menées, l'on se rend compte qu'à l'intérieur même de ce standard de justice, il existe de multiples modalités d'exercice.

Les groupements militants sont des organisations qui répondent à un logique d'articulation de registres généraux divers, parfois antagonistes, en vue de traiter d'un bien commun singulier et d'où émergent des formes de coordination collective. La pluralité des régimes d'action (*compromis*) est apparemment encore plus prégnante au sein des groupements du néo-militantisme obligés de réduire la précarité d'une structure réticulaire par définition instable. Cette caractéristique nous pousse à penser que les actions des organisations de la "nouvelle" critique sociale relèvent alors davantage du cadre plus général que Laurent Thévenot identifie comme celui des *conventions*, c'est-à-dire des actions fondées sur une rationalité pragmatique. Elles s'appréhendent alors sous l'égide d'un régime d'action engageant des principes et des situations d'envergure plus restreinte, des

réalités plus localisées, "donnant consistance à la figure d'un individu saisissant le monde comme moyen[27]". Une action menée avec succès est alors une *action qui convient*.

À cet égard, les acteurs du néo-militantisme peuvent *in fine* être décrits comme fonctionnant selon les normes d'une *cité par projets*, telle qu'elle est décrite par Luc Boltanski et Eve Chiapello dans un récent ouvrage[28] et qui n'est autre que le modèle de justification sur la base duquel se construit le capitalisme contemporain : "Nous avons choisi d'appeler *cité par projets* le nouvel appareil justificatif qui nous semble être actuellement en formation pour quelques raisons qu'il convient d'expliciter car l'expression peut sembler malaisée à manier et peu claire. Elle est en fait calquée sur une dénomination fréquente dans la littérature de management : l'organisation par projets. La nature même de ce type de projets étant d'avoir un début et une fin, les projets se succèdent et se remplacent, recomposant, au gré des priorités et des besoins, les groupes ou équipes de travail. Par analogie nous pourrons parler d'une structure sociale par projets ou d'une organisation générale de la société par projets.[29]" Si le registre de justification privilégié des organisations militantes est et reste globalement celui de la *cité civique*[30] (et de ses compromis avec d'autres *cités*), les organisations récentes de la critique sociale tendent toutefois à s'en détacher. Elles s'orientent vers des horizons normatifs différents, se construisent à cet égard sur des *compromis* inédits et dessinent d'autres micro-*mondes* défendant des principes d'action et des valeurs du juste spécifiques.

Dans un langage inspiré par celui des *économies de la grandeur*, les entités militantes traditionnelles décriraient alors un *monde associatif civique d'allégeance* fondé sur un modèle théorique de justice et d'intervention que nous qualifierons de *critique sociale par plans*. Le néo-militantisme fonctionnerait, quant à lui, plutôt sur un principe normatif de *critique sociale par projets*. Les néo-militants dessineraient alors un *monde associatif civique distancié* et convoqueraient dans leurs actions, critiques et justifications, des conventions ne pouvant être qu'imparfaitement rendus à partir des six *cités* de base au nombre desquelles se trouve la *cité civique*. Il est par ailleurs entendu que l'un et l'autre de ces modes de référence à un bien commun se combinent et s'enchevêtrent plus qu'ils ne se refoulent. Pour décrire cette "part maudite" des principes de justice et d'action des organisations du militantisme par projets, difficilement interprétable à partir du seul langage des *cités* déjà existantes, la *cité par projets* nous offre un modèle théorique *ad hoc*, éclairant les positions de *grandeur* plus typiques des structures connexionnistes du néo-militantisme : "La

---

[27] THÉVENOT, L., "L'action en plan", *Sociologie du Travail,* n° 3, 1995, p. 411-434.
[28] BOLTANSKI, L., CHIAPELLO, E., *op. cit.*
[29] *Ibid*., p. 158.
[30] Luc Boltanski et Eve Chiapello consacrent une partie de leur dernier ouvrage (p.192-204) à décrire l'originalité de la *cité par projets* par rapport aux autres *cités*. La *cité par projets* est ainsi mise en regard des *cités inspirée*, *marchande*, *du renom*, *domestique* et *industrielle*. N'est pas traitée la comparaison avec la *cité civique*...

notion de projet, au sens où nous l'entendons ici, peut donc être comprise comme une formation de compromis entre des exigences qui se présentent *a priori* comme antagonistes : celles découlant de la représentation en réseau et celles inhérentes au dessein de se doter d'une forme permettant de porter des jugements et de générer des ordres justifiés. Sur le *tissu sans couture* du réseau, les projets dessinent en effet une multitude de mini-espaces de calcul, à l'intérieur desquels des ordres peuvent être engendrés et justifiés.[31]"

Ce que nous avons choisi d'appeler la *critique sociale par projets* se propose donc de rendre compte d'un engagement qui convoque des principes d'équivalence jusqu'alors peu ou pas présents au sein des justifications militantes traditionnelles. Le militantisme par projets reformule notamment de nouvelles catégories critiques qui permettent de dénoncer plus efficacement les situations de misère et d'injustice dans lesquelles se retrouvent les *sans-parts*[32]. Il témoigne d'un "nouveau" sens ordinaire de la justice sociale ainsi que d'une "nouvelle" forme politique légitime dont les principes d'action seraient ceux de la réalisation de multiples projets revendicatifs menés par des militants-acteurs autonomes. La critique sociale par projets conserverait néanmoins une certaine fidélité (une base stable de *compromis*) à la *cité civique*. Faisant référence à une définition de la citoyenneté le plus souvent assez floue, elle atteste aussi un attachement à la notion de biens communs, car "le bien civique continue à être convoqué pour dénoncer les formes nouvelles d'un capitalisme devenu plus marchand qu'industriel, et mettre en cause la marchandisation des services publics.[33]"

La critique sociale par projets permet en même temps de pointer ce qui dans le monde associatif civique distancié n'est pas conforme à la justice même dont se réclame ce *monde*. Elle se présente donc comme un dispositif critique autoréférentiel propre au monde militant connexionniste. Elle autorise aussi la dénonciation des agencements civiques classiques (ceux du monde associatif civique d'allégeance) jugés peu flexibles et trop orientés vers la défense des intérêts des appareils aux dépens de ceux des individus. La critique de la *rigidité* et de l'organisation planifiée justifie alors le développement d'alliances stratégiques entre personnes physiques ou morales du mouvement social. Enfin, et nous nous y intéresserons dans le détail ci-après, la référence aux *économies de la grandeur* nous invite directement à explorer les possibilités de coordination à distance, notamment à partir des plus récentes technologies télématiques.

De l'émergence d'un militantisme par projets

[31] BOLTANSKI, L., CHIAPELLO, E., *op. cit.*, p. 160.
[32] Le terme est emprunté au philosophe Jacques Rancière.
[33] THÉVENOT, L., "Faire entendre une voix. Régimes d'engagement dans les mouvements sociaux", *Mouvements*, *Crise de la politique et nouveaux militants*, n° 3, La Découverte, Paris, mars-avril 1999, p. 76.

La sphère associative française s'est historiquement construite à partir d'un *modèle mixte d'organisation* hérité de l'idéal républicain où s'imbriquent appartenances liées à des mondes vécus et partagés (l'intersubjectif comme base de l'action) et insertion verticale et contractualiste. Imbriqués simultanément au sein d'un système d'appariement articulant tout à la fois du local et de l'horizontal (logique communautaire - *cité domestique*) à du global et du vertical (logique sociétaire - *cité civique*), les groupements associatifs se sont constitués selon une combinaison singulière faisant appel à deux ordres d'appartenance distincts. L'entité militante émerge ainsi au carrefour de sociabilités primaires qui se renforcent d'autant que l'adhésion au groupement suppose aussi un accord sur un ensemble de valeurs générales qui insère ce dernier dans une dimension plus large, de type sociétaire.

Cette double inscription entérine donc *de facto* un brouillage des frontières entre le lien social et le lien politique et se traduit principalement de deux façons. En premier lieu, par la particularité formelle qu'ont les groupements d'être structurés sur la base d'entités fédératives hiérarchiques, pyramidales et planifiées mettant en relation d'emblée à l'espace national, toutes les structures intermédiaires. Beaucoup de groupements militants font ainsi partie d'un réseau englobant que l'on peut qualifier d'*isomorphe* ou de *succursaliste*[34], au regard duquel leur est attribué une identité spécifique. En second lieu, cette appartenance à une structure verticale se traduit, la plupart du temps, par une inscription qui double la première et s'exprime en terme de rattachement idéologique. À l'isomorphie sectorielle, fondée sur une similitude d'objectifs, vient se greffer une conscription de proximité idéologico-politique, dont la base est cette affiliation aux "réseaux" hétéromorphes de conviction et de pensée que Jacques Ion appelle des *constellations*. L'emprise des structures fédératives a ainsi orienté les médiations militantes vers un fonctionnement pyramidal fortement structuré, fonctionnant sur un mode délégataire et articulant par le biais d'organisations-relais les intérêts d'une base toujours considérés comme locaux et partiels.

Le monde associatif civique d'allégeance, en conformité avec le *monde civique* a ainsi pour particularité d'attacher une grande importance à des êtres qui ne sont pas des individus. Se sont prioritairement les groupements (associatifs, syndicaux, politiques), c'est-à-dire les personnes morales et non physiques qui accèdent ainsi aux *états de grandeur* supérieurs. Un groupe local est une personne collective dans la mesure où il rassemble plusieurs individus dans une forme reconnue par une organisation plus vaste et constituée de façon légale. La *grandeur* des "sous-structures" (bureaux, cellules, comités, commissions...) dépend de leur capacité à faire accéder leurs membres à l'état général en les mobilisant autour d'un intérêt commun. La *grandeur* des acteurs de la critique sociale par plans dépend

[34] *Cf.* DUJARDIN, P. (textes réunis par), *Du groupe au réseau*, CNRS, Paris, 1988.

d'abord de leur taille et donc de leur structuration en groupements fédérés et reliés les uns aux autres au sein de réseaux idéologico-politiques. Elle dépend également du degré de coïncidence avec l'espace politique au sein duquel elle prend corps. Le monde associatif civique d'allégeance définit en quelque sorte une échelle des *grandeurs* (une hiérarchie de l'*état de grand*). Au plus bas niveau elle relève de la logique communautaire et au plus haut niveau elle dépend d'une vaste socialité. L'on constate donc un emboîtement entre une socialité qui définit l'appartenance à un territoire abstrait, celui de l'État, de la Nation, de l'espace public, et des sociabilités électives plus concrètes, qui tiennent davantage de la sphère privée. Le groupement du monde associatif civique d'allégeance se présente ainsi, à la fois comme un *Nous* public, un sujet collectif qui est dans un rapport non médiatisé à la Nation, mais aussi un *Nous* privé, reflet de la mise en série des individus et de l'effectivité d'une collectivité concrète de proximité. Cette dialectique particulière se trouve par ailleurs mise en forme par un ensemble de rites dont le but est d'inscrire le groupement et ses militants au sein de l'ensemble des *Nous* de même type, tout en fixant les spécificités identitaires du collectif par rapport aux *Ils* non membres du groupe.

C'est en tant qu'ils appartiennent à des collectifs ou les représentent que la valeur des êtres humains peut être prise en considération. La *grandeur civique* qui prévaut à l'existence de la critique sociale par plans est fortement liée à l'adhésion qui permet de gagner en taille et de faire masse. L'identité des acteurs du militantisme planifié se trouve d'abord définie par rapport au collectif, et, dans l'affirmative, selon la place qu'ils occupent au sein du collectif. Un militant peut être *grand* s'il est par exemple mandaté et par là représentatif, qualité qui lui donne alors une autorité. Dans le monde associatif civique d'allégeance, les actions des adhérents sont donc pertinentes dans la mesure où elles participent d'une action collective qui donne sens aux conduites des individus et les justifie. L'individu adhérent d'un groupement relevant de la critique sociale par plans représente alors l'élément humain minimum d'une structure collective de dimension supérieure, qu'il compose par réunion avec d'autres individus. Celle-ci tire elle-même sa légitimité de son inclusion dans un ensemble encore plus vaste qui peut être une structure politique plus importante, telle qu'une fédération, ou bien l'État-Nation. Est juste ce qui appelle ou rentre donc dans le cadre d'une intervention collective. Le *principe supérieur commun* est ici celui de la multitude organisée. Les *grands* moments du monde associatif civique d'allégeance sont de ce fait les moments de mobilisation du nombre où les adhérents font la démonstration de leur force par leur présence physique : manifestations, assemblées, assises, conseils, sessions, congrès, etc. C'est la masse, la représentation, la délégation et l'établissement dans des formes légales qui entérinent la légitimité et la *grandeur* du groupement de la critique sociale par plans.

On assisterait cependant, depuis une quinzaine d'années, à une "crise" de ce cadre d'exercice militant fédéré. Le paravent constitué de la masse des individus

anonymes cachait dans le même temps une conception de l'individu interchangeable au regard d'un *Nous* sociétaire considéré comme unique et insécable. Or selon toute vraisemblance, le *modèle mixte* de structuration des groupements militants serait en train de subir quelques changements. L'intrication des *Nous* communautaires (privés) et sociétaires (publics) serait en passe de se redistribuer de manière bien différente. Le *Nous* du collectif local, rassemblé autour des proximités sociales et géographiques circonscrites et requalifié par une appartenance à un *Nous* supérieur, c'est-à-dire actualisé par les références fédérales et constellaires, laisserait ainsi place à un modèle évolutif où valeurs de sociabilité et identités collectives seraient davantage indépendantes les unes des autres : "De telle sorte que pour résumer d'un mot l'évolution en cours, on pourrait dire qu'hier c'était le cadre national qui donnait sens au groupement local alors qu'aujourd'hui le groupement local - ou le groupement spécialisé - entend davantage tirer sa légitimité de son terrain d'action spécifique. Le *Nous* paraît ainsi davantage devoir être le résultat de l'action que son référent initial.[35]" La référence au milieu social ou professionnel n'est plus un élément de définition premier et les organisations de la critique sociale par projets ne peuvent plus s'appuyer autant que par le passé sur des assises communautaires de ce type. L'adhésion n'est donc plus forcément synonyme de renforcement d'une identité collective, elle devient tout à fait secondaire et ne détermine plus les conditions de la mobilisation.

Mieux informés et mieux formés, les néo-militants semblent moins disposés à confier leurs intérêts à une organisation qui les dominerait dans le cadre d'une délégation durable du pouvoir et du savoir. L'engagement militant ne se traduit plus par une adhésion inconditionnelle à une organisation hiérarchique installée dans le global et la permanence. Il est davantage envisagé selon des dispositions de durée déterminée, au sein de structures de taille modeste, organisées en réseau et portant des revendications spécifiques et limitées. Contrairement au monde associatif civique d'allégeance qui voit dans l'organisation pyramidale, hiérarchique et planifiée de ses groupements une des conditions nécessaires au maintien de son identité et de ses objectifs, le militantisme par projets considère cette forme de structuration comme contraire à l'idéal d'ouverture à partir duquel il se construit.

Si la possibilité de mettre en visibilité la multitude fait toujours partie des répertoires d'action, elle ne constitue cependant plus la panacée des stratégies d'intercession. Il existe bien d'autres formes d'intervention que celles fondées sur le nombre et qui semblent tout autant capables d'affirmer leur puissance et leur légitimité des groupements. Cette "nouvelle" orientation de l'action s'observe par exemple, à travers l'interpellation directe et parfois spectaculaire de l'opinion publique et de la sphère du politique. La quête de soutiens prestigieux parfois extérieurs au mouvement et la recherche d'alliances avec des autorités diverses jouissant d'une certaine popularité (intellectuels, hommes d'église, leaders d'opinion

[35] ION, J., *op. cit*., p. 58.

ou artistes) doivent être interprétées comme une stratégie pour accéder aux médias et donc aussi à l'arène politique. Cette dernière, on le sait, négocie notamment avec le mouvement social en fonction du capital notoriété que celui-ci acquiert en se visibilisant : "L'ironie du sort veut que sur le plan de la médiatisation, les intérêts des sans-papiers convergeaient avec ceux du gouvernement. Depuis le début de leur mouvement, le but des sans-papiers était précisément d'envoyer des signaux en direction du gouvernement et de l'opinion publique, pour attirer l'attention sur l'absurdité de leur situation. Le mouvement des sans-papiers consistait à "sortir de l'ombre", comme le rappelle le titre du livre écrit par l'un d'entre eux, Mamady Sané. La toute première action des sans-papiers avait elle-même agi comme un signal : c'est en voyant à la télévision les images des Africains de Montreuil occupant l'église Saint-Ambroise le 18 mars 1996, que beaucoup avaient rejoint le mouvement (ce fut le cas pour Mamady Sané le jour même, et pour Ababacar Diop le lendemain). Dans les premières semaines de la lutte, Ariane Mnouchkine a apporté son aide à la "mise en scène" de l'action des sans-papiers, afin de lui donner plus de retentissement. L'une de ses initiatives a été de former un "collège de médiateurs" composé de personnalités scientifiques, juristes, ecclésiastiques pour appuyer les démarches des sans-papiers auprès du gouvernement.[36]"

Le relais médiatique autorise en effet l'extension des liens militants à la communauté plus globale des citoyens (un *horizon universaliste d'ordre civique*). Il assure alors la montée en généralité nécessaire à un élargissement du potentiel de mobilisation et permet l'inscription des causes défendues à l'agenda politique : "En l'absence de ressources politiques légitimes permettant de jeter un pont entre les personnes en tant que citoyens et le peuple en tant que Souverain (...), ces défenseurs d'une juste cause ne peuvent accéder au peuple souverain qu'en empruntant la voie des médias.[37]" Au sein du monde associatif civique distancié l'on tente donc d'agir aux yeux de tous en convoquant un soutien général qui ne se traduit pas forcément par une présence physique[38]. Les citoyens-spectateurs suivant cette *souffrance à distance* se trouvent ainsi impliqués sur un mode événementiel et deviennent potentiellement un appui appréciable de l'action revendicative. Selon une enquête effectuée par le Groupe d'Études et de Recherche sur les Mutations du Militantisme et rapportée par Nonna Mayer[39], la proportion de Français prêts à s'engager dans ce type de mouvements est deux à trois fois supérieure que pour un syndicat et quatre à six fois plus élevée que dans le cas d'un parti politique : "Dans ce siècle qui serait celui de l'individualisme, jamais paradoxalement, la solidarité n'a été aussi prisée : le terme évoque des résonances positives chez quatre-vingt pour cent (très positif cinquante-sept pour cent, assez positif trente et un pour cent) des

---

[36] CHEMILLIER, M., *Cyberéflexion du mouvement social : un site internet, miroir de la lutte des sans-papiers*, extrait d'une intervention faite à la Maison Des Ensembles, 1998.
[37] BOLTANSKI, L., THÉVENOT, L., *op. cit*., p. 364.
[38] Luc Boltanski parle à cet égard de *concernement à distance*. *Cf.* BOLTANSKI, L., *La souffrance à distance*, Métailié, Paris, 1994.
[39] MAYER, N., "Les mutations du militantisme", *Hommes et libertés*, n° 97-98, 1998, p. 87.

Français, et quatre-vingt-douze pour cent d'entre eux se disent personnellement attachés à "la solidarité avec les personnes dans le besoin".[40]" Les enquêtes du CEVIPOF montrent par ailleurs que de 1988 à 1995, la proportion de Français approuvant le recours à la grève est passée de deux tiers à trois quarts, d'un sur deux à deux sur trois pour la manifestation, de vingt-huit pour cent à quarante-trois pour cent pour l'occupation de bâtiments[41]. Afin de décrire cette convocation effective de l'opinion publique, l'on parle tour à tour de *militantisme de solidarité* (N. Mayer), de *grève par procuration* ou de *sympathie agissante* (J. Guilhaumou), ou bien encore de *continuum* "*éthico-politique*" (P. Zarifian).

Du pyramidal hiérarchique au réticulaire erratique

Le mode principal de relation de la critique sociale par plans est donc, comme nous venons de le voir, l'association qui permet de faire d'une multitude d'individus une seule personne morale. Pour faire un collectif, il faut rassembler, regrouper, réunir, unifier. Le militantisme de la critique sociale par plans s'appuie à cet égard sur des formules d'investissement s'inspirant de la démocratie représentative et de la légitimité politique, celle du nombre et de la majorité. Est *grand*, ce qui fait masse : lois, règles, défilés, manifestations, pétitions, sont autant de moyens d'accès à l'*état de grandeur*. Les relations naturelles entre les êtres du monde associatif civique d'allégeance sont bien évidemment celles d'un contrat. Plus précisément, les relations qui lient les membres et forment un *Nous*, ne sont pas assimilables à la réunion des *Je*, elles dépassent largement les limites du collectif local rassemblé et les interconnaissances concrètes s'expriment aussi en entités abstraites qui renforcent en retour la puissance du groupement réel localisé. Ne sont véritablement efficientes que les décisions et les actions prises collectivement selon des procédures démocratiques de débats contradictoires et qui font la démonstration d'une force ordonnée. L'*ordre de grandeur* de la critique sociale par plans suppose une organisation pyramidale, structurée et des modes de délégation par mandat permettant l'expression collective. La parole autorisée, celle de l'organisation doit être l'expression achevée d'un fonctionnement égalitaire du *Nous* sociétaire unitaire et tutélaire. Les mécanismes de délégation, de représentation, de désignation et d'élection doivent ainsi se trouver au cœur du dispositif militant et attester du *principe supérieur commun*. De ce fait, le monde associatif civique d'allégeance est généralement marqué par un important formalisme juridique ainsi que par de nombreuses obligations statutaires censées garantir l'expression des valeurs démocratiques.

---

[40] *Ibid.*
[41] Chiffres rapportés par Nonna Mayer, *in ibid.*

Dans le cas du monde associatif civique distancié, le formalisme juridique devient moins pesant et la quotidienneté militante se préoccupe de moins en moins des obligations statutaires, comme en rend compte cette militante d'*Agir ensemble contre le Chômage* : "Je participe à *AC!-Paris* et à un collectif d'*AC!* qui s'appelle *Cargo*, ainsi qu'à une commission d'*AC!* qui s'appelle la *Commission revenus*, sur le revenu garanti. Je dis ça parce que à l'intérieur d'*AC!* il y a tout un travail de commissions thématiques. *AC!* c'est complètement informel, *AC!* c'est un réseau de collectifs. Sur le papier : cent quatre-vingt, mais de fait beaucoup moins qui fonctionnent réellement. Le principe d'unification est assez large, c'est-à-dire qu'il y a une plate-forme revendicative qui tient en deux points : réduction massive du temps de travail et revenu garanti au SMIC pour tous. Et à partir du moment où un collectif adhère à ses deux points, il peut prendre le nom d'*AC!*. Au-delà de ça, les collectifs ont toute autonomie pour mener les actions ou les campagnes, sachant qu'on essaie de fonctionner quand même de manière coordonnée, soit au niveau régional, par exemple sur des problèmes de gratuité des transports qui se règlent au niveau régional ; soit au niveau national comme on l'a vu en hiver 97/98 ou pour d'autres campagnes, ou l'hiver prochain pour la renégociation de la convention *UNEDIC*, etc. Mais tout ça est effectivement informel puisque il y a beaucoup de collectifs qui n'ont même pas de cartes d'adhérents ou de choses comme ça, pas de président... Il n'y a pas d'association non plus.[42]"

Notons toutefois que la montée en puissance de revendications de droits sociaux et catégoriels entraîne malgré tout les néo-militants à s'organiser de façon à intervenir auprès des tribunaux afin que soient reconnues leurs revendications et leurs conceptions singulières du juste. La justice devient ainsi une ressource de plus en plus mobilisée : "La concrétisation de ces dispositions, leur amélioration au fur et à mesure qu'en apparaîtront les limites et les imperfections (c'est-à-dire à l'usage) et la rapidité avec laquelle ils seront expérimentés dépendent largement de la force de la critique à laquelle sera exposé le processus capitaliste et de la pression qui sera mise sur les gouvernements pour utiliser cette arme qui n'appartient qu'à eux : le droit. (...) Le droit constitue en effet un dispositif de contrôle de la validité des épreuves et de recours en cas de litige sur leur issue.[43]" Les organisations du monde associatif civique distancié inscrivent jusque dans leur nom (*Droit Au Logement*, *Droits devant !!*) la nécessité de s'appareiller dans le domaine du droit, afin de solidifier les appuis de la contestation, les légitimer et dépasser un usage purement formel de la prétention au juste, ce qui fait dire à Guy Groux que "le conflit moderne se situe essentiellement au niveau de la règle démocratique et de la production du droit comme instance de codification politique.[44]" Le droit apparaît de ce point de vue comme un support externe essentiel, "mode d'inscription publique où est

[42] Femme, chômeuse, militante à *AC!*.
[43] BOLTANSKI, L., CHIAPELLO, E., *op. cit.*, p. 498.
[44] GROUX, G., *Le conflit en mouvement*, Hachette, Paris, 1996, p. 133-134.

conservée, sous la forme de règles générales, la trace des principales régulations[45]" susceptibles d'assurer la protection des plus faibles.

La parole d'organisation qui se veut l'expression achevée du fonctionnement présumé démocratique d'un collectif d'adhérents, est aussi dénoncée comme celle précisément d'un appareil de pouvoir qui confisquerait l'expression de l'ensemble des sociétaires : "C'est bien parce que la cohésion d'ensemble du groupement ne constitue plus une donnée quasi-naturelle que devient problématique le mode d'expression de ce groupement. C'est parce que la conception du groupement comme un tout qui s'imposerait indiscutablement à chacun de ses membres n'est plus tenable que l'idée que son expression, tant interne qu'externe, puisse être confisquée par ses organes dirigeants, se trouve de moins en moins admise.[46]" Les groupements militants les plus récents valorisent donc plutôt, en théorie, l'expression directe, la communication et la discussion. Si l'assemblée générale est par exemple toujours valorisée, ce n'est plus comme grand-messe rituelle, mais comme lieu de parole, de production d'idées et de promotion de la démocratie participative. Les nouvelles formes d'organisation et de modèles de mobilisation du militantisme par projets (toutefois en partie héritées des fonctionnements "basistes" et "autonomes"), telles que les *coordinations*, répondent par exemple à ces exigences de transparence. Elles témoignent à leur façon d'une volonté de réappropriation de la représentation des individus en lutte par la prise de parole collective : "Une des fonctions cruciales des coordinations sera d'ailleurs tout simplement la circulation directe d'une information trop souvent monopolisée par les bureaucraties syndicales. Les assemblées, les réunions régionales ou nationales, sont des lieux d'information directe et horizontale.[47]" Elles font apparaître de nouvelles figures subjectives de la conflictualité sociale qui expriment ce vœu de substitution d'un mode délégataire et représentatif au profit d'un mode d'engagement plus intégrateur du militant dans l'action collective. Danièle Kergoat et ses collègues[48] soulignent par exemple que lors des revendications infirmières en 1988-89, les coordinations (et l'usage du Minitel) s'étaient naturellement imposées comme forme d'organisation du mouvement, car particulièrement adaptées aux pratiques collectives mises en œuvres par cette catégorie de personnel soignant peu syndiqué : "démocratie directe", alliance du collectif et de l'expression subjective, dynamique unitaire à partir des diversités, construction d'un sentiment d'appartenance à une catégorie professionnelle fortement sexuée (la communauté des infirmières). Même constat pour Patrick Rozenblatt qui considère que les

---

[45] BOLTANSKI, L., CHIAPELLO, E., *op. cit.*, p. 498.
[46] ION, J., *Interventions sociales, engagements bénévoles et mobilisation des expériences personnelles*, *in* ION, J., PERONI, M., *Engagement public et exposition de la personne*, L'Aube, Paris, 1997, p. 69.
[47] AGUITON, C., BENSAÏD, D., *Le retour de la question sociale. Le renouveau des mouvements sociaux en France*, Page deux, Lausanne, 1997, p. 75-76.
[48] KERGOAT, D., *et alii*, *Les infirmières et leur coordination, 1988-1989*, Lamarre, Paris, 1992.

nouvelles formes d'organisation de la confrontation sociale concrétisent également la recherche d'un espace où la construction du lien social s'organise dans un rapport où l'action ne se dissocie pas de l'effort collectif qui conduit à son édification, et où le sujet collectif créé (dans et pour l'action précise-t-il) ne se conçoit que comme un sujet *globalement pensant*[49]. Ce sont les acteurs eux-mêmes qui caractérisent les pratiques représentatives en assurant un rapport direct entre représentants et représentés. Le fait d'instituer des assemblées déniant le rapport médiatisé des formes délégataires traditionnelles permet une plus large expression des acteurs en présence et favorise le contrôle des mandants. Les réunions hebdomadaires d'*Act Up-Paris* observées par Janine Barbot illustrent également cette exigence d'un agir communicationnel : "L'accès à la réunion est libre, en référence à l'exigence de transparence et de publicité des débats, et aucune disposition spatiale n'est instaurée pour distinguer membres et non membres dans l'assemblée... La réunion apparaît alors à la fois comme un espace où toutes les opinions sont invitées à s'exprimer et un lieu de construction et de mise à l'épreuve des propositions des commissions, orienté *in fine* vers une prise de position publique de l'association.[50]" La publicisation des débats constitue dans ce cadre une dénonciation de l'opacité des dispositifs administratifs ou scientifiques et souligne la nécessité pour *Act Up-Paris* de donner une visibilité et une lisibilité à sa lutte afin d'offrir notamment des conditions favorables au basculement des participants des réunions hebdomadaires dans un engagement plus marqué.

Au sein de la critique sociale par projets, les procédures de représentation et mécanismes de délégation ne sont donc plus pensés comme allant de soi. Les organisations du monde associatif civique distancié ont en effet une forte propension à dénoncer les modes d'engagement sacrificiels et les pratiques d'appareils planifiés reposant sur un contrôle de l'information. Elles affichent en conséquence, une attitude réfractaire à l'encontre des phénomènes de domination, de représentation et de pouvoir en général : "Ce qui se passe à *Act Up* c'est qu'il y a une hiérarchie de postes officielle : président, vice-présidents, etc., sauf que ça ne marche pas comme ça concrètement. Il y a des gens qui n'ont aucun poste mais qui ont un rôle ou une légitimité aussi forte que le président par exemple, du fait de leur passé dans *Act Up.* Moi, il y a des vice-présidents dans *Act Up* que j'estime moins légitimes que certaines autres personnes sans poste. Dans les faits on ne s'appuie pas vraiment sur cette hiérarchie même si elle est importante car elle permet d'y voir plus clair.[51]" La prise de parole n'est plus considérée comme devant être réservée aux seules personnes désignées et les processus même de désignation sont suspectés

[49] ROZENBLATT, P., "L'émergence d'une forme politique unifiant le social et le politique", *Futur antérieur*, *Les coordinations de travailleurs dans la confrontation sociale*, n° spécial, L'Harmattan, Paris, 1994, p. 8.
[50] BARBOT, J., "Entre soi et face aux autres. La réunion hebdomadaire d'Act Up". *Politix*, n° 31, 1995, p. 114.
[51] Homme, universitaire, militant à *Act Up-Paris*.

d'entretenir une forme spécifique de rapports de force entre les militants électeurs d'un côté et les mandatés de l'autre.

Entretenue par les panégyriques en appelant à la réactivation de la société civile, ce qui est alors dénoncé, ce sont moins les principes de représentation et de délégation permettant l'expression collective, que les usages abusifs qui peuvent en être faits, ou plus globalement la perpétuation d'une organisation planifiée et d'un pouvoir trop fortement hiérarchisé. Tout en maintenant l'idéal des conventions du modèle démocratique, certaines formes d'organisation militante manifestent un rapport de défiance vis-à-vis du modèle représentatif classique fondé sur une délégation durable d'autorité aux élus : "Plus globalement, ce qui se trouve encouragé, c'est la recherche de nouveaux rapports entre "base" et "sommet", entre ce qu'il y a encore peu de temps pouvait se dire en termes de masse et de direction et qui peuvent de moins en moins se dire ainsi. Derrière la question du mandat, celle de la légitimité émerge comme essentielle.[52]" Ce qui est important au sein du monde associatif civique distancié, s'avère donc davantage une aide *ad hoc*, ponctuelle et forte, et non la constitution en amont d'une armée d'adhérents aux ordres. Différentes de celles selon lesquelles l'on s'engageait hier, les formes d'engagement du néo-militantisme montrent surtout la vacuité du modèle emblématique du militant, porte-parole de plans émis au niveau national. Distancié, labile, réticulaire, le militantisme par projets se fonde sur des implications personnelles, électives, singulières et toujours circonstanciées qui relèvent donc d'un choix réversible et non d'une appartenance subie. Ce qui caractérise le modèle de la critique sociale par projets, c'est donc l'intégration des processus d'individuation au centre même du dispositif d'engagement.

De l'adhésion à l'activité

Au sein de la critique sociale par plans, l'individu est simultanément considéré comme citoyen anonyme et membre d'une communauté. Sa dignité il la gagne seulement à la suite de cette démarche d'adhésion au collectif qui témoigne en partie du détachement de ses liens de dépendance personnelle. Le *principe supérieur commun* de la critique sociale par projets est quant à lui, lié à l'*activité*. Il n'est plus, comme dans la critique sociale par plans, celui de l'appartenance à une entité collective supérieure dont l'acte d'adhésion et autres phénomènes d'adoubement seraient la marque privilégiée, mais relève plutôt d'un impératif catégorique de participation active. Les néo-militants ne sont pas particulièrement attachés aux structures associatives au sein desquelles ils évoluent. L'encartage, étape hautement symbolique s'il en fut dans les groupements de masse, laisse dorénavant la place, selon la formule quelque peu provocatrice de Jacques Ion, à un

[52] ION, J., *op. cit.*, p. 72.

engagement *symbolisé par le post-it, détachable et mobile : mise de soi à disposition, résiliable à tout moment*. Des organisations comme *AC!*, ou la plupart des collectifs de sans-papiers ne proposent d'ailleurs aucune procédure d'adhésion aux militants. Être membre ne se négocie que par un engagement de terrain, non une participation symbolique. Le principe d'*activité* qui fonde le monde associatif civique distancié vise en fait à générer des projets revendicatifs ou à s'intégrer à des projets initiés par d'autres entités militantes. D'ailleurs, en la matière, la question qui est le plus souvent posée par les néo-militants n'est pas celle des frontières, mais plutôt celle d'une différenciation entre militants engagés et ceux, plus passifs voire inactifs. Une jeune militante écologiste affirme ainsi : "À *Chiche* c'est pas très hiérarchisé. La hiérarchie fonctionne pas du tout et c'est même un gros problème parce qu'il faut quand même un minimum de structuration dans une organisation. La formalité est très peu respectée en fait, sans exagérer non plus. Chez nous la légitimité vient avant tout de ce que tu vas produire... d'une certaine façon les personnes légitimes sont celles qui font les choses et puis il y a ceux qui ont des titres et qui ne sont pas forcément reconnus.[53]" C'est l'action qui devient donc prépondérante car elle met davantage en lumière les militants en tant que personnes singulières. Les formes militantes qui s'en dégagent se donnent alors à voir comme des *communautés d'action* qui ne préexistent pas à l'engagement de ses membres et évoluent donc parallèlement aux projet*s* de mobilisation : "Ce n'est plus le réseau de groupements qui constitue le cadre de l'engagement, c'est au contraire de plus en plus les individus eux-mêmes qui créent des réseaux.[54]" C'est dans une capacité individuelle et collective à agir que les militants attendent de voir se réaliser une identité qu'ils refusent de se voir assigner par avance : "En fait, tout ce que j'ai trouvé jusqu'à maintenant intéressant à faire, j'ai pu le faire par le biais de *Chiche*. Les mobilisations de sans-papiers par exemple on y était, sur le PACS pareil. Les grosses mobilisations comme ça, j'ai pas besoin de... enfin être acteur est pour moi indispensable. Si *Chiche* ne s'était pas engagé sur ces combats je me serais engagée quand même à titre personnel, je le faisais avant d'être à *Chiche* de toute façon. Quand moi j'ai envie de porter un truc j'en parle au groupe et jusqu'à maintenant je ne suis jamais allée seule sur un truc.[55]"

L'action collective ne supposerait donc pas fondamentalement une appartenance territoriale, pas plus qu'elle n'impliquerait d'ailleurs une organisation strictement structurée. De telle sorte que c'est une autre modalité de l'adhésion qui se trouve alors en jeu : déterritorialisée, déprivatisée, ponctuelle, ciblée sur des objectifs précis, limitée dans le temps. Le néo-militantisme se manifeste ainsi dans la multiplicité des dispositifs transitoires que sont les projets, menés de front à un niveau collectif ou individuel : "Le système des réseaux autorise une grande

---

[53] Femme, ingénieur, militante à *Chiche* et aux *Verts*.
[54] ION, J., *op. cit*., p. 49-50.
[55] Femme, ingénieur, militante à *Chiche* et aux *Verts*. "Toujours à l'affût, le *grand* ne se laisse pas entraver par des plans rigides dont le suivi pourrait lui faire manquer l'opportunité de connexions intéressantes.", BOLTANSKI, L., CHIAPELLO, E., *op. cit*., p. 169.

mobilité : certains peuvent se réunir autour d'un projet, puis se séparer dès lors qu'il est réalisé, pour se retrouver ensuite sur un autre. Qui n'est pas d'accord ne participe pas de ce réseau ou à ce projet. C'est une démocratie du choix de l'action et non du choix collectif qui détermine ce que font ensemble tel et tel individu, telle et telle structure. Le choix d'agir ou non revient à chacun ou chacune ; ce qui inaugure une forme de démocratie particulière, différente de celle à laquelle on est habitué. Au plan associatif, à la différence du plan syndical, les individus assument exclusivement ce qu'ils font et non ce que fait ou décide l'organisation.[56]" La contribution de chaque individu au projet militant dépend notamment de ses contraintes personnelles et l'aboutissement de ce dernier n'advient parfois que par l'addition des engagements discontinus des militants lors de leurs moments de disponibilité. Le réseau militant n'est donc plus une donnée initiale. Il est plutôt le résultat de l'action individuelle et collective où cohérence et coordination sont assurées par des ajustements mutuels entre les membres selon des modalités explicites et unanimement acceptées (les principes de justice et d'action de la critique sociale par projets). Le modèle d'organisation du monde associatif civique d'allégeance se compose à partir d'une identité communautaire qui lui est préexistante et qui détermine en partie les objectifs de l'action collective à mener. Le groupement militant du monde associatif civique distancié relève, lui, davantage d'un espace identitaire expressif, plus autonome, s'édifiant au fur et à mesure de la participation de ses membres à l'espace public : "Ce modèle c'est celui de l'association, sans la République et sans les sociabilités communautaires. (...) Avec l'avènement de ce modèle viendrait la fin de *l'adhésion* - du moins au sens où ce terme implique adhésion totale - et le début effectif de *l'association*, au sens où ce terme dit en même temps la reconnaissance d'un lien et laisse possible une distance. [57] " Les nouvelles modalités d'engagement militant sont en fait foncièrement volontaires. L'engagement, même s'il requiert une forte implication personnelle, se fait en connaissance de cause et n'implique pas nécessairement de coller aux rôles du groupement. Jacques Ion parle à cet égard d'*affranchissement réflexif* : "Il s'agit souvent d'abord de *préserver son quant-à-soi,* ce qui ne veut pas dire individualisme mais mise à distance et donc maîtrise de ses propres engagements.[58]" Avoir le choix de ne pas s'engager sur un projet revendicatif donné et avoir le choix de ses propres projets militants devient, de fait, un des principaux postulats d'action des plus récents dispositifs de la critique sociale. Le militantisme tend alors à ne plus être cette *passion organisée et permanente* dont parle Antonio Gramsci. Ceux qui s'engagent ne le font que sur la base d'accords locaux et partiels sur la conformité des principes d'action : "le soutien à certaines causes limitées et circonscrites semble compter plus que l'adhésion formelle à une organisation, que l'on envisage sans peine de quitter dès l'instant où elle ne conviendrait plus. Plus

---

[56] AGUITON, C., "Le mouvement des chômeurs en France", *Les Temps Modernes*, n° 600, juillet-août-septembre 1998, p. 137.
[57] ION, J., *op. cit.*, introduction.
[58] ION, J., "Engagements associatifs et espace public", *Mouvements*, n° 3, *op. cit*.

l'organisation se montre informelle, peu structurée et égalitaire, plus elle séduit.[59]" Le monde associatif civique distancié reconnaît comme légitimes des modes et des motifs d'engagement bien plus variés que ceux tolérés par les organisations militantes traditionnelles. Il s'écarte du même coup de cet impératif de superposition de l'identité individuelle à l'identité collective, faisant généralement de la seconde la condition de la première. Il négocie au contraire, notamment à partir d'une pluri-appartenance à des collectifs divers, la permanence de l'identité individuelle du militant. Le monde associatif civique distancié remet donc sur le devant de la scène, c'est là un point central, l'individu en tant qu'acteur autonome et singulier (*à la fois libre et engagé*), et s'écarte des anciens modèles d'organisation fondés sur des principes fusionnels plutôt que coopératifs.

La critique sociale par projets peut ainsi se concevoir comme une succession d'initiatives qui s'imbriquent et se nourrissent mutuellement, comme en témoigne ce militant du *Collectif citoyen du Xe arrondissement* : "La question de la démocratie locale est la raison pour laquelle le collectif est né. Il n'est pas né comme un collectif de soutien aux sans-papiers. Il est né sur la base d'autre chose : on se met à plusieurs et on réfléchit à comment faire pour faire participer les citoyens à la vie locale. La problématique générale, celle qui fonde le collectif c'est celle-là. Or l'urgence c'était les sans-papiers et de par les origines militantes des uns et des autres, on s'est effectivement tout de suite engagé là-dessus en réorientant notre objectif de départ et presque de façon exclusive. Puis après on a recentré sur la démocratie locale. Or là, ça n'intéressait plus forcément tous les gens qui avaient rejoint le collectif sur la question des sans-papiers. Les gens que ça n'intéressait pas, ils ont été obligés de s'y mettre ! Et certains se sont pris au jeu d'une certaine façon, d'autres ont disparu.[60]" N'abandonnant pas les visées à long terme, la critique sociale par projets cherche tout de même, en premier lieu, l'obtention de résultats plus ou moins immédiats. Le néo-militantisme mêle donc à la fois des préoccupations non matérialistes et une exigence de satisfaction concrète de besoins exprimés à la base : réquisition d'un logement pour les sans-abris, obtention d'une "prime de Noël" pour les chômeurs, d'une carte de séjour en règle pour les sans-papiers, ou bien encore la mise sur le marché de nouvelles molécules afin de contrecarrer les échecs thérapeutiques de la trithérapie... La temporalité de la critique sociale par projets n'est plus celle du temps long historique. La plupart des individus qui s'engagent dans un dessein militant ont ainsi conscience de la longévité réduite des actions auxquelles ils vont contribuer, quand bien même elles peuvent avoir des conséquences durables. Un état de crise permanent et l'horizon d'une fin plus ou moins proche (des actions, voire même de l'organisation dont la pérennité n'est parfois même plus perçue comme une priorité), accompagnent de plus en plus l'engagement caractéristique du monde associatif civique distancié. Philippe Mangeot, ex-président d'*Act Up-Paris*

---

[59] BARTHÉLÉMY, M., *Le militantisme associatif*, *in* PERRINEAU, P. (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, PFNSP, Paris, 1994, p. 113.
[60] Homme, universitaire, militant au *Collectif citoyen du Xe*.

écrit ainsi : "Je lis dans *Nova Magazine* une interview de Didier Lestrade [co-fondateur d'*Act Up-Paris*] à propos des dix ans [de l'association]. Il y dit que nous sommes aujourd'hui en pleine crise. Je suis arrivé à *Act Up* en 1990 ; cela fait donc neuf ans que je connais Didier. Et cela fait neuf ans que je l'entends parler de la crise actuelle. Je me souviens de ma toute première réunion : il y avait un débat animé entre des militants, que le président d'*Act Up* avait tranché en évoquant une crise de croissance. Mais Didier a raison, évidemment : depuis dix ans, la crise est le régime d'*Act Up*. Jamais contents, souvent sur la brèche, presque toujours au bord de la faillite.[61]" En outre, le caractère limité des revendications trouve une contrepartie dans l'espoir de conduire d'autres projets susceptibles de succéder à ceux qui s'achèvent. Ces derniers se dessinent d'ailleurs parfois en creux dans le réseau des relations déjà mobilisées, comme nous l'indique cette militante soutien de sans-papiers : " Moi je n'arrête pas, tu as à peine terminé un truc que tu te retrouves embarqué dans un autre projet. C'est ça qui est intéressant mais en même temps, sur la durée, il y a des fois où tu tires la langue.[62]"

Ce qui compte pour les acteurs de la critique sociale par projets, c'est plutôt de maintenir un fort niveau d'*activité*, c'est-à-dire de n'être jamais à cours de desseins à actualiser. Certains militants s'avèrent être ainsi porteurs de nombreux projets, bien que n'étant pas spécifiquement affiliés aux organisations militantes qui *a priori* sont en charge des luttes auxquelles ils entendent pourtant participer : "Déjà je ne participe à rien dans le sens où je n'adhère plus vraiment à aucun groupe militant. Je ne revendique pas d'appartenance à un groupe ce qui est parfois désagréable parce que tu n'as pas de soutien, mais d'un autre côté ça me laisse une liberté totale pour faire ce que je veux et multiplier mes actions. Je soutiens les sans-papiers par exemple, mais en étant de tous les mouvements et pas dans un seul mouvement... parce qu'il y a beaucoup de buts à défendre. En fait je me définis comme une militante "free lance", c'est-à-dire que s'il y a une action à faire je vais la faire.[63]" Dans une logique contestataire, l'*activité* propre au militantisme par projets consiste alors à s'insérer dans des réseaux plus ou moins denses afin d'augmenter ses chances de rencontre avec d'autres acteurs de la critique sociale. En effet, la fréquentation d'autres militants est susceptible de renforcer des projets existants, ou bien d'engendrer d'autres projets.

Grandeur et *défaillance* du néo-militant

Avoir les capacités de s'investir dans une action et de s'y engager pleinement est donc, dans la *critique sociale par projets*, la marque principale de l'*état de grand*.

---

[61] MANGEOT, P., "10 ans de trop : encore !", *Action. La lettre mensuelle d'Act Up-Paris*, n° 61, juin 1999, p. 2.
[62] Femme, éducatrice, militante au *DAL* et à *Droits devant !!*.
[63] Femme, travailleur social, sans affiliation.

Être *grand* nécessite surtout des qualités personnelles. Contrairement au système de valorisation du monde associatif civique d'allégeance où sont d'abord appréciés les corps collectifs, la *grandeur* du monde associatif civique distancié relève clairement d'attributs propres aux personnes physiques. Ce sont les qualités individuelles du militant qui font sa valeur au regard du réseau au sein duquel il s'insère : "Au lieu que l'individu adhérent ne compte que par le rôle que lui confère le groupement, c'est au contraire son individualité spécifique détentrice de ressources et de compétences particulières (en informations, en relations, [en expertise], etc.) qui se trouve alors prise en compte. Ce n'est plus à se conformer aux attentes du groupement qu'il apparaît le plus utile à ce dernier, mais c'est inversement en mettant à son service la variété de ses disponibilités, mêmes éphémères, qu'il participe pleinement au groupement.[64]" Le monde associatif civique distancié convoque ainsi potentiellement tous les êtres susceptibles de rejoindre le réseau militant et de s'y s'insérer en valorisant leurs compétences. Les néo-militants ne sont plus seulement titulaires d'une fonction (et ne s'identifient plus à un unique idéal militant) mais sont également reconnus pour des compétences individuées et des savoir-faire personnalisés. Une militante d'*Agir ensemble contre le Chômage* affirme ainsi : "J'ai le souvenir d'un garçon qui bossait à l'*Université Ouverte*, c'est un garçon qui était chômeur, qui a entendu à la radio qu'on occupait une *ASSEDIC*, il a pris son vélo, il a fait la semaine d'occupation avec nous puis il a connu la *Maison des Ensembles*, et lui, ce qu'il a choisi comme engagement c'est de faire des cours à l'*Université Ouverte*. Son engagement militant, c'est la formation des gens à l'*Université Ouverte*. Ce type là est informaticien et c'est ce qu'il considère pouvoir faire le mieux pour le mouvement et c'est un choix bien légitime.[65]" Les compétences de chacun sont donc *a priori* mises en valeur et constituent des ressources essentielles pour mener à bien les projets du groupement militant.

Le principe d'*activité* de la critique sociale par projets appelle en quelque sorte une obligation de concours ou de collaboration qui peut d'ailleurs épouser des formes très diverses et mobiliser des compétences fort variées. Il peut être ainsi plus utile et approprié dans certaines conditions, de savoir faire la cuisine que d'être capable de traduire un texte en trois langues ou de mobiliser les médias. Pour les néo-militants, tout ce qui est susceptible de servir la bonne marche du projet doit être entretenu et considéré à l'aune d'un même regard, celui d'un "utilitarisme militant". Le *principe supérieur commun* de la critique sociale par projets incite en fait à faire usage de toutes les compétences susceptibles d'être utiles. Il implique donc de ne pas effectuer de discriminations *a priori* quant aux qualités et aux caractères profitables des personnes et des choses. Les militants de base du monde associatif civique distancié sont ainsi, *en principe*, autant considérés (car potentiellement utiles) que les militants de l'intelligentsia : "Je refuse que l'on emploie le terme d'élite militante ou de fer de lance militant ! Franchement je ne

[64] ION, J., *op. cit*., p. 50.
[65] Femme, chômeuse, militante à *AC!*.

vois pas très bien ce que ça veut dire, parce que tout le monde a un rôle à jouer ici. Moi, par exemple, je ferais partie de ce fer de lance militant ? Mais pourquoi ? Parce que je serais un maillon plus important qu'untel ou untel ? Mais à quoi est-ce que l'on mesure ça ? En fait, le fonctionnement de l'association il tient beaucoup à des gens dont on pourrait dire qu'ils n'ont pas d'importance. Il y a une famille par exemple qui vient faire des ménages, vient discuter avec les gens, etc., mais sans ces gens là, l'asso n'existerait peut-être pas ! Eux aussi ils font partie du réseau de lutte, ils y tiennent un rôle au même titre que moi, même si notre participation se négocie différemment.[66]"

Les travaux de John Mc Carthy et Mayer Zald[67] rendent cependant compte de la présence au sein des mouvements sociaux d'individus particulièrement importants qu'ils qualifient d'*entrepreneurs de mobilisation*. Ce sont des cadres militants détenteurs d'une expérience politique et/ou d'un capital social conséquents qu'ils convertissent en ressources militantes. De par ce bagage spécifique qui les distingue généralement des autres (primo-)militants ne disposant pas d'un tel capital (social, économique, culturel), ces entrepreneurs assurent alors le passage à l'action collective. Ils peuvent être, à ce titre, considérés comme les principaux embrayeurs de la critique sociale, ceux à partir de qui les processus de contestation s'organisent. Trait caractéristique important, ce phénomène s'avère particulièrement prégnant quand il s'agit de conduire les *sans-parts* à la protestation. Sans vouloir rentrer ici dans les détails, précisons toutefois que cet état de fait est une constante des groupements du monde associatif civique distancié, surtout s'ils s'appuient sur des groupes ayant peu ou pas de ressources (chômeurs, sans-papiers...). Comme le spécifie François Chazel : "Plus les collectivités sont désorganisées et démunies, plus elles ont besoin d'organisations professionnelles et d'entrepreneurs politiques pour porter leurs protestations.[68]" Les entrepreneurs de mobilisation ne partagent donc pas forcément dans ce cas précis, toutes les caractéristiques de la population qu'ils soutiennent. Les exemples sont nombreux : les initiateurs des mobilisations de sans-papiers sont rarement eux-mêmes en situation irrégulière ; les associations de chômeurs sont parfois dirigées par des retraités ou des syndicalistes qui n'entretiennent donc pas le même rapport avec le monde du travail que les individus qu'ils entendent appuyer ; le président d'*Act Up-Paris* est actuellement... une jeune femme hétérosexuelle et séronégative, ce qui fait dire à Philippe Mangeot dont elle assure la succession : "On ne dira jamais assez qu'une traduction appropriée de *queer* manque au lexique français. À *Act Up*, nous avons suffisamment tordu le mot "pédé" pour en faire un équivalent possible de *queer*. Qu'il me soit permis d'apprendre à ceux qui l'ignoraient qu'Emmanuelle Cosse, au moment où elle prend

---

[66] Femme, universitaire, militante de *Droits devant !!*.

[67] *Cf.* Mc CARTHY, J. D., ZALD, M., "Resource Mobilization and Social Movements : a Partial Theory", *American Journal of Sociology*, vol. 82, 1977, p. 1212-1241, ainsi que Mc CARTHY, J. D., ZALD, M., *Social Movements in an Organizational Society*, Transaction Books, New York, 1987.

[68] CHAZEL, F., *Mouvements sociaux*, BOUDON, R. (dir.), *Traité de sociologie*, PUF, Paris, 1992, p. 303.

la présidence d'*Act Up*, si elle n'est pas homosexuelle est pédée.[69]" Pour ces entrepreneurs de mobilisation dont le *Je* "objectif" est notoirement dissemblable des autres *Je* de la communauté, il s'avère alors indispensable, pour être réellement efficace et pouvoir affirmer faire partie d'une communauté de "mêmes", de rentrer dans un *devenir* semblable à celui du *Nous* communautaire. Prendre part au combat mené par *Act Up-Paris*, quelles que soient ses préférences sexuelles et son statut sérologique, c'est se considérer homosexuel et séropositif et mettre en scène si nécessaire cette appartenance par des artifices distinctifs (port du triangle rose, de badges estampillés "*Personne ne sait que je suis séropositif(ve*)", etc.). Mais au-delà des stigmates et symboles arborés, l'appartenance légitime à la communauté passe surtout par une reconnaissance du groupe qui cautionne la transformation identitaire, permettant "de passer sans scrupule, de ce qui serait une *fiction entre soi*, à ce qui devient en public une *action politique*.[70]" Cette souplesse fait des entrepreneurs de mobilisation des *grands* de la critique sociale par projets dans la mesure où l'adaptabilité identitaire dont ils font preuve leur offre forcément un potentiel d'ouverture à d'autres projets. Et rares sont finalement les structures relevant du militantisme par projets n'ayant pas en leur sein de telles "personnes-ressources" impliquées de manière active dans le bon fonctionnement des organisations auxquelles elles participent.

On passerait ainsi d'une saisie des individus en termes *d'atomes anonymes* à une saisie en termes d'*acteurs des mouvements*[71]. Le militantisme par projets légitime et encourage l'usage de compétences professionnelles et celui d'expériences privées au profit de l'efficacité revendicative. Dans ce modèle de militantisme méritocratique, "les connaissances acquises antérieurement, du seul fait de la réussite scolaire ou transmises par le milieu familial, sont revendiquées et mises à profit dans l'activité militante. (...) [la présence] d'intellectuels témoigne de la liaison privilégiée du capital culturel - notamment dans le milieu scolaire et universitaire - avec l'engagement associatif[72]". Quarante-huit pour cent des militants-internautes que nous avons vus en entretien ont effectivement un niveau d'étude supérieur ou égal à bac+5 et vingt et un pour cent d'entre eux sont des universitaires. Le monde associatif civique distancié se rapproche en cela du *monde industriel* dont l'ordonnance "repose sur l'efficacité des êtres, leur performance, leur productivité, leur capacité à assurer une fonction normale, à répondre utilement aux besoins.[73]" Au cours de leurs engagements les militants convoquent par exemple de plus en plus de compétences personnelles acquises en dehors des procédures de formation interne des groupements.

---

[69] MANGEOT, P., "Pour en finir.", *Action. La lettre mensuelle d'Act Up-Paris*, n° 63, octobre 1999, p. 6.
[70] BARBOT, J., *art. cit*., p. 123.
[71] ION, J., *op. cit*., p. 50.
[72] BARTHÉLÉMY, M., *Le militantisme associatif*, *in* PERRINEAU, P. (dir.), *op. cit*., p. 93-94.
[73] BOLTANSKI, L., THÉVENOT, L., *op. cit*., p. 254.

L'on constate par exemple que les néo-militants sont de plus en plus impliqués dans des logiques d'expertise. L'*expert* devient une figure importante du monde associatif civique distancié et doit sa place dominante à ses compétences et à la spécialisation de ses connaissances. L'expertise en tant que processus de production de savoirs se trouve en fait, au centre de la critique sociale par projets, parce que celle-ci en a fait un véritable enjeu politique. Les modes d'action dont les néo-militants se servent pour faire la démonstration de leurs plaintes, de leurs revendications ou de leurs intérêts, reposent de façon générale sur une organisation nettement plus "consciente" et réflexive que par le passé. Les organisations militantes connexionnistes soulignent ainsi l'importance du *capital cognitif* et témoignent de l'émergence d'une nouvelle intellectualité critique. Les débats font de plus en plus appel à des données scientifiques (entendues dans un sens extensif) et les pratiques d'expertise sont devenues un lieu commun de l'action militante : "Faire voir et montrer que l'on a la science (dans toutes les acceptions du terme, y compris la "science" juridique) avec soi, que l'on peut mobiliser des hommes et des idées reconnues comme scientifiques pour les besoins de la cause constitue désormais une ressource conjugable ou opposable à la loi du nombre : pour constituer en problèmes des questions qui se pose dans le monde social et pour dire son point de vue sur le problème constitué.[74]" L'usage politique des connaissances amène notamment à réévaluer la distinction entre ceux que l'on considère généralement comme étant les détenteurs légitimes du savoir (scientifiques, experts et autres consultants) et ceux que l'on suppose ne pas être compétents. Cette première séparation recouvre d'ailleurs une autre dissociation, celle entre le contenu propre des savoirs et leurs modalités de transmission, de diffusion et de mise en pratique.

Pour être efficace, la critique sociale doit de plus en plus se hisser à la hauteur du savoirs des experts. Elle se voit également dans la nécessité de construire des connaissances à la mesure de celles auxquelles elle doit s'opposer. Une nouvelle politique militante des savoirs tend donc à émerger. Son objectif est d'abord de proposer des positions structurées susceptibles de peser dans le débat public. Il est aussi de contester les buts et la validité de l'expertise institutionnelle et autoritaire, alors dénoncée au nom de l'autonomie et de la capacité des militants à statuer de leur propre chef avec autant de légitimité que les médiateurs autorisés : "Dans *AC!* l'expertise c'est important. Il y a des choses qu'on sait mieux que les responsables administratifs que l'on rencontre parfois lors des occupations par exemple. C'est évident, sur les droits des chômeurs, sur le fonctionnement des services sociaux des précaires et c'est une base de notre travail qui est essentiel parce qu'on fait des permanences qu'on appelle "Droits des chômeurs", où les gens qui ont un problème avec leur *ASSEDIC*, leur *ANPE* ou leur *CAF* viennent et on essaie de trouver une solution. À *AC*!, il y a des gens qui sont universitaires, qui sont inspecteurs du travail, qui sont travailleurs sociaux ou qui l'ont été ; bref, il y a des gens qui ont un

[74] OFFERLÉ, M., *Sociologie des groupes d'intérêt*, Montchrestien, Paris, 1994, p. 121.

fonds professionnel et ces gens là sont très précieux. Ça, ça se vérifie par exemple quand on a eu entre les mains la loi sur l'exclusion de Martine Aubry où il a bien fallu plancher dessus pour la dépiauter et en dire ce que l'on avait à en dire. On ne peut pas avoir de discours sans savoir ce qui se fait en face. Bon, là où on est vraiment lacunaire c'est sur la formation interne.[75]"

On voit ainsi s'installer au sein des luttes sociales, des processus de construction de savoirs à la fois à partir, contre et en alternative aux "discours officiels" et aux savoirs légitimés par les institutions. S'appuyer sur l'expertise c'est vouloir dire le sens et recadrer les problèmes à partir de situations concrètes. L'expert juridique devient par exemple de plus en plus important au sein de la critique sociale. C'est lui qui détient les clés nécessaires à l'investiture de l'arène judiciaire par le mouvement social. Il devient un *point de passage obligé* pour les groupements qui situent leurs luttes sur le terrain des "droits à". L'expert peut être par ailleurs membre à part entière d'une organisation du militantisme par projets ou n'être qu'une aide temporaire externe que l'on consulte ponctuellement, selon les besoins du moment. Pour se passer de lui, il faudrait être théoriquement en mesure de mobiliser des connaissances et des réseaux relationnels identiques à ceux dont il dispose : "Au début d'*Act Up*, il fallait travailler toujours dans l'urgence et donc on n'avait pas le temps de baratiner en réunion. Tout est confié à une seule personne, ce qui pose problème parce que quand une personne se barre... pour reprendre la relève c'est vraiment difficile parfois. On le vit en ce moment même avec Christophe M. qui ne désire plus être salarié d'*Act Up*, c'est dur. *Protocole* [Publication d'*Act Up-Paris* consacrée aux traitements anti-sida] faut le faire ! Il n'y a que lui qui a tout ce savoir là.[76]"

Loin d'être attaché à une fonction, un poste ou un statut particulier, le *grand* du monde associatif civique distancié se doit surtout d'être *polyvalent*, c'est-à-dire capable de changer d'activité selon la nature de la relation dans laquelle il entre ou à laquelle il doit s'ajuster. L'aptitude la plus valorisée sera celle qui lui permettra *in fine* d'abandonner un projet dans lequel il ne souhaite plus s'investir et lui facilitera la recherche de nouveaux liens menant à d'autres projets. Jacques Ion souligne à cet égard que savoir se retirer compte au moins autant que la capacité d'engagement. En témoigne ce militant homosexuel : "Il y a eu redistribution des rôles mais par rapport à d'autres engagements associatifs que l'on avait par ailleurs. Par exemple en ce qui me concerne, j'ai fait de l'accueil au *Centre gay et lesbien* et j'ai peu à peu laissé tomber pour me consacrer à d'autres activités. Il y a à la fois un désinvestissement envers certaines structures associatives auprès desquelles je m'étais engagé, mais aussi l'inverse, c'est-à-dire que par le biais de *Gays et Lesbiennes Branchés*, ça m'a fait découvrir d'autres activités auxquelles maintenant je participe. Ça s'est finalement fait dans les deux sens. Nos places dans la communauté homo se sont

[75] Femme, chômeuse, militante à *AC!*.
[76] Femme, étudiante, militante à *Act Up-Paris*.

déplacées, elles ont pris en fait de l'importance. Il y a eu renégociation en des termes d'utilité. On s'est déplacé vers des structures qui nous semblaient plus intéressantes.[77]"

Mais le *grand* de la critique sociale par projets doit également savoir se prémunir des effets négatifs de la *suractivité* en inscrivant sa propre individualité, son savoir et sa sensibilité dans un travail utile et toujours maîtrisé. Comme l'affirme Jacques Ion : "L'appel à ces compétences relationnelles d'ordre personnel ne signifie pas engagement illimité. La plupart des associations mettent au contraire en avant la nécessité que ces moments soient de durée restreinte et surtout fassent l'objet d'une maîtrise de la part des participants[78] ". Car la suractivité peut effectivement conduire à l'inactivité et au désinvestissement pur et simple : "Moi, le choix que j'avais fait c'était de m'investir dans le soutien en présence, d'être permanencier, être présent physiquement dans les lieux de lutte parce que dans les permanences tu vois les réactions. Il y a toute une part de réactions des permanenciers qui sont un truc d'impuissance par rapport aux situations exposées. Avoir de la compassion, de l'empathie... tu te prends pas mal de choses dans la figure. Il y a une forte charge affective qui est difficile à tenir. Dans les luttes de sans-papiers on voit des gens qui s'engagent au-delà de ce qu'ils peuvent tenir. Il y a tout une part de gens qui ont craqué, qui ont été au bout de ce qu'ils pouvaient donner. Donc par rapport à la lutte des sans-papiers il me semblait que pour tenir justement dans la durée il fallait s'attaquer à ça, que les permanenciers ne tombent pas dans le surinvestissement, la fuite dans l'autre, etc. Pour tenir, il faut que tout le monde reste raisonnable par rapport à son engagement.[79]"

Le *grand* du monde associatif civique distancié doit enfin être *autonome*, décider lui-même de ses engagements, cultiver la capacité de créer des liens ouvrant un champ de possibles toujours plus important et savoir sélectionner à cet égard des sources privilégiées d'information. Le *grand* du monde associatif civique distancié est donc typiquement un pourvoyeur d'information, un initiateur d'actions tout à la fois nœud et commutateur de réseaux, un traducteur muni de compétences spécifiques. Son atout principal est son expérience des acteurs intervenant ou susceptibles d'intervenir au sein du projet qu'il supporte et soutient. Dans le monde en réseau de la critique sociale par projets, l'importance du capital relationnel est alors primordiale.

Nombre d'auteurs notent également que les relations et/ou un "pâtir" personnels sont de plus en plus souvent à la base de l'engagement des personnes au sein de groupements revendicatifs : "Le véritable réseau qui alimente et cimente un peu partout le monde associatif de lutte contre le sida a été créé par le virus lui-même, celui des personnes atteintes physiquement et/ou affectivement. À l'origine, la mobilisation ne découle donc pas directement d'une solidarité gaie

---

[77] Homme, informaticien, militant à *Gays et Lesbiennes Branchés*.

[78] ION, J., *Interventions sociales, engagements bénévoles et mobilisation des expériences personnelles*, *in* ION, J., PERONI, M., *op. cit*., p. 83.

[79] Homme, chercheur, militant à *Droits devant !!*.

spontanée, mais plus de l'expérience vécue, même si celle-ci ne se dit pas encore ou difficilement, y compris entre volontaires.[80]" Néanmoins, les proximités à l'autre en tant que "même" ne produisent pas forcément toujours les *alignements* nécessaires à l'édification d'un groupement revendicatif efficient. Comme le souligne Jean-Paul Fitoussi, il s'avère notamment difficile de construire une identité positive à partir d'une appartenance à un groupe stigmatisé ou véhiculant une représentation largement négative : "Le chômage et plus généralement l'exclusion sont des critères négatifs (...). Le seul point commun entre les exclus est... l'exclusion. La diversité des conditions initiales de ceux qui en sont les victimes, leurs hétérogénéités sociale, géographique, professionnelle, invitent chacun à percevoir son destin comme singulier.[81]" Quand le rapprochement des êtres s'effectue en effet sur les bases de la souffrance ou de la misère personnelle, l'engagement qui en découle peut très bien ne s'actualiser qu'à partir d'un principe humanitaire (compassion) dégagé de toute attente strictement politique. Pour les exclus acteurs de la critique sociale (chômeurs, sans-papiers, etc.), l'*état de grand* ne peut se fonder politiquement qu'à partir d'un projet de lutte qui leur offre l'opportunité de nouvelles stratégies de distinction sociale. Comme le montrent R. A. Cloward et F. F. Piven dans *Poor People's Movement*[82], l'organisation et la réussite d'une action collective nécessitent d'abord que la situation sociale des acteurs du mouvement apparaisse à leurs yeux comme injuste et modifiable. Reconnaissance sociale et affirmation de soi vont pouvoir se renégocier à partir d'un positionnement contestataire et des actions transgressives à l'égard du gouvernement, de la société ou plus généralement du "système" que l'on accuse d'être en grande partie responsable des processus de disqualification. Valeurs morales et mérites personnels vont alors constituer les éléments de base permettant de s'organiser, de revendiquer, de dénoncer le déséquilibre des rapports de force sociétaux, et par là même de se forger une "nouvelle" identité, de s'octroyer un nouveau rôle éloigné du discrédit initial.

Au sein de la critique sociale par plans, le modèle de justice se défait lorsqu'il s'abandonne au particulier. Est *petit* tout ce qui se dilue, morcelle, ou restreint et entraîne des dérives de type catégoriel ou individualiste. Tout ce qui divise est susceptible de créer un *état de petit*. Les liens domestiques du corporatisme, les scissions, la non conformité aux exigences édictées par le collectif, le non respect des procédures de délégation ou de représentation, etc., sont condamnables au seul motif que ce sont des perspectives où l'intérêt collectif du groupement ne dicte plus l'action. Individualistes, dissidents et autres réformateurs

---

[80] POLLAK, M., "Constitution, diversification et échec de la généralisation d'une grande cause. Le cas de la lutte contre le sida", *Politix,* n° 16, 1991, p. 83.
[81] FITOUSSI, J.-P., "Perfection des modèles économiques, exclusions réelles", *Les Temps Modernes*, n° 600, *op. cit*., p. 24. *Cf.* également CLOT, Y., PENDARIES, J.-R., *Les chômeurs en mouvement(s)*, MIRE/Ministère du Travail, Paris, avril 1997.
[82] PIVEN, F. F., CLOWARD, R. A., *Poor People's Movement : Why They Succeed, How They Fail*, Vintage, New York, 1977.

s'opposent ainsi à la figure de l'*apparatchik* modèle qui maintient coûte que coûte les structures bureaucratiques censées être la marque du respect du *principe supérieur commun* du monde associatif civique d'allégeance.

Dans un contexte de critique sociale par projets, les *défaillances* concernent plutôt des formes réticulaires inadéquates (des *mauvais réseaux*). Sont par exemple défaillants les individus que Luc Boltanski et Eve Chiapello appellent les *faiseurs de réseau*, c'est-à-dire ceux qui gardent pour eux les informations et établissent des contacts sans en informer le collectif : "Dans la logique de la *cité par projets* (...), ces qualités sont mises au service du bien commun, mais cet idéal fait aussi apparaître en négatif un autre comportement possible selon lequel les personnes qui réussissent dans le monde n'utiliseraient leurs qualités que pour servir leurs intérêts personnels de façon égoïste, voire cynique. Pour le distinguer du *grand* de la *cité par projets* (auquel nous donnerons le terme générique de *mailleur*), nous appellerons le personnage opportuniste qui, tout en possédant toutes les qualités requises dans ce monde, en fait un usage purement égoïste, le faiseur de réseaux (équivalent français du networker anglo-saxon) ou, pour aller plus vite, le faiseur.[83]" Le militant *faiseur* du monde associatif civique distancié ne va par exemple pas redistribuer ses liens pour les mettre au service du bien commun ou ne cherchera pas à trouver de nouvelles connexions pour que s'étende au mieux le réseau protestataire. En témoigne cette militante soutien de sans-papiers : "Le pouvoir par le savoir et en balancer plein la vue aux autres, ça existe aussi et on en a quelques-uns comme ça. La *Coordination nationale* [des sans papiers] c'est le cas typique de ceux qui gardent l'info pour eux. Tu peux les voir tel jour pendant des heures et ils ne te mettent pas au courant de ce qu'ils vont faire le lendemain.[84]"

Le *petit* militant est également celui qui n'est pas engageable dans un projet ou ne désire pas travailler sa flexibilité afin de pouvoir à l'occasion changer de projet. Le manque d'adaptabilité constitue en effet un des principaux défauts des militants défaillants. Il peut en fait avoir différentes origines et dériver soit de l'attachement à un seul projet jugé plus important que tout autre, c'est-à-dire une cause de référence exclusive (certains militants d'*Act Up-Paris* considèrent par exemple qu'un engagement auprès des sans-papiers ne répond pas aux objectifs premiers de l'organisation) ; soit d'un attachement à un espace géographique qui bride en la maintenant dans le local, la capacité naturelle du militant connexionniste à frayer de nouveaux liens : "Il y a une partie de la structure de *Droits devant !!* qui est familiale ou tribale. Même si il est à la fois complètement algérien et complètement français, J.-C. a transporté ici la tribu kabyle des hauts plateaux. On est très physiques à *Droits devant* !!, on a quasiment besoin de se toucher, on a besoin du contact. L'affectif est très présent, le respect aussi. Donc oui, on a besoin de se voir, c'est pour ça qu'on a du mal à s'extirper de la rue Montcalm [où se trouve

[83] BOLTANSKI, L., CHIAPELLO, E., *op. cit.*, p. 438.
[84] Homme, psychologue, militant sans-papiers et au *PS*.

le local de *Droits devant !!*].[85]" L'exigence de flexibilité peut également être freinée par une préférence pour la stabilité de liens anciens qui confinent le militant dans le confort et la sécurité du "déjà là" : "Moi, c'est sûr que je suis bien ici. Militer ça m'a permis de garder espoir et de ne pas me décourager. Je suis active et utile et donc heureuse mais c'est vrai que du coup je ne vais plus trop voir ailleurs. Je suis un peu tributaire de mon activité militante qui m'apporte beaucoup, mais qui reste très spécifique quand même puisque c'est moi qui m'occupe du secrétariat. C'est un cocon et une prison. Mais bon... tout ça c'est parce que je le veux bien en fait.[86]"

Un militantisme connexionniste

Formellement, toute création d'un groupe volontaire définit un clivage et instaure une dissociation entre l'interne et l'externe, le *Nous* et le *Ils*. Avec le militantisme par projets ces processus de différenciation s'estompent néanmoins et marquent l'affaiblissement de la fonction identitaire telle quelle était valorisée jusqu'alors. À la franche démarcation se substitue ainsi une certaine porosité entre une population de référence constituée d'adhérents et la population allogène des non-adhérents. Le modèle du groupement constitué de catéchumènes militants qui après avoir effectué leurs classes dans l'organisation deviennent membres effectifs de la tribu des "mêmes" tend dans les faits à s'estomper au profit d'un modèle d'organisation exotérique, aux frontières plus floues, dont la coalescence n'est plus liée à la proximité. Si la figure légitime de la critique sociale par plans est celle du groupe collectif reproduisant en pratique les procédures de base de la démocratie représentative et s'organisant sur un modèle planifié, hiérarchique et pyramidale, dans le monde associatif civique distancié la structure organisationnelle est plutôt réticulaire. Militant figure de proue du mouvement social, Christophe Aguiton (*AC!*, *SUD-PTT*, *ATTAC*, *Les Marches Européennes*) affirme à cet égard : "On a pu voir ainsi les mouvements de chômeurs et de lutte contre l'exclusion appeler les grévistes à toutes les grandes manifestations de novembre et décembre 1995. Ou les *marches européennes contre le chômage* partir de l'initiative d'associations pour être aujourd'hui soutenues par de très nombreux syndicats de salariés, par la *Confédération Paysanne*, la *Ligue des Droits de l'Homme*, la *Confédération Syndicale des Familles*, les sans-papiers et de très nombreuses forces associatives. Une forme d'organisation est symbolique de cette situation : le réseau, un système souple, ou l'on travaille ensemble tout en gardant son identité.[87]" La capacité du mouvement social à mettre en œuvre des solidarités inédites et à faire éclore de nouvelles formes d'interassociativité, la remise en cause du modèle fédératif et la perte d'efficacité des relais traditionnels de mobilisation sembleraient, en effet,

[85] Homme, chercheur, militant à *Droits devant !!*.
[86] Femme, chômeuse, militante au *MNCP-Rennes*.
[87] AGUITON, C., BENSAÏD, D., *op. cit.*, p. 200.

révéler un modèle d'organisation où les militants visent d'abord à tisser des liens afin d'optimiser la réalisation de leurs desseins contestataires : "Multiplication des relations et développement de leur polyvalence, polyfonctionnalité et professionnalisation des acteurs, ouverture des frontières et multiplication des cercles sociaux et des ressorts d'action de référence, valorisation des liens personnalisés mais autonomes. Le développement de la polyvalence des relations et des acteurs, et le passage de relations formelles à des relations personnalisées favoriseraient la bilatéralité des relations, et par là, la tendance à la transitivité des connexions et à l'établissement d'une structure réticulée. Les associations-réseaux s'inscrivent dans des réseaux d'associations.[88]"

Au sein du monde associatif civique distancié, l'on constate donc une transformation sensible des formes de regroupements d'organisations dont une des conséquences est de conduire à la modulation des liens interassociatifs. Les bases du rassemblement tendent ainsi à se renouveler selon des conceptions plus souples, plus ponctuelles et beaucoup moins centralisatrices. Le standard n'est plus le modèle syndical fusionnel, mais plutôt le comité, le collectif, la coordination ou l'union qui définissent un lien plus lâche et correspondent au désir d'un appariement de nature plus opérationnelle ou conjoncturelle. Les néo-militants tendent par exemple à s'inscrire plus facilement dans une dynamique supranationale qui délaisse de plus en plus souvent le cadre étatique au profit d'un champ d'interaction de dimension internationale. Les contre-sommets récemment organisés lors des grands rendez-vous de la mondialisation et des institutions internationales (Seattle [lancement du nouveau cycle de négociation sur les accords commerciaux sous l'égide de l'*Organisation Mondiale du Commerce* - décembre 1999], Davos [réunion annuelle privée du *World Economic Forum* - février 2000], Washington [assemblée générale de la *Banque Mondiale* et du *Fond Monétaire International* - avril 2000]) témoignent ainsi exemplairement de l'émergence de coalitions réunissant de vastes réseaux militants (*ATTAC*, *Observatoire de la mondialisation*, *CEO*, *ECOROPA*, etc.), donnant lieu à la constitution de nouvelles structures inter-groupements (*Direct Action Network*, *Mobilization for Global Justice*, *CCCOMC*, etc.) et agissant au sein d'un espace contestataire de nature transnationale.

En s'appuyant sur Charles Tilly, l'on pourrait attribuer ce phénomène d'internationalisation de la critique sociale à une évolution des répertoires d'action somme toute logique : ouvrir toujours davantage les horizons d'action protestataire à des espaces de plus en plus larges afin de répondre aux déplacements successifs des dynamiques sociales d'asservissement. Le registre *compétitif* correspondrait ainsi à la sphère précapitaliste locale et communautaire ayant cours jusqu'au milieu du XIXe siècle, le registre *réactif* serait, lui, en lien avec la sphère capitaliste nationale-sociétaire contemporaine de la révolution industrielle et de l'assise du pouvoir étatique, enfin, le registre *pro-actif*, qui après s'être développé

[88] FLAMENT, C., "Associations-réseaux et Réseaux d'associations", *Sociétés contemporaines*, n° 5, mars 1991, p. 72.

parallèlement à la construction du mouvement ouvrier ferait aujourd'hui son *aggiornamento* en s'adaptant réactivement à l'émergence d'une sphère néo-libérale de dimension transnationale. Pour le dire cette fois avec les termes de Luc Boltanski et d'Eve Chiapello, reprenant le titre de leur dernier ouvrage, la critique sociale ("par plans" et plus certainement "par projets") s'accommoderait donc à un *nouvel esprit du capitalisme*. La désétatisation de certaines luttes militantes se double en fait, dans le même temps, d'une reterritorialisation des engagements au niveau local sans pour autant que ceux-ci ne soient liés, comme le précise Jacques Ion, à des appartenances primaires préalables. L'évolution des registres de mobilisation telle qu'elle est décrite par Charles Tilly ne doit donc pas être considérée comme un schème d'analyse évolutionniste, mais plutôt comme une mise en exergue de modèles d'action qui se chevauchent plus qu'ils ne se remplacent. Les différents niveaux d'action possibles s'interpénètrent et confèrent un accès pluriel aux modalités de l'engagement. La dynamique des investissements à la base et le développement de groupements militants hors cadre national, témoignent surtout de l'affaiblissement des maillages fédératifs tout en rendant compte de l'existence, selon la formule de Jacques Ion, d'une nouvelle *dialectique entre le centre et le local :* "Ce qui apparaît ainsi très fortement, c'est la diminution du poids des appartenances socio-géographiques dans la formation et la structuration des groupements et c'est finalement l'émergence de réseaux d'un nouveau type.[89]"

L'organisation actuelle de la critique sociale par projets s'effectue aussi de manière tendancielle sur la base de réseaux au sein desquels le "local" qui, jusqu'alors n'avait de légitimité que replacé dans un cadre national vertical, se trouve convoqué sous d'autres modalités, liées à l'interconnexion et aux échanges horizontaux. Dégagé de l'emprise constellaire et de quelques "prêt-à-penser" idéologiques, le néo-militantisme porte ainsi de nouveaux rapports entre le sommet et la base. Il emprunte des circuits qui ne sont pas exclusivement ceux du local immédiat, ni même nécessairement ceux de la mobilisation "percolative" correspondant à la remontée de revendications vers des instances décisionnelles supérieures. Sur un plan organisationnel, les investissements militants individuels et collectifs se reportent de plus en plus nettement à un niveau décentralisé. Ils se caractérisent par un détachement marqué à l'égard de la supposée nécessité d'instances bureaucratiques planifiant la vie des organisations-satellites. Avec la perte d'influence des modèles d'organisation de types conglomeral puis fédéral, l'on assiste en fait à l'émergence de structures militantes locales indépendantes, qui peuvent, tout en étant rattachées (souvent par leur nom) à un réseau de lutte clairement identifiable (*MNCP* par exemple), préférer tisser des liens préférentiels, toujours réversibles, avec d'autres groupes autonomes pouvant participer de leur côté à d'autres réseaux de la critique sociale (*AC!* ou *APEIS* pour rester dans le même domaine d'intervention).

---

[89] ION, J., *op. cit.*, p. 48.

Depuis le mouvement de contestation de novembre-décembre 1995, de nombreuses tentatives de rapprochement s'esquissent ainsi entre diverses organisations de la critique sociale et s'actualisent dans des initiatives communes variées. Les exemples ne manquent pas : création de lieux de vie telle que la *Maison des Ensembles* à Paris, constitution de nombreuses commissions interassociatives et de groupes de travail communs (observatoires sur les inégalités, les usagers des services sociaux, le PACS, les usagers des drogues, etc.), tenues de multiples rencontres entre les organisations du mouvement social, mise en place de plates-formes revendicatives (*L'appel des sans*, *G10*, *Nous sommes la gauche !*), organisation de manifestations unitaires, etc. De ce point de vue, les organisations du monde associatif civique distancié sont assez proches des nouveaux mouvements sociaux de la fin des années soixante. Alberto Melucci avait montré qu'une de leurs caractéristiques était justement de s'insérer au sein d'un réseau latent de liens qui se donnaient à voir plus nettement à l'occasion des mobilisations collectives : "Plutôt que de mouvement on devrait parler d'espaces de rassemblement : il existe entre les groupes de jeunes, les femmes, le champ de l'écologie et de la contre-culture, un réseau diffus de groupes, de points de rencontre, de circuits de solidarité qui différent profondément de l'image de l'acteur collectif organisé politiquement.[90]"

De plus en plus de groupements de la critique sociale émettent ainsi le souhait de se rencontrer afin de pouvoir agir ensemble. Les principes de justice et d'action du monde associatif civique distancié poussent en fait les néo-militants à s'engager dans une succession de projets. Multipliant les connexions et faisant proliférer des faisceaux de liens, ils contribuent à l'allongement ou à la reconfiguration des réseaux de la critique sociale. L'existence même des actions collectives protestataires dépend en grande partie de ces rencontres et des processus de couplage mis en œuvre entre groupements et/ou individus. Pour être reconnus comme une composante essentielle du mouvement social, les modestes groupements (en taille, en finances...) du monde associatif civique distancié se doivent en fait de mutualiser davantage leurs actions et leurs compétences. Ces rapprochements ponctuels entre chômeurs, sans-papiers, militants anti-sida et précaires de tout bord rendent en effet compte, au-delà de la porosité et du flou des frontières militantes, de la proximité et de la complémentarité des engagements qui s'y développent. L'on constate donc une forte interpénétration entres les différentes sphères qui composent et structurent le mouvement social. Associations déclarées ou de fait, syndicats, partis politiques, collectifs de citoyens et réseaux de militants, partagent en effet une large partie de leurs effectifs, de leurs savoir-faire, de leurs répertoires d'action et parfois même de leurs moyens matériels.

L'entretien de l'adaptabilité des réseaux militants implique donc de ne pas avoir de préjugés sur la convenance de tel ou tel type de lien. Toute connexion peut trouver sa raison d'être et s'avérer utile. Peu importe son origine, seule compte sa

---

[90] MELUCCI, A., "Mouvements sociaux, mouvements post-politiques", *Revue Internationale d'Action Communautaire,* 10, 1983, p. 14.

qualité de convenance à l'impératif d'ajustement. Certains auteurs soulignent cependant la difficulté à créer cet espace d'ajustement : "L'élaboration d'intérêts communs, de solidarités et de perspectives unificatrices entre les acteurs des différents mouvements apparaît plus difficile que ne laissent supposer nombre de discours militants. Par exemple, les différences sociologiques et culturelles entre ce que certains ont appelé *la gauche sociale* et *la gauche morale* (...). Ce mouvement nous a amené à vivre, dans certaines occasions, les limites de la possibilité d'une lutte commune, quand il y a de l'incertitude sur l'appartenance de chacun à un même monde et sur l'existence d'un langage commun minimal.[91]" Pour que les alliances fonctionnent et soient effectives, il est nécessaire que les acteurs prennent conscience de leur appartenance à une *commune humanité*, condition *sine qua non* à la réalisation d'un accord sur l'importance des connexions établies et de l'évaluation de ces dernières. Si ce sentiment n'est pas partagé, il est alors fort probable que l'espace de lutte constitué entraîne, à terme, des situations de *litige*, voire de *différend*, c'est-à-dire d'incompréhension mutuelle conduisant à l'instabilité et à la réversibilité des alliances contractées.

Ces multiples connexions entre organisations du monde associatif civique distancié (ainsi qu'avec celles du monde associatif civique d'allégeance) s'accompagnent logiquement d'un autre processus : la transitivité grandissante des individus à travers les divers groupements associatifs : "Des adhérents de *SUD* préféreront à leur banderole syndicale celle d'*AC!* s'ils marchent contre le chômage, ou celle des pétitionnaires s'ils manifestent contre la loi Debré. Dans les années septante les manifestations étaient une succession de cortèges syndicaux et politiques, où chacun défilait avec les siens pour telle ou telle cause. Là, les manifestants se retrouvent avec le mouvement ou l'association qui reflète le mieux le combat du moment.[92]" S'il se développe donc des liaisons accrues entre organisations, l'on constate également un phénomène pour le moins intéressant de *multi-participations individuelles* (émergence de militants multipositionnés). L'un et l'autre de ces processus profilent alors un ensemble d'interconnexions qui témoigne d'une reconfiguration de l'action revendicative et décrit le passage d'un régime de *segmentation superposée* (réseaux de sociabilité qui ne se recoupent pas) à celui d'un *pluralisme maillé* où les affiliations à divers groupes volontaires sont génératrices de mixité sociale. Cette polyvalence militante conduit alors à l'émergence d'identités transversales et singulières.

Les principes de pluri-appartenance et de transitivité des adhésions qui se trouvent au fondement de la dynamique interassociative du monde associatif civique distancié révèlent surtout des engagements qui se négocient d'abord à un niveau individuel et démontrent donc l'importance grandissante du *sujet* dans la constitution et le fonctionnement des groupements militants. Une militante soutien

---

[91] AGUITON, C., CORCUFF, P., "Mouvements sociaux et politique : entre anciens modèles et enjeux sociaux", *Mouvements*, n° 3, *op. cit*., p. 16.
[92] AGUITON, C., BENSAÏD, D., *op. cit*., p. 199.

de sans-papiers affirme à cet égard : "Les membres du collectif de sans-papiers dans lequel je suis sont assez politisés. Il y a des gens d'*Alternatives libertaires*, on a *les Verts*, on a le *PC*, on a la *LCR, Lutte Ouvrière* aussi. Puis il y a aussi les organisations syndicales. On avait créé aussi un collectif intersyndical l'année dernière, alors lui, il est composé de la *CNT*, *FSU*, tous les *SUD* et puis la *CGT*. Ils sont là quand on leur demande mais ils ne participent pas activement au collectif sauf certains, à titre personnel.[93]" Et un autre militant du *Mouvement National des Chômeurs et Précaires* d'ajouter : "Je participe à d'autres associations, enfin je rencontre d'autres gens plus exactement. Certaines personnes d'*AC!*, des *Verts*, du *PC*, de *LO*. Moi je connais par exemple pas mal de personnes de *SUD*, avec qui je vais distribuer des tracts pour leurs propres trucs. En fait, en ce qui me concerne c'est plutôt des actions départementales, dans le quatre-vingt-douze, sur Clichy, où là je contribue aussi à des actions avec le *DAL*, *AC!*, *APEIS*, *CGT*, des syndicalistes de la *CFDT Finances*.[94]" Cette transitivité des adhésions, des participations et des personnes, serait ainsi révélatrice du déploiement de réseaux d'individus dont la force de cohésion est proportionnelle au dynamisme des actions auxquelles ils sont censés prendre part.

Pour paraphraser Jacques Ion, l'on pourrait affirmer qu'en certaines occasions les réseaux d'acteurs ne préexistent donc pas à l'engagement, mais se dessinent au fur et à mesure des implications croisées des engagements individuels : "La transitivité des individus entre les divers groupements accompagne ainsi l'apparition de réseaux qui ne tiennent, au moins partiellement, leur existence que de la seule action des individus qui les constituent.[95]" Cette reconfiguration structurelle des organisations du monde associatif civique distancié témoignerait donc également d'une réorganisation des rapports des militants aux groupements, comme nous l'explique cette militante : "À l'Observatoire [des usagers des services sociaux] on a eu aussi un débat en disant au départ qu'on ne travaillerait pas avec la *Coordination nationale des sans-papiers* ou le *DAL* et finalement on s'est dit qu'à l'intérieur de ces assoces il pouvait y avoir des individus valables. Le travail interassociatif, comme Internet, ça passe pas des individus, c'est Marc pour *AC!*, Robin pour *Droits devant !!*, etc. On privilégie plus l'individu.[96]" Le monde associatif civique d'allégeance se définissait par la négation partielle et parfois même totale du sujet individuel, qui idéalement était compensée par une forte sociabilité interne, mais au sein du militantisme par projets, le *Nous* est composé de *Je* multiples capables de *créer eux-mêmes les réseaux d'une action collective*. C'est en cela qu'il est différent du *Nous* communautaire militant qui s'étaye davantage sur des appartenances primaires : "À vrai dire, les espaces géographiques, mais aussi les espaces sociaux, dans la mesure où les repères de ces derniers perdent sinon de leur consistance du moins de leur visibilité, ne sont plus forcément des données

[93] Femme, secrétaire, militante sans-papiers et à la *CGT*.
[94] Homme, chômeur, militant au *MNCP*.
[95] ION, J., *op. cit*., p. 50.
[96] Femme, travailleur social, sans affiliation.

pertinentes quand ce sont souvent les réseaux tissés par les individus eux-mêmes qui deviennent la matière première des associations. La tendance est plutôt à une sorte de diversification des *Nous* de référence de telle sorte qu'il n'y a aucune antinomie à participer de groupements d'échelles différentes.[97]"

Délégation technique et action organisée

Comprendre ce que peuvent changer les dispositifs techniques à notre façon d'être, d'agir et de penser, sans pour autant cautionner des approches explicatives de type déterministe, induit nécessairement de porter une attention symétrique à ce(ux) que l'on qualifiait d'objets ou de sujets en les opposant. De quelle façon ? Délaissant perspectives technicistes (coercition technique surdéterminante) et culturalistes (autonomie du social), il s'agit de partir, cette fois, non des supposées *monades* matérielles ou sociales, mais bien des diverses interrelations qui se nouent, se dénouent et se transforment entre les dispositifs techniques et les acteurs : "L'attention aux choses et à leurs modalités d'engagement conduit à renouveler une approche de la coordination trop exclusivement centrée sur des relations entre acteurs. L'enjeu est d'importance dans les sciences sociales où le statut des choses oscille entre celui de contraintes naturelles rigides, d'instrument techniques transmettant la volonté des acteurs, ou de symboles sociaux cristallisant des croyances communes.[98]"

Dans cette perspective, il n'y a donc plus d'essence technique ou sociale, mais des dispositifs, des agencements, mêlant individus, groupes sociaux et objets techniques. À cet égard, appréhender la "signification" d'un dispositif technique, c'est "comprendre comment ce dispositif réorganise différemment le tissu de relations, de toute nature, dans lequel nous sommes pris et qui nous définissent.[99]" C'est considérer que la puissance supposée des objets se distribue *in fine*, au sein de médiations et que "la technique n'a pas plus d'impact sur la société que la société n'a d'impact sur les techniques : les deux forment un tissu sans couture, chaque élément étant dépendant des autres et se transformant avec les autres dans des configurations changeantes qui sont celles des réseaux sociotechniques.[100]" La médiation, en tant que principe d'intelligence permet de faire glisser les agencements techniques du statut de simples appendices adventices (prothèses

---

[97] ION, J., *op. cit*., p. 105.

[98] THÉVENOT, L., *Le savoir au travail. Attribution et distribution des compétences selon les régimes pragmatiques*, *in* REYNAUD, B. (dir.), *Les limites de la rationalité. Les figures du collectif*, t. 2, La Découverte, Paris, 1997, p. 306.

[99] AKRICH, M., "De la sociologie des techniques à la sociologie des usages. L'impossible intégration du magnétoscope dans les réseaux câblés de première génération", *Techniques et culture*, n° 16, 1990, p. 84.

[100] CALLON, M., "L'innovation technologique et ses mythes", *Annales des mines*, *Gérer & Comprendre*, n° 34, mars 1994, p. 13.

asservies ou coercitives), à celui de dispositifs actifs, chargés d'un potentiel d'action susceptible d'organiser les relations des hommes entre eux et avec leurs environnements. Ce que le *Grand Partage*[101] avait posé comme ontologiquement distinct s'exprime alors comme spécifications conjointes des dispositifs techniques et de ce(ux) qui les entoure(nt). Les agencements techniques sont donc à envisager à la fois comme des révélateurs et aussi des catalyseurs de *modus operandi* variés qui transfigurent les diverses entités qu'ils mettent en relation. Comme le note Madeleine Akrich, l'objet technique ne peut pas plus, être confondu avec un dispositif matériel qu'avec l'ensemble des usages remplis par ce dispositif. Il se définit très exactement comme le support construit entre ces deux termes. Si tant est que l'on puisse parler d'essence de la technique, elle n'a de toute façon, dans cette perspective, d'autres choix que d'être constitutive des relations qu'elle active et non de propriétés naturelles ontologiques. Le principe de médiation sociotechnique nous indique donc que quand nous considérons l'édification du social, nous ne pouvons faire abstraction des éléments techniques et de même, nous ne pouvons décrire les dispositifs techniques sans faire appel à un moment donné, à la mise en actes de compétences et de savoirs proprement sociaux de la part des acteurs. C'est cette convergence sociotechnique qui retiendra ici notre attention, c'est-à-dire, pour reprendre les termes de Madeleine Akrich, la manière dont le sens vient aux objets et à ceux qui les utilisent. Ce qui apparaît comme l'évidence des usages, se donne à lire, dans cette perspective, comme la co-spécification des dispositifs techniques et des formes d'organisation sociale.

Si l'ensemble théorique constitué par les *économies de la grandeur* nous intéresse, c'est donc également parce qu'au-delà des principes d'action et de justice édifiés, propices à servir de cadre d'analyse à l'action associative, le principe de la justification renvoie également à des *mondes d'objets*[102]. Les *économies de la grandeur* proposent de façon indéniable une perspective "médiationniste" et sociotechnique de l'action et de la justification. Dès les toutes premières pages de leur ouvrage, Luc Boltanski et Laurent Thévenot donnent le ton : "Pauvre en groupes, en individus ou en personnages, cet ouvrage regorge en revanche d'une multitude d'êtres qui, tantôt êtres humains, tantôt choses, n'apparaissent jamais sans que soit qualifié en même temps l'état dans lequel ils interviennent. C'est la relation entre ces états-personnes et ces états-choses, constitutive de ce que nous appellerons plus loin une situation qui fait l'objet de ce livre.[103]" Si les régimes d'action nécessitent la convocation de principes généraux d'équivalence, les auteurs s'empressent de préciser qu'ils ne peuvent cependant uniquement tenir sur les bases d'une règle transcendante. Ils vont même plus loin et affirment que le recours à un

[101] GOODY, J., *La Raison graphique : la domestication de la pensée sauvage*, Minuit, Paris, 1979.
[102] Aux formes d'actions protestataires, ainsi qu'aux horizons normatifs qui les traversent et les forgent (critique sociale *par plans* ou *par projets*), correspondent donc des *mondes d'objets* particuliers. Il s'agit bien évidemment des mondes associatifs civiques d'allégeance et distancié.
[103] BOLTANSKI, L., THÉVENOT, L., *op. cit.*, p. 11.

principe supérieur commun doit être instrumenté car "pour assurer la bonne tenue des situations, on ne peut se fier complètement aux personnes... on doit donc établir un dispositif d'objets naturels permettant de stabiliser les personnes en les liant au *monde* déployé dans la situation.[104]" L'attribution d'un *état de grandeur* doit donc prendre appui sur des objets permettant d'ordonnancer les personnes, *petites* et *grandes*, sur une base qui ne sera pas strictement subjective. Les dispositifs techniques participent ainsi au maintien et à la cristallisation de rapports sociaux. Ils proposent des prescriptions quant aux comportements souhaitables et accèdent de ce fait à l'état d'êtres "moraux". Ce sont eux qui font tenir les situations conformément à un principe d'accord universalisable. Il n'y a donc d'action et de justification efficientes qu'à partir du moment où les *grandeurs* convoquées s'appuient également sur des dispositifs matériels qui posent une équivalence entre les personnes et les choses. Les exigences d'activité et de justice entre les hommes sont donc intimement liées aux contraintes d'ajustement entre les choses car la pertinence d'une action ou d'une justification tient aussi à la *justesse* d'un ordre pragmatique.

Aux ordres de justice décrits dans les écrits de philosophie politique, correspondent ainsi des dispositifs d'objets et avec l'introduction de ces objets, les *cités* deviennent des *mondes communs*, c'est-à-dire des collections d'êtres auxquelles se trouve rattachée une objectivité susceptible de servir d'appui à une action justifiable : "La référence à des choses *qualifiées* entraîne donc une extension du cadre de cohérence par laquelle les *cités* se déploient dans des *mondes communs*. (...) De la justice, la question de l'accord mène ainsi à l'ajustement.[105]" L'analyse qui est faite de l'*ordre des grandeurs* dans une situation donnée à partir des actions qui s'y déroulent, doit ainsi laisser une large place aux agencements techniques qui "objectivisent" justement cette action. L'engagement des dispositifs techniques dans l'action incite les êtres humains à s'objectiver eux-mêmes : "Pour lever l'incertitude sur les *états de grandeur* et les rendre prouvables, il est donc nécessaire que le modèle de la *cité* puisse s'étendre à des êtres qui ne sont pas des personnes. Les personnes et les choses s'apportant les unes aux autres leur soutien. En se tenant, elles font la preuve de l'existence d'une justice des accords entre les hommes conforme à une justesse des accords avec les choses. Avec le concours des objets, que nous définirons par leur appartenance à une nature, les gens peuvent établir des *états de grandeur*. L'*épreuve de grandeur* ne se réduit pas à un débat d'idées, elle engage des personnes, avec leur corporéité, dans un monde de choses qui servent à l'appui, en l'absence desquelles la dispute ne trouverait pas matière à s'arrêter dans une épreuve.[106]"

Afin de considérer au mieux la perspective sociotechnique qui est ici la notre, nous pourrons également prendre complémentairement appui sur différents autres cadres théoriques qui ont pour particularité d'accorder une part importante aux

[104] *Ibid*., p. 281.
[105] *Ibid*., p. 165.
[106] *Ibid*., p. 160.

objets techniques dans la structuration de l'action. En complément des *économies de la grandeur*, il nous semble également productif de convoquer des travaux tels que ceux conduits par Madeleine Akrich sur la notion de *script*, ceux de Laurent Thévenot sur les *investissements de forme* ou ceux de Nicolas Dodier sur les *appuis conventionnels de l'action*. Selon ces approches, ce n'est plus l'organisation, mais bien l'action organisée qui est au centre de l'analyse, c'est-à-dire les processus sociotechniques de construction et de maintien d'un minimum de régulation dans un champ d'action donné.

Membre du Centre de Sociologie de l'Innovation, Madeleine Akrich se propose d'appréhender les objets techniques à partir de ce qu'elle nomme une *hypothèse sémiotique*, en déplaçant l'attention vers la question de l'analyse des modalités selon lesquelles les objets sont mobilisés dans le cours d'une action particulière. Elle propose de ce point de vue : "une voie de passage entre une sociologie des sciences et des techniques qui nous montre des objets techniques saisissant les humains, et une sociologie du jugement et de l'action qui s'intéresse à la façon dont l'utilisateur saisit les objets dans des appréciations et des usages.[107]" La dynamique des usages ne saurait alors se contenter d'une définition de l'action simplement rabattue à ses seules dimensions sociales. Abordant ce qui était envisagé métaphoriquement comme des logiques d'impacts des techniques sur la société ou de la société sur ces dernières, elle envisage d'établir le caractère indissociablement technique et social de l'innovation en décrivant un objet technique comme "un *script*, définissant un espace, des rôles et des règles d'interaction entre les différents acteurs (humains et non-humains) qui viendront incarner ces rôles[108]". L'objet technique est en ce sens une entité hybride où sont déposées des formes humaines, qui devenues matérielles, imposent des contraintes aux utilisateurs sous forme d'opérations à effectuer, de procédures à respecter et d'indications à interpréter : "Par la définition des caractéristiques de son objet, le concepteur avance un certain nombre d'hypothèses sur les éléments qui composent le monde dans lequel l'objet est destiné à s'insérer. Il propose un "script", un scénario qui se veut prédétermination des mises en scène que les utilisateurs sont appelés à imaginer à partir du dispositif technique et des pré-scriptions (notices, contrats, conseils...) qui l'accompagnent.[109]"

Dans sa phase d'élaboration, une technique peut être alors décrite comme la réalisation d'un "scénario constitué d'un *programme d'action*, de la *répartition* de ce programme d'action à des entités diverses (...) et enfin d'une *représentation* de l'environnement dans lequel le programme d'action peut ou doit se réaliser.[110]" Le scénario technique d'origine, essentiellement discursif, va être traduit, transformé et approprié par un nombre toujours plus important d'acteurs humains et se coupler à

---

[107] RAISONS PRATIQUES, "Présentation", Les *objets dans l'action*, n° 4, 1993, p. 9.
[108] AKRICH, M., "De la sociologie des techniques à la sociologie des usages...", *art. cit.*, p. 84.
[109] AKRICH, M., "Comment décrire les objets techniques", *Techniques et Culture*, n° 9, janvier-juin 1987, p. 52.
[110] AKRICH, M., "Les formes de la médiation technique", *Réseaux*, n° 60, CNET, 1993, p. 91.

d'autres dispositifs techniques. Chacune de ces opérations de déplacement engageant alors une redistribution particulière des compétences accordées à ces différentes entités, ainsi qu'une révision de *l'inscription* de l'environnement au sein même du dispositif technique. La spécification conjointe du social et du technique caractéristique de la phase d'innovation perdure alors sous d'autres formes qui font émerger d'autres réseaux sociotechniques qui débordent forcément toujours la puissance imaginative des concepteurs : "l'appropriation consiste à jouer avec ces possibles (du *script*) et à mettre du jeu dans ces contraintes, voire à renverser la relation qu'elles établissent.[111] " Innovation et appropriation, dont la stricte distinction a notamment été abondamment dénoncée par Michel Callon et Bruno Latour, présentent à l'évidence de nombreux éléments qui leur sont propres (on reconnaîtra aisément que les réseaux sociotechniques dans lesquels étaient insérés les ingénieurs de *France Télécom* travaillant sur le Minitel étaient quelque peu différents de ceux convoqués par les adeptes des messageries roses). Elles relèvent toutefois aussi de procédures identiques de médiation, de co-opération, d'hybridation, qui s'étendent des dispositifs techniques à certaines formes d'organisation sociale et inversement.

Quant à l'*investissement de forme*, l'on peut le considérer comme un processus général d'accrétion d'éléments divers (instruments, normes, coutumes, structures collectives, objets techniques, règles, procédures, technologies intellectuelles, etc.) dont la participation à une situation donnée est censée permettre la stabilisation ou au contraire le bouleversement des relations qui s'y greffent. Le concept d'*investissement de forme* permet donc fondamentalement de nommer et de traiter la capacité à entrer en équivalence d'entités pour le moins composites. Laurent Thévenot se propose là aussi de ne pas cautionner les approches bivalentes et les dichotomies classiques (technique/culture, objet/sujet, matériel/symbolique) entérinées par le *Grand Partage*. La perspective posée par les *investissements de forme* conduit à considérer l'action organisée comme fondée sur une exigence de coordination entre humains et non-humains, dont les multiples agencements se présentent comme mécanismes de régulations et conditions essentielles de réussite de la réalisation d'un projet. Pour le reformuler d'une manière encore différente, nous dirons avec Laurent Thévenot que l'identification de *l'action qui convient* est liée à l'appréciation de sa réussite et aux *investissements de forme* qui façonnent des équivalences entre des choses et des personnes. Ces derniers constituent alors des biens communs sur lesquels chacun prend appui pour ses actions, en évitant ainsi les coûts d'une perpétuelle évaluation des médiations nécessaires pour s'ajuster aux circonstances de l'action. Ainsi, le recours à tel ou tel instrument s'accompagne généralement d'une supposition sur sa convenance au contexte et son adéquation aux exigences de la situation.

---

[111] CHAMBAT, P., *Espace public, espace privé : le rôle de la médiation technique, in* PAILLIART, I. (dir.), *L'espace public et l'emprise de la communication*, Ellug, Grenoble, 1995, p. 82.

Cette appréhension particulière de l'action organisée comme processus d'ajustement dans des actions concrètes de personnes avec leur environnement technique, est également exploitée par Nicolas Dodier. Il se propose d'examiner à partir d'identiques postulats pragmatiques, ce qu'il appelle les *appuis conventionnels de l'action*, c'est-à-dire l'ensemble des ressources et supports de mémorisation dont disposent par exemple un groupe de personnes, lui permettant d'élaborer et de coordonner des actions. Il existe selon lui des *appuis internes*, mémorisés dans les corps et les esprits et mobilisés consciemment ou inconsciemment, ainsi que des *supports externes*. Ces derniers dont des agencements sociotechniques dont l'existence "témoigne d'un travail antérieur pour constituer, entre les personnes, ou entre les personnes et leur environnement, les préalables d'une orientation commune.[112]" Cette mise en phase, cet ajustement des actions se traduit concrètement par des *chaînes opératoires* (Dodier) ou des *opérations de traduction* (Akrich, Callon, Latour...) qui "solidifient" en quelque sorte les rapports dont ils sont les supports : "Entre les hommes et les objets, l'ajustement des actions est porté par des "chaînes opératoires" mémorisées par les hommes, mais aussi par les "prises" correspondantes disposées dans les objets, et par les scripts inscrits dans les programmes de fonctionnement et des objets techniques qui anticipent la conduite des humains.[113]" La notion de coordination sur laquelle s'appuient Luc Boltanski, Laurent Thévenot ou Nicolas Dodier est ainsi très proche des positions que défend la sociologie de la traduction[114] et notamment de la notion de *dispositifs d'intéressement* qui la porte.

Ce sur quoi ces différents axes théoriques attirent particulièrement notre attention est bien le fait que tout processus interactionnel suppose aussi une intrication de relations avec des objets à l'aide desquels peut s'effectuer un *guidage des conduites* : "L'interaction avec l'environnement n'est pas seulement une interaction avec des personnes. Elle suppose aussi une harmonisation *hic et nunc* des liens avec les objets qui fournissent en même temps des appuis précieux au guidage des conduites, en particulier dans l'univers contemporain caractérisé par la prolifération des objets techniques.[115]" Ces derniers permettent une délégation de la mémoire des acteurs humains au profit d'inscripteurs plus fiables et surtout beaucoup moins sujets aux fluctuations. Une action collective incorpore forcément toujours des agencements techniques forts variés qui l'objectivisent et lui fournissent un appui matériel relativement stable. Analyser l'action collective du néo-militantisme nécessite alors d'interroger la façon dont sont agencés les

---

[112] DODIER, N., "Les appuis conventionnels de l'action...", *art. cit*., p. 65.
[113] *Ibid*., p. 68.
[114] La sociologie de la traduction remet également en cause, et de manière beaucoup plus radicale, la séparation bien établie entre les hommes et les machines, le social et le technique. Pour Bruno Latour, les dispositifs techniques, sont à la base du lien social et assurent sa durabilité. Étudier cette interrelation, nous dit-il, c'est prolonger la sociologie par d'autres moyens.
[115] DODIER, N., "Les appuis conventionnels de l'action...", *art. cit*., p. 68.

dispositifs techniques aux acteurs humains. Travaillant sur des objets de recherche fort divers, cet ensemble de courants de pensée que nous venons d'évoquer, à première vue hétérogène, se caractérise donc néanmoins, en seconde lecture, par le partage de mêmes postulats. Par-delà leurs différences (appartenances disciplinaires, objets de recherche, etc.), ils réintroduisent notamment la nécessité d'une attention particulière portée aux objets dans l'action entendue comme coopération entre l'utilisateur et le dispositif. L'on peut alors avancer la nécessité d'une *théorie de l'action sociotechnique*, conçue comme point de rencontre entre *économies de la grandeur*, sociologie des usages et sociologie de l'action. Ce socle problématique synthétique nous permettra de mettre en lumière les relations interdépendantes qui se nouent entre les dispositifs télématiques et certains acteurs du monde associatif civique distancié. De la même façon que Madeleine Akrich a montré qu'un groupe électrogène pouvait constituer un élément organisateur des sociabilités villageoises sénégalaises, nous avons cherché à mettre en évidence la façon dont l'Internet fixe et met en forme de manière spécifique, certaines relations des groupements de la critique sociale.

Nous proposons ainsi comme convention propédeutique de poser le principe de non partition entre une action collective et les supports matériels qu'elle convoque. Les "nouveaux" réseaux télématiques sont à mettre au nombre des éléments qui viennent servir les différentes communautés politiques que sont les groupements du monde associatif civique distancié. Ils constituent à ce titre des *investissements de forme* spécifiques et devraient participer à façonner, structurer et donner du sens aux rapports sociaux de type protestataire. Faisant partie de l'ensemble des ressources qui permettent de coordonner des activités, ils sont à considérer comme des éléments centraux du répertoire de l'action militante. Et c'est à ce titre qu'il nous semble finalement intéressant de poser la question du recours aux "nouveaux" réseaux télématiques, en tant qu'ils sont susceptibles de prolonger, de soutenir mais également d'influer, d'une façon qui reste à définir, sur les processus d'organisation et de structuration de cette action associative protestataire, typique de la critique sociale par projets.

Critique sociale, *mondes d'objets* et réseaux télématiques

Les groupements militants gagnent ainsi, à être considérés comme les mandataires de modèles de *cités* auxquels peuvent être attachées des *mondes* spécifiques, *i.e.* des principes d'ordres locaux à partir desquels ils construisent leurs modalités d'intervention. Chaque *monde commun* possède ainsi des dispositifs d'objets lui permettant d'agir collectivement sur la base d'intérêts partagés, de justifier ses actions et de légitimer ses critiques. À chaque organisation de la critique sociale, qu'elle soit par plans ou par projets, correspond alors un arsenal de moyens dont le recours dans l'action organisée formate le fonctionnement. Lorsque dans un

monde les dispositifs techniques sont couplés à des *sujets* dans des situations solides, ils démontrent la *grandeur* des actants, c'est-à-dire leur convenance aux principes d'intervention et de justice de le *cité* dont ils se réclament. Les objets techniques peuvent être ainsi traités comme des équipements supportant la *grandeur* d'une *cité*.

Pour résister au penchant qui les attire vers le particulier, les êtres moraux du monde associatif civique d'allégeance doivent être ainsi stabilisés au moyen d'équipements. La volonté collective dont ils sont issus, qui est d'autant plus grande qu'elle est plus générale, doit être elle-même instrumentée pour pouvoir s'exprimer. De fait, les dispositifs que comportent le monde associatif civique d'allégeance sont destinés à appareiller les groupements de manière à leur donner un corps, de la permanence et de la présence. Le *Nous* militant s'édifie par exemple à l'aide d'un ensemble d'*appuis conventionnels* tels que les rites d'entrée et de confirmation de l'identité collective (cartes d'adhérents, cotisations, lettre internes, etc.). Le groupement revendicatif traditionnel est également déclaré dans des formes officielles et se positionne d'emblée en fonction d'un cadre juridique qui l'investit d'une teneur civique et d'une existence légale (déclaration en préfecture, statuts, élections, etc.). Le monde associatif civique d'allégeance est ainsi entouré au final d'une multitude d'inscripteurs (objets, normes, règles, dispositifs, procédures, etc.) qui guident les conduites, objectivent les buts des organisations et concrétisent leur existence sous une forme plus directement accessible (brochures, communiqués de presse, programmes, réunions, etc.). Dans le monde associatif civique distancié, au sein duquel l'une des opérations principales est le tissage de liens, il n'est pas étonnant de recenser une forte présence des outils de communication en général. Une militante d'*AC!* précise ainsi : "On fonctionne aussi beaucoup avec des conférences téléphoniques qui sont des réunions téléphoniques avec soixante lignes, alors soit en période de mouvement, soit c'est plus thématique dans le cadre du boulot de commission. Personnellement je participe à la *Commission revenus*, on essaie le plus possible de travailler ensemble avec tous les collectifs de région qui veulent y participer, donc on fonctionne beaucoup par conférences téléphoniques et on voudrait beaucoup fonctionner par Internet, sauf que l'équipement est juste en train d'être mis en place dans *AC!*. Il se trouve qu'on a touché des sous et ces sous ont servi à équiper un maximum de collectifs en ordinateurs et en modems, sachant que localement les conditions de vie des collectifs sont souvent très précaires, certains n'ont pas de local, d'autres sont chez les *SUD*. Beaucoup de collectifs sont domiciliés chez *SUD-PTT*, ce qui veut dire que l'accès aux machines n'est pas aussi simple que ça pourrait être, enfin machines, fax, ordinateurs, etc., que les horaires sont contraints. Donc en ce moment on est dans la grande distribution des ordinateurs avec modems, puisqu'on a eu des sous et qu'on a choisi de les dépenser comme ça. [Pourquoi avez-vous fait ce choix ?] C'est beaucoup une demande des collectifs. D'abord il y a une volonté de décentralisation je pense réelle. Le vrai déclic il m'a semblé, mais je dis ça à titre vraiment individuel, ça a été pendant le mouvement de l'hiver 97-98 où les listes de diffusion *Conflits_l* et *Ac_forum* ont été absolument sursaturées de messages de partout et c'était quelque chose

d'extraordinaire de pouvoir avoir un tas d'infos. Non seulement d'apprendre par la presse ou par un fax rapide que l'*ASSEDIC* de machin était occupée ou que le centre social de truc était occupé, mais en plus d'avoir immédiatement les textes, les tracts distribués ou rédigés par les collectifs d'occupation, savoir sur quelles positions étaient ces gens, ce qu'ils voulaient, avoir immédiatement des contacts évidemment parce que ça sert énormément, parce qu'il y a eu énormément de collectifs qui se sont créés pendant ce mouvement et le fait d'avoir une adresse Internet permet d'envoyer des textes, des infos, etc.[116]"

Les groupements revendicatifs dont ceux fonctionnant sur un principe de critique sociale par projets se sont effectivement emparés des technologies de la communication au fur et à mesure de leur mise à disposition par le marché et/ou par les autorités politiques. Faisant écho à un paysage médiatique dont les conditions d'accès se sont libéralisées, une démarche expérimentale d'appropriation de ces "nouveaux" outils s'est investie tour à tour dans la vidéo légère, la production audiovisuelle, la radio, l'informatique, la télématique et aujourd'hui l'Internet. L'idée étant notamment d'entériner dans les faits un pluralisme de diffusion et de création, afin que des voix nombreuses et diverses se fassent entendre et qu'il y ait une diversité des sources d'information permettant à la société civile de se départir en partie de la tutelle des pouvoirs constitués. En témoigne ces propos d'un militant justifiant l'utilisation des réseaux télématiques par le mouvement social : "Nous étions quelques-uns à nous intéresser et - dans une moindre mesure, à déjà utiliser à un niveau plus ou moins expérimental - la communication électronique à des fins politiques et militantes. Au départ il y a une hypothèse politique. Celle que l'irruption des techno-sciences de la communication, tant au niveau productif que social a déterminé, d'une part, un certain nombre de possibilités "libertaires", comme en témoigne l'histoire même de l'Internet, de l'autre, cela a modifié la fonction sociale de l'information et de la communication au sein du capitalisme moderne, mondialisé et post-industriel : cela ne renvoie plus seulement à un niveau de superstructure, mais devient une qualité du rapport social dans sa globalité. Dans ce contexte il nous semblait important que du point de vue du mouvement social, de la critique en acte du capitalisme, il y ait un investissement articulé du terrain de la communication. C'est-à-dire, pas seulement utiliser des moyens techniques "nouveaux" et "modernes", mais investir véritablement une pratique sociale en formation : pour dépasser le filtre médiatique qui s'interpose entre la réalité et sa représentation, pour construire une communication moléculaire et directe entre des sujets sociaux sans passer par la verticalité des appareils et des institutions, pour construire les instances de coopération entre des réalités différentes/séparées. Avec l'irruption sociale de novembre-décembre 95 il nous a semblé, presque spontanément, que c'était "le moment ou jamais", qu'il fallait immédiatement expérimenter "grandeur nature" l'hypothèse qui était la nôtre sur la puissance et

[116] Femme, chômeuse, militante à *AC!*.

l'intérêt de la communication électronique aux mains d'un mouvement social, au service de luttes, comme instrument de communication directe... En septembre 1995 nous avons ainsi crée le site *Samizdat* puis courant novembre de la même année, la mailing list *Réseau-Info_Facs*, à laquelle a succédé, en janvier 1996, *Conflits_l*. Dans le même temps il y a eu des interventions ponctuelles dans des newsgroups, des tentatives de bulletins électroniques, des ébauches de réseaux de contacts plus "privés". Un activisme pas toujours très cohérent, pas toujours très suivi, qui visait d'abord à occuper des espaces, à compenser un déficit, dans l'espoir d'ouvrir de nouvelles perspectives, de créer des opportunités. Je crois qu'à l'époque il était très important, avant toute chose, de sortir de la simple fascination pour la nouveauté et la modernité de l'outil Internet, mais aussi de son utilisation purement individuelle, personnelle, privée. Il fallait faire le pas de devenir acteurs, de s'approprier, au moins un minimum, la pratique de la communication. Pas seulement être présents sur le Net, en soit, mais l'utiliser comme instrument dans/pour l'action, comme moyen d'intervention sur le réel dans un contexte de conflictualité sociale. La communication peut et doit devenir partie prenante de la lutte. Parce que c'est cela qui est en jeu : pas simplement des dispositifs techniques, machiniques, mais des circulations d'idées et de comportements, des capacités de coopération et d'actions communes, des instances de réappropriation de l'expression...[117]"

L'intuition de pouvoir créer de nouvelles pratiques sociales et de nouvelles sociabilités à partir des usages liés à ces technologies de communication a également joué un rôle prépondérant dans le choix qu'ont effectué les organisations du monde associatif civique distancié de se pourvoir de machines à communiquer plus performantes. Cet intérêt toujours renouvelé pour l'innovation technique que l'on présuppose susceptible d'être à la base de nouvelles dynamiques sociales cache toutefois au final, un bilan pour le moins en demi-teinte, dans tous les cas bien en deçà des espérances initialement attendues par les promoteurs de ces divers projets. Jusqu'alors, les choix techniques n'ont guère été pensés comme recouvrant de véritables choix stratégiques et n'ont été que peu considérés comme des *investissements de forme* où pouvait se définir des règles du jeu social. Malgré une acuité certaine des acteurs de la critique sociale dans le domaine du politique, la justesse de leurs investissements technologiques n'a généralement été fondée qu'en regard d'une prétendue nature des choses et de l'évolution "naturelle" de la technique.

Offrant des services informatifs, interactifs, ainsi que des services de messageries en réseaux, les premiers dispositifs télématiques ont par exemple été pressentis par certains groupements revendicatifs comme des innovations techniques leur permettant d'espérer une plus grande efficacité dans la conduite de leurs projets constitutifs respectifs. Malgré quelques réussites notoires et

[117] Entretien avec Aris Papatheodorou (co-fondateur du site *Samizdat*), mené par Olivier Blondeau, http://www.ecn.org/samizdat/ecn/doc/kin/article05.html, décembre 1998.

ponctuelles, surtout liées à l'utilisation des messageries en ligne lors de moments de mobilisation de haute intensité (le mouvement des infirmières à la fin des années quatre-vingt est emblématique de cette pratique[118]), l'intérêt des premiers temps a été quelque peu tempéré par la découverte brutale d'un ensemble d'impératifs absolus. En premier lieu, celui de la professionnalisation, auquel peu d'organisations militantes ont su répondre à l'époque. Passer le stade de l'enthousiasme propre à la nouveauté, le pouvoir attractif des dispositifs télématiques s'est avéré plutôt relatif. Le succès de telles initiatives tient davantage, on le sait maintenant, aux compétences techniques et au dynamisme de la personne ou des individus en charge d'animer la vie du réseau (écrans tenus à jour, mises en forme et contenus adaptés aux contraintes de lecture, concision de l'expression, invites aux dialogues...), qu'aux qualités intrinsèques que l'on veut bien attribuer au dispositif technique lui-même (interface graphique sommaire, temps de réponse lents, interactivité faible, terminaux *Minitel* peu ergonomiques...). À cette première sujétion, sont venues s'ajouter d'autres contraintes d'ordre financier. Les coûts d'équipement, d'exploitation et d'utilisation ont pu s'avérer pour le moins dissuasifs. Les groupements militants voulant s'engager dans l'aventure télématique se sont ainsi souvent retrouvés dépendants de fournisseurs d'accès extérieurs. Cette situation n'a fait que les rendre encore plus méfiants à l'encontre du domaine privé et de la marchandisation de l'information qui caractérisaient nettement cette offre télématique. Les relations entretenues avec les entreprises prestataires de services ont été ainsi placées sous le double sceau de l'inquiétude et de la défiance. Voyant d'un mauvais œil leur alliance avec un secteur d'activité dont les intentions et les motivations étaient le plus souvent explicitement divergentes des leurs, certaines organisations militantes ont préféré accepter les offres d'hébergement qui leur étaient faites, soit par des collectivités locales, soit par des organes de presse qui avaient pu mobiliser la logistique nécessaire à la création d'un serveur. Seul sésame restant leur permettant d'accéder à moindre coût à une visibilité télématique, cette solution n'a cependant pas été sans présenter quelques inconvénients. Soumises au bon vouloir de leurs "mécènes", les structures associatives n'ont pas eu, la plupart du temps, l'occasion de développer à leur gré un contenu éditorial conséquent. Ne gardant généralement que la responsabilité de la mise à jour des données et devant se limiter à la présentation des informations de base (statuts, raison sociale, heures des permanences, etc.), les dispositifs télématiques proposés n'ont pas pu, dans ce contexte, intégrer les potentialités techniques les plus attractives, c'est-à-dire celles qui auraient permis d'inscrire au sein même du dispositif technique la nature activiste de l'action militante par le biais de services finalisés à valeur ajoutée.

Toutefois, loin d'être systématiquement dénoncé, ce cadre d'exercice "sous tutelle", a pu correspondre aussi au désir d'un engagement mesuré, restreint et partiel. À l'image d'un certain amateurisme qui entourait alors, en ce domaine, la

[118] *Cf.* en particulier KERGOAT, D., "De la jubilation à la déréliction. L'utilisation du Minitel dans les luttes infirmières (1988-1989). Note de travail", *Futur antérieur, Les coordinations de travailleurs dans la confrontation sociale*, *op. cit*., p. 73-101.

production médiatique associative, il a pu permettre de faire l'économie d'une réflexion de fond sur la spécificité, l'originalité et l'utilisation raisonnée d'un tel dispositif. Au-delà des difficultés liées à la technophobie instinctive, à la prégnance de schémas hérités et au peu de constance dans l'acquisition de nouveaux réflexes, (notamment la consultation des boîtes aux lettres électroniques), la principale résistance à l'appropriation a surtout résidé dans un sentiment de vacuité éprouvé face aux objets techniques. L'usage d'une technologie et le sens social de cet usage ne vont pas forcément de pair, tout simplement parce que l'usage effectif n'est qu'en partie, et seulement en partie, inscrit dans l'offre technique. D'autre part, les acteurs de la critique sociale ont parfois compris un peu tard l'intérêt qu'il y avait à concevoir les nouvelles pratiques de communication complémentairement aux *appuis conventionnels* de l'action médiatique qui était jusque là les leurs, et non en terme de substitution.

SECTION 2

Monde associatif civique distancié et usages d'Internet

Réseaux militants constitués et ajustements fonctionnels

L'édification de nouveaux réseaux militants dépassant les frontières étatiques pose aux entrepreneurs de mobilisation transnationaux une série de questions autour des formes de l'action collective et des coûts de la mobilisation. L'Internet est alors apparu très rapidement comme le dispositif technique salvateur permettant de s'adapter au mieux aux exigences d'une coordination flexible. Les *Marches Européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions*, les premières rencontres intercontinentales de l'association *ATTAC* (*Planet - Un autre monde est possible*), ou encore les manifestations de l'*Alter-Davos* n'auraient pu ainsi prendre corps sans l'appui logistique apportés par les réseaux télématiques, tant d'ailleurs dans la phase d'initialisation des contacts que dans celle de l'organisation des événements. Séparés parfois de plusieurs milliers de kilomètres et n'ayant que rarement l'occasion de se rencontrer en dehors des grands rassemblements sporadiques qu'ils coordonnent ou bien auxquels ils se contentent de participer, les échanges de courrier électronique permettent aux militants internationaux de transmettre régulièrement des informations et de créer des "ateliers virtuels" sur la base desquels sont préparées les mobilisations et les réunions de terrain. En témoigne ce militant de *Chiche* : "Le week-end prochain, on organise le pic-nic de l'Europe à la Villette où il est prévu que plus de mille jeunes écolos européens débarquent. Il est clair que ça, c'est organisé grâce au courrier électronique sur la liste de la fédération des jeunes écolos européens et ensuite sur la *Chiche liste*. Il y a un groupe local qui a pris en charge le contact avec la Norvège, un autre avec l'Angleterre, etc. Et là, les informations ne transitaient que par le courrier électronique.[119]" Les sociabilités ayant pour base l'appartenance à un territoire sont en fait retravaillées par des affinités despatialisées qui s'établissent à distance via des appuis technologiques. Dans le cadre d'échanges intercontinentaux, les technologies de l'Internet constituent évidemment un palliatif efficace à l'éclatement géographique des individus et des organisations. Elles se présentent également comme une incarnation technique acceptable permettant de relier concrètement et à moindre coût certains regroupements affinitaires se structurant à un échelon infra-national sur des bases autres que celles de la proximité territoriale. Un militant d'*Agir ensemble contre le Chômage* précise ainsi : "Internet c'est vraiment l'outil qui semble vouloir le mieux s'y prêter, de manière évidente et de manière d'autant plus évidente qu'encore une fois on est un réseau. Il y a des collectifs qui s'appellent *AC!* un peu partout et il y a des collectifs qui ne s'appellent pas *AC!*, mais avec qui on travaille quand même, et tout ces gens là sont évidemment de plein droit sur *Ac_forum* ou ailleurs. On serait une organisation *stricto sensu* avec des cartes et des recensements, ça fonctionnerait sûrement pas pareil, mais là, Internet a pratiquement la forme de ce qu'on est en tant que réseau. Il y a une *Coordination Sud-Ouest* qui s'est formée récemment, avec les trois collectifs

[119] Homme, étudiant, militant à *Chiche* et aux *Verts*.

de Gironde, d'Agen, de Fumel et d'autres dont... Clermont-Ferrand. Ces gens là travaillent ensemble et ils s'appellent *Coordination Sud-Ouest*. Même si Clermont-Ferrand c'est pas vraiment localisé dans le Sud-Ouest ils ont choisi de s'appeler *Coordination Sud-Ouest* quand même, parce qu'ils avaient envie ou des intérêts à bosser avec les gens du Sud-Ouest. Bon, souvent ça fonctionne par zones géographiques parce que forcément on a des intérêts communs et des ennemis communs et que la France est découpée en administrations mais ça fonctionne aussi beaucoup par affinités. Internet ça permet ça aussi, qu'Agen puisse bosser avec Clermont-Ferrand quotidiennement alors qu'ils sont à des centaines de bornes l'un de l'autre mais qu'ils ont décidé qu'ils faisaient partie du même collectif.[120]"

Certaines listes de diffusion sont ainsi spécifiquement dédiées à l'exposition d'initiatives militantes locales[121]. Elles servent à l'occasion de plates-formes d'échange et de terrain de rencontre à des personnes ou des structures qui, bien que géographiquement séparées, partagent un certain nombre d'intérêts et désirent mutualiser leurs réflexions ou leurs actions. Le phénomène n'est toutefois pas d'apparition récente et d'autres *investissements de forme* technologiques tels que le téléphone ou le fax autorisent aussi ce type de pragmatique. Le caractère de nouveauté tient ici, répétons-le, à l'émergence de faisceaux de liens qui ne reposent plus exclusivement sur des proximités territoriales, ni même sur des relations verticales telles que celles découlant de l'affiliation à une organisation de dimension supérieure. L'enracinement dans des expériences et des luttes d'ordre local n'empêche d'ailleurs aucunement les petites organisations militantes qui les portent d'intervenir centralement en interpellant les instances politiques, ou bien en initialisant ou en participant activement et directement à des actions d'envergure nationale ou internationale. Ce sont des réseaux flexibles constitués de militants autonomes qui déterminent alors, à des niveaux d'échelles différents, des *Nous* de référence diversifiés (*Nous local partiel*, *Nous global universel*), souvent momentanés. Ils utilisent alors les réseaux télématiques afin de supporter leur expression et travailler par-delà ce qui les sépare à la réalisation de projets partagés : "l'ancrage spatial des collectifs en permettant d'envisager ces formes complexes d'assemblées qui prévalent lorsque les personnes sont en présence à distance. [Il inscrit] les assemblées dans la géométrie des réseaux de communication. Le lieu potentiel du collectif n'est plus la *place*, espace homogène commun de ceux qui peuvent former une assemblée de personnes co-présentes, mais les contours du réseau de communication.[122]" La médiation technique ménage donc sans la déterminer, la constitution ou le contentement de *Nous virtuels à géométrie variable*[123] qui ne peuvent être toutefois considérés comme des communautés

[120] Homme, chômeur, militant à *AC!*.
[121] Citons par exemple la liste de diffusion *Loc_attac* rassemblant de nombreux groupes locaux de l'association *ATTAC*.
[122] DODIER, N., "Remarques sur la conscience du collectif dans les réseaux sociotechniques", *Sociologie du travail*, XXXIX, n° 2, Dunod, 1997, p. 138.
[123] L'expression est de Jacques Ion.

militantes générant un fort sentiment identitaire. Les structures interassociatives sont d'abord des groupes de travail visant une efficacité particulière. Privées en certains cas des sociabilités présencielles qui font le ciment commun des groupements militants et constituent le carburant des projets, elles se nourrissent donc par obligation de sociabilités digitales. Les technologies de l'Internet fournissent de nouveaux *appuis conventionnels de l'action* somme toute assez efficaces, mais insuffisants pour générer de nouvelles identités militantes qui d'ailleurs ne sont pas spécifiquement recherchées. Les *Nous* étayés par les sociabilités en ligne, labiles et fragiles ne constituent donc pas à proprement parler de nouvelles références identitaires, mais doivent davantage se concevoir comme le simple résultat d'une activité en ligne.

Le réseau des réseaux permet donc d'abord une amélioration des performances organisationnelles à différents niveaux. Il peut pallier une faible institutionnalisation, compenser une répartition éclatée des acteurs (despatialisation) et valoriser le travail individuel. Au niveau interne, l'Internet se présente donc sous le jour d'un *artefact cognitif* permettant d'augmenter les capacités fonctionnelles de ceux qui y ont recours en répartissant les actions dans le temps, dans l'espace et entre les militants. Il est donc utilisé dans un projet d'accroissement de l'efficacité et de la productivité militante. Il se présente en cela comme caractéristique des supports externes qui peuplent le monde associatif civique distancié ou le *monde industriel* : "Les objets du *monde industriel* sont des instruments, des *moyens*, mobilisés pour une action qui se présente comme une *tâche de production*. (...) [Ils] contribuent à façonner un *espace* dans lequel les effets se transportent en fonction des mécanismes. L'espace est organisé de telle sorte que des zones éloignées ou étrangères à l'action, selon une topographie domestique, seront traitées comme un *environnement* dès lors que des liaisons fonctionnelles auront été établies.[124]"

L'Internet dynamise en premier lieu les échanges internes courants et augmente les capacités de distribution et de ciblage des organisations. Planning des activités, comptes rendus de réunion, mots d'ordre ou lettres d'information[125] sont ainsi largement diffusés et permettent un renforcement ou un maintien des contacts entre les militants et les structures auxquelles ils sont rattachés. Décrivant un tel usage de l'Internet un militant déclare : "Ce qu'on fait, c'est qu'on fait une lettre de liaison que l'on envoie à plus de cent personnes, une lettre de liaison qui synthétise ce qu'on fait, qui dit : "voilà, sur tel sujet on en est là, on pense participer à telle action, le collectif a sorti tel texte et vous en donne la copie", etc.[126]" Certaines listes de diffusion sont ainsi uniquement vouées à la diffusion des actualités des organisations qui les ont créées. Tel est le cas, par exemple, de *marches97-info.fr*,

---

[124] BOLTANSKI, L., THÉVENOT, L., *op. cit*., p. 256-257.
[125] La lettre d'information de l'association *ATTAC*, intitulée *Le Grain de Sable* est ainsi envoyée à un premier cercle de plus de 8000 correspondants.
[126] Homme, universitaire, militant au *Collectif citoyen du Xe*.

liste de diffusion mise en place par les *Marches Européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions*.

D'après nos observations, Internet contribue aussi à soutenir et renforcer les relations diffuses qui caractérisent une partie des sociabilités présentes au sein des organisations du monde associatif civique distancié. Comme l'a démontré Howard Rheingold, les communautés virtuelles qui ont une réelle activité sont en fait des communautés hybrides, c'est-à-dire que "les gens qui interagissent les uns avec les autres par l'intermédiaire de leurs modems se rencontrent physiquement. (...) Vie réelle et vie sur le réseau s'entremêlent inexorablement.[127]" Les échanges électroniques ne se substituent donc pas aux contacts physiques, ils les complètent et permettent d'entretenir des liens essentiels dans l'intervalle des rencontres. Les groupements et militants du monde associatif civique distancié peuvent ainsi maintenir le contact et affermir certaines relations interindividuelles par le biais du courrier électronique. La logique ici présente est toutefois inverse à celle décrite par Rheingold car ce sont les échanges virtuels qui viennent renforcer les sociabilités en vigueur au sein du monde associatif civique distancié et non l'inverse. Celui-ci trouve donc dans le réseau des réseaux un moyen de solidifier la composition des communautés politiques diffuses dont rend compte ce militant : "Il est fort possible que sans le mail, le collectif n'existerait plus aujourd'hui. Le mail a permis à des moments où le collectif battait un peu de l'aile, quand il y avait des tensions ou des moments de démobilisation puisque ça regroupe quand même des gens vachement différents, de maintenir un lien qui a fait qu'on a pu passer des moments critiques. Je ne dis pas que c'est le mail qui a sauvé le collectif mais il a aidé à passer des moments critiques qui auraient peut-être été durs à passer sans le maintien d'un lien. L'autre aspect c'est le moment où en réunion il n'y avait plus beaucoup de monde. Il y a eu un moment de bas régime où ça c'est étiolé, le rythme des réunions est devenu moindre, il y avait moins de gens et l'enjeu c'était aussi de redonner une nouvelle dynamique autour de quelque chose qui puisse les mobiliser. Et c'est pas évident de dire du jour au lendemain : "Bon les gars, maintenant on va réfléchir là dessus, c'est super bandant, c'est l'enjeu de demain et donc maintenant..." Non, ça a été un peu difficile et le mail a contribué à passer cette phase là. Une période où un certain nombre de militants ont dû se dire : "Bon ben voilà, on a fait ce qu'on a pu pour les sans-papiers, mais maintenant ?" Et via des gens qui ne sont pas des militants ailleurs, là, on peut davantage s'échiner à relancer la sauce, à maintenir un lien, quelque chose de cet ordre là.[128]"

Le réseau des réseaux permet également une plus grande flexibilité dans la gestion des ajustements fonctionnels en facilitant les prises de contact rapides et réactives : "L'e-mail de façon plus générale ça sert aussi à ça. C'est-à-dire qu'il y a un certain nombre de choses qui sont décidées à une réunion, qui sont proposées à une réunion, on dit ok, on se retrouve dans quinze jours et puis entre-temps, la donne,

---

[127] RHEINGOLD, H., *Les communautés virtuelles. Autoroutes de l'information : pour le meilleur ou pour le pire ?*, Addison-Wesley, Paris, 1995.

[128] Homme, universitaire, militant au *Collectif Citoyen du Xe*.

elle change pour de multiples raisons. Donc ou bien tu prends ton téléphone et tu téléphones au quinze personnes, c'est une galère pas possible parce que les gens tu ne peux pas les avoir comme ça, parce que toi-même tu bosses dix heures par jour et les autres heures t'a des réunions, t'as ta famille, etc. Si tu fais un e-mail, tu vas pouvoir répercuter des choses en une fois.[129]" À cet égard, certaines structures mettent en place de véritables dispositifs interactifs et envisagent les potentialités offertes par les réseaux télématiques comme une opportunité pour prolonger les réunions, faire participer à distance les militants, dont notamment ceux qui sont momentanément indisponibles pour assister aux assemblées en présence.

> **From: <...@wanadoo.fr>**
> **Subject: texte tract**
>
> Salut,
> voici le brouillon de tract. Peux-tu le réviser, couper (trop long non ?), etc. et faire circuler ? Il serait bien d'avoir les amendements avant lundi soir. Ceux qui ne vont pas a la mairie pourraient finaliser sans nous le texte de 20h a 21h, qu'en penses-tu? P. est OK pour le 7 (le 5 l'arrange moins mais il pourrait se libérer). Sa copine Gabrielle G. est OK pour mardi 18. J'attends tes nouvelles de F. et A. pour appeler R. Peux-tu te charger de L... c'est peut-être plus simple que venant d'un Vert (en fait je ne sais pas et suis prêt a l'appeler si tu veux). J'envoie un message au collectif pour le 18. Ne pourrait-on pas faire un petit cadeau de mariage a S. ? Au fait, est-il possible d'utiliser votre super bagnolle le 22-24 mai? Ciao
>
> (avertissement : on a le passage sur droit d'intervention des associations en conseil d'arrondissement n'a encore jamais été mise au nombre des revendications unitaires du collectif (c'est une proposition des Verts inspirée du XIXe arr.). Je sais pourtant qu'elle suscite une large adhésion dans le collectif et parmi les association du Xe. Ceci dit, si quelqu'un a une objection de fonds sur cette revendication, qu'il/elle le dise d'ici mardi et elle sera retire. (...)

L'utilisation des technologies de l'Internet se présente même parfois comme une obligation pour le militant qui entend participer pleinement à la vie de l'organisation au sein de laquelle il s'est engagé. Le réseau des réseaux apparaît alors comme un élément central du dispositif général d'action collective qui structure pour partie l'organisation revendicative et détermine les occasions d'agir en commun : "Moi je suis militant à la *LDH* depuis au moins quatre ans, quand le *Collectif citoyen du Xe* s'est constitué, ils ont fait appel aux associations du quartier, donc on a été sollicité. De fil en aiguille j'ai participé à différentes actions, ça consistait au départ à organiser un parrainage de sans-papiers aux Batignolles. Et là, très vite je me suis rendu compte que j'étais largué parce que je n'avais pas Internet. Beaucoup de gens s'échangeaient de l'information que je n'avais pas, on me disait : "on te les envoie par courrier" mais je ne recevais rien, je ne les recevais jamais,

[129] Homme, universitaire, militant au *Collectif citoyen du Xe*.

donc j'en ai eu un peu marre et je me suis dit que j'avais le choix : soit de m'y mettre et du coup pouvoir vraiment participer, soit rester comme ça mais là, ça revenait à arrêter. Je me suis mis à Internet à cause de cet engagement et pas du tout par passion pour Internet. En fait, les militants qui sont sur le Net sont généralement les militants les plus actifs, qui ont tous les moyens de communication possible dont Internet et donc si on veut participer pleinement à la dynamique il faut avoir Internet, on n'y coupe pas.[130]" Les réseaux télématiques rendent ainsi possible la mise en œuvre de modes de fonctionnement coopératif principalement fondés sur des pratiques décentralisées ou a-centrées dont les militants du monde associatif civique distancié souhaitent le développement. L'Internet permet l'émergence d'un *espace coopératif* et s'annonce comme un dispositif simple de mutualisation de données immédiatement disponibles, ressource essentielle de l'action collective. Les importantes capacités de stockage des mémoire numériques permettent en effet d'intégrer cumulativement de grandes quantités d'information et de créer des fonds documentaires conséquents (bases de données thématiques, notes internes, etc.) sur lesquels vont s'appuyer les militants afin de produire localement des argumentaires, monter des dossiers ou faire des tracts. L'organisation et le classement systématiques des données autorisent ainsi la multiplication rapide des foyers d'expertise, comme nous en fait part ce militant de la *Fédération Anarchiste* : "On peut partager des choses comme les tracts, ou des infos, des argumentaires... donc oui ça change des choses. Le groupe de Rennes a été un des premiers groupes à dénoncer les agissements de X contre *Le Monde Libertaire*, notre tract a été recyclé un peu partout en France. Pour la manif sur l'eau cette fois c'est nous qui avons fait un tract à partir d'éléments pris en ligne dont une partie venait d'un groupe parisien, parce qu'il se trouvait qu'au même moment les copains de Paris avaient fait une manif pour les transports gratuits et on s'est rendu compte que l'argumentaire pouvait être repris au moins pour faire le verso du tract. Donc on a repris le tract parisien en le modifiant pour l'adapter à la manif. On aurait pu faire sans mais le tract était disponible sur le web et ça nous a servi.[131]" Les exemples de telles pratiques sont vraiment très nombreux : "Au moment du parrainage on a fait un dossier de parrainage qui était un peu plus épais que ce qui se faisait d'habitude, qui faisait a peu pr s trente pages. Du coup, il a été mis en ligne sur *Z_pajol* et des collectifs d'à peu pr s toute la France nous l'ont demandé. Bien sûr, on a pu leur refourguer de façon hyper simple par le mail. Même des collectifs à l'étranger, notamment en Belgique nous l'ont demandé. Donc ça c'est typiquement le genre d'exemple où l'on fait un travail localement et on est capable de le faire partager et d'en informer un grand nombre de personnes.[132]"

Le réseau des réseaux semble être ainsi à même de renforcer les logiques d'expertise et les capacités d'analyse caractérisant une partie du répertoire d'action

[130] Homme, éditeur, militant à la *Ligue des Droits de l'Homme* et au *Collectif citoyen du Xe*.
[131] Homme, universitaire, militant à la *Fédération Anarchiste*.
[132] Homme, universitaire, militant au *Collectif citoyen du Xe*.

de la critique sociale par projets. Il ouvre notamment la voie à une nouvelle physique des traces permettant de dynamiser la diffusion du savoir militant à l'attention d'un large cercle d'individus et facilite son acquisition du fait même de cette mise à disposition hors structures de formation. En témoigne ce militant d'*Act Up-Paris* : "Moi je suis arrivé à la *Commission droits sociaux* je n'avais jamais fait de droit de ma vie, je ne savais pas ce que c'était, je suis linguiste et je n'y connaissais rien. Et il fallait, suite au départ de quelqu'un, que la *Commission droits sociaux* continue de tourner parce que il y avait toujours des gens à appeler en disant : "Voilà, je suis avec mon AAH, etc.", je ne savais même pas ce que c'était que l'Allocation Adulte Handicapé. Je n'ai pas les codes chez moi, je n'ai pas les bouquins et en terme d'information ça a été énorme, en terme de questions que j'ai posées à des gens qui savaient quand moi je ne savais pas ça a été aussi important ! Moi, je me suis vachement formé au droit grâce à Internet, en droit social et à la sécurité sociale. Surtout par le biais du web en fait. Le courrier c'était surtout l'urgence et donc je téléphonais et on me disait : "je te fais passer telle doc que j'ai", c'était plus pratique mais ça a été surtout par le web, je suis allé sur les serveurs qui traitaient de ça, en sachant quand même que ce n'est pas la seule source.[133]"

Les capacités d'enregistrement des nouvelles mémoires numériques augmentent de façon importante la portée du stock d'informations militantes mis à disposition. Elles permettent une intégration systématique et cumulative d'une masse très importante de documents d'analyse, de décisions juridiques, de textes de lois, etc. Le recours à l'Internet facilite de ce point de vue l'appropriation des outils de diagnostic. Il autorise des procédures d'apprentissage et d'incorporation des savoirs militants davantage découplées du système des sociabilités militantes primaires dont elles dépendaient fortement au sein du monde associatif civique d'allégeance. L'utilisation de dispositifs techniques permet selon Nicolas Dodier "d'agréger des interactions dispersées et de s'adonner, de manière réflexive, à une activité de globalisation[134]". Le constat est tout particulièrement vrai en ce qui concerne la mise à disposition de l'expertise par le biais des technologies de l'Internet. Elle ouvre notamment un terrain à l'interaction entre les producteurs de savoirs et les bénéficiaires potentiels de ceux-ci. Une militante d'*Act Up-Paris* précise ainsi : "Sur *Pajol*, il y a des trucs que tu trouves sur le site que tu ne trouveras pas en papier ou alors beaucoup plus tard : les jurisprudences, les cas, les communiqués de presse. Sur les traitements c'est pareil, ça vient en grande partie des États-Unis et la possibilité d'avoir des infos très pointues, c'est Internet qui nous la donne. Actuellement, on est en train d'élaborer un guide des droits sociaux des malades. Ce guide, quand il va sortir en papier, au même moment il sortira en ligne avec la possibilité de nous contacter directement pour des cas particuliers. Ça se fait d'ailleurs déjà. On a pas mal de gens qui nous contactent pour nous poser des questions sur leur cas précis et ça c'est surtout suite à Internet. Ça, je trouve ça

[133] Homme, universitaire, militant à *Act Up-Paris*.
[134] DODIER, N., "Remarques sur la conscience du collectif...", *art. cit.*, p. 134.

génial.[135]" L'Internet offre donc aux internautes déjà dotés d'un intérêt pour la "chose" publique et de capacités de perception, de nouvelles modalités d'activation ou de renforcement des processus de mobilisation cognitive. Si les capacités de mise à distance critique du politique par le citoyen de base semblent toujours plus importantes du fait du développement concomitant des dispositifs éducatifs et médiatiques, l'on peut aussi supposer que le réseau des réseaux peut jouer un rôle dans les processus d'émancipation politique. L'on ne saurait toutefois trop insister sur le fait qu'une utilisation rationnelle et utile de l'Internet s'avère *de facto* soumise à certaines conditions tels que la position sociale ou le capital culturel. L'appropriation de l'expertise en ligne demande ainsi "un minimum de ressources accumulées antérieurement[136]" dont ne disposent bien évidemment pas tous les militants.

L'investissement des réseaux télématiques par les néo-militants ne saurait donc être simplement considéré comme l'appropriation d'un nouveau média. Il peut-être aussi appréhendé comme l'émergence d'un espace répondant à l'obligation de concevoir une communication plus transparente où positions et arguments sont exposés de manière à ce que soient à la fois visibles leur énonciation et la justification de celle-ci. Sur le World Wide Web, les documents électroniques procèdent de la rencontre de lignages qui sont préparés par le webmestre (réticulation). Les possibilités éditoriales ouvertes par les technologies digitales scripturaires et indicielles, ainsi que les dispositifs hypertextuels et hypermédias qui les accompagnent, permettent de lier des blocs de sens entre eux et offrent à cet égard de nouvelles procédures de construction d'un contexte lié à une unité de sens donnée. La charge novatrice des mémoires numériques tient donc au caractère hypertextuel et processuel du document électronique. L'hyperdocument, parce qu'il est constitué d'éléments d'informations organisés en une intrication de *nœuds* et de *liens*, possède ainsi la capacité d'exprimer "l'agencement collectif d'où il est issu et qui maintient son emprise sur lui, ainsi que la capacité de créer des liens vers lui et qui exprime son contexte de reprise, de répétition, de lecture et d'interprétation.[137]" Si la profusion des sources de production et la mise en commun élargie de l'information sont des éléments des plus importants, la mise en visibilité des processus d'élaboration du sens par le biais d'une mise en exergue des réseaux d'associations, d'annotations et de commentaires au sein desquels les unités de sens sont saisies, présente également un vif un intérêt. Le lecteur dispose alors non d'un avis unique mais d'un accès inédit à la transversalité, d'une palette de perspectives en prise sur l'étendue de savoirs militants, institutionnels, scientifiques... La volonté de rupture avec les stéréotypes du langage monolithique propre au monde associatif civique d'allégeance trouve alors, avec le web, un support d'inscription *ad hoc* pour

---

[135] Femme, étudiante, militante à *Act Up-Paris*.

[136] OLLITRAULT, S., "De la caméra à la pétition-Web. Le répertoire médiatique des écologistes", *Réseaux*, vol. 17, n° 98, CNET/Hermès, Paris, 1999, p. 167.

[137] NOYER, J.-M., *Hypertexte et Émergence. Quelques réflexions sur l'émergence statistique du sens et la question des médiations*, http://www.uhb.fr/urfist/HiufmDEF.htm, mars 1997.

répondre aux exigences de justification et faciliter l'émergence des controverses et des conflits d'idées : "Ce qui est absolument essentiel c'est qu'émergent de nouvelles expertises militantes autour d'un sujet et qu'elles peuvent devenir des enjeux de négociation pour faire apparaître des oppositions frontales. Y compris, ça permet la nuance dans l'expertise. Moi, je ne suis plus intéressé par les clivages systématiques : "parce que c'est l'autre camp je refuse". Ce que je veux c'est qu'on me donne les moyens de juger par moi même, y compris qu'il y ait des opposants dans mon propre camp. Je veux garder mon autonomie de pensée et pour ça j'ai besoin qu'il y ait des lieux de confrontation des expertises, et ça, Internet le représente bien.[138]"

Sans doute pouvons nous alors évoquer l'émergence potentielle d'un espace public digital compris comme espace d'interprétation négocié dans les affiliations de contexte qu'effectuent les internautes à partir des liens disponibles (ces derniers pouvant être décrits comme un *programme d'action*). L'espace public sous les conditions du caractère processuel du document électronique désignerait ainsi le lieu de la constitution d'une intersubjectivité pratique. Dans les faits, le façonnage d'espaces communs à forte valeur ajoutée, *i.e.* la construction de méta points de vue hypertextuels sur le stock de données et la mise en place de réseaux d'inférences susceptibles de mettre à jour les processus de significations fait pour le moins défaut au sein des mémoires numériques militantes. La tendance est en fait à la retranscription de publications initialement élaborées pour être éditées sur des supports papier. L'on se contente alors de les numériser et de les mettre à disposition sans toutefois qu'elles soient repensées en référence à un modèle éditorial hypermédiatique : "Quand on a une version *Word* propre c'est très facile après d'en faire du HTML mais le plus difficile après c'est d'en faire quelque chose qui ne ressemble pas à la version papier et notamment mettre des liens, c'est indispensable. Le bonus il est là en créant un contexte plus large autour de ton texte. Là je viens de voir le premier rapport par exemple, de l'*Observatoire du PACS*, qui est un assez gros texte, une trentaine de pages. Bon... j'ai mis tout ça en HTML vite fait, mais le gros du travail c'est de mettre toutes les références aux communiqués de presse cités, aux textes de lois, aux associations, aux débats parlementaires, etc. Et c'est à partir de ça que le texte devient une source de travail.[139]" Très peu de documents numériques bénéficient ainsi d'un dépliage (un *paratexte*) contextualisant, renforçant, illustrant, critiquant ou proposant un autre point de vue que celui qui est explicitement développé en leur sein. Les documents-mères ne sont visiblement pas pensés comme les éléments autonomes d'un dispositif distribué, plus large, dont il ne sont qu'une infime partie. Les textes mis en ligne sont envisagés comme des documents achevés et les webmestres semblent être dans une logique de "clôture identitaire" des entités textuelles. Chaque site web se présente comme une sorte d'enclave militante, un système semi-ouvert reflétant un principe de réticulation essentiellement envisagé comme mode de structuration interne ou comme système

[138] Homme, universitaire, militant à *ATTAC* et à l'*ANPAG*.
[139] Femme, ingénieur, militante sans-papiers, au *GISTI* et à *Act Up-Paris*.

de déterritorialisation servant à pointer les pages d'accueil d'autres sites web. Ce ne sont pas les concepts avancés, les thèses défendues ou l'expertise produite qui sont alors contextualisés mais plutôt le site dans sa globalité, en tant qu'unité organisationnelle. Conséquemment, la mise en liens ne fait donc que très rarement l'objet d'une application dans l'optique d'un gain cognitif. La mise en évidence de perspectives contradictoires (contre-expertises, confrontations de points de vue) répondrait pourtant ainsi aux injonctions de *grandeur* portées par la critique sociale par projets d'accéder à des ressources sans pour autant en être prisonnier. La réticulation se négocie plutôt dans la création de rubriques type "annuaire de références" regroupant des répertoires de liens indexant d'autres sites (*syndrome du top ten*) dont on ne peut que souligner la vacuité. Quel intérêt présente en effet la possibilité d'une activation de multiples liens quand la pertinence des documents trouvés n'est plus assurée après quelques générations de sélections ? Le repérage des réseaux de liens au sein desquels se trouvent pris les sites web militants que nous avons observés[140] montrent notamment que seulement dix-sept pour cent des mémoires numériques rattachées par un lien hypertexte avec au moins l'un de ces sites entretiennent une proximité thématique évidente avec un ou plusieurs de ces derniers. Par ailleurs, les mémoires numériques militantes les plus visitées sont celles qui sont conçues comme des bases de données visibilisant une solide expertise régulièrement mise à jour. Les *hits* des sites web militants ne dépendent que très partiellement de l'importance de leur réticulation. Les pages les plus demandées ne sont pas forcément celles qui sont enchâssées au sein de réseaux de liens hypertextes conséquents, mais davantage celles qui proposent une expertise de qualité.

De la solidarité militante à la solidarité technique

La succession des projets militants ne peut être assurée que par la multiplication et la reconfiguration des liens au sein de systèmes d'alliance réactivés ou inédits. Si les relations des militants dépendent d'abord de leurs modes d'insertion au sein de structures sociales diverses, la distribution des rencontres peut aussi résulter de la fréquentation d'espaces numériques telles que les listes de diffusion. À cet égard, le courrier électronique offre un moyen d'entretenir les réseaux militants constitués. Il permet également d'édifier des réseaux inédits d'individualités dont la principale caractéristique est de ne réclamer aux individus qui s'y engagent qu'une implication minimale, en toute indépendance, répondant à l'exigence d'être la fois libres et engagés. La participation télématique à distance convoque ainsi en certaines occasions une population d'internautes solidaires,

[140] *AC!*, *Act Up-Paris*, *Appel des Sans*, *ATTAC*, *CDSL*, *DAL*, *Intersocial*, *MRAP*, *Pajol/Sans-papiers*, *Ras l'front* et *Samizdat*.

pouvant être dégagés de toute appartenance militante, mais qui de manière ponctuelle ou régulière apportent spontanément leur concours et mettent à disposition leurs compétences personnelles. L'Internet autorise donc la collaboration spécifiquement digitale (une affiliation en ligne à la carte) d'individus extérieurs aux groupements, qui partagent bénévolement leur savoir-faire et viennent augmenter les capacités d'action de l'organisation à laquelle ils accordent leur soutien. Si la participation, active ou passive, aux différents espaces militants de communication sur réseau peut être considérée comme la transposition digitale d'une partie des pratiques à travers lesquelles s'organisent habituellement les individus engagés, elle dessine aussi potentiellement, en creux, de nouvelles modalités de suivi et de participation à la vie militante de citoyens-connectés mais jusque-là non engagés. Cette forme d'interactivité entre les acteurs du mouvement social engagés sur le terrain et ces internautes dont l'implication passe cette fois essentiellement par des dispositifs techniques décrit ainsi une forme d'engagement manifestant un déplacement de la frontière entre la singularité du *Nous* constitué par le collectif et ceux de l'extérieur. Elle fait également l'économie d'une participation en présence toujours contraignante. Le recours aux réseaux télématiques entraîne donc l'instauration de nouveaux dispositifs d'*intelligence collective* qui tendent à déplacer, voire à réorganiser en les externalisant, les routines du militantisme par projets. L'usage du courrier électronique facilite, de ce point de vue, le déroulement et la division des rythmes de travail et conduit à une répartition plus flexible des tâches, dont certaines se trouvent *de facto* déléguées à des intervenants extérieurs qui peuvent, à l'origine, ne pas être des militants. Ce qui est exploré, ce sont ici de nouvelles modalités de travail, d'autres modes coopératifs de production, de circulation et de consommation des savoirs militants, ainsi que d'autres modes de gestion des compétences. Ces nouvelles dispositions font au passage la critique des schèmes arborescents dominants qui se sont développés sur les bases d'une conception pyramidale des organisations militantes.

Une des spécificités de la communication sur réseau est ainsi de mettre en lien des personnes qui appartiennent à des espaces sociaux (et géographiques) dissemblables mais connectés à des ensembles techniques identiques. L'Internet créé alors, selon les termes de Nicolas Dodier, une espèce de *solidarité technique*, c'est-à-dire une "forme de liens entre les êtres créée par le fonctionnement des ensembles techniques [141] " qui conduit au réagencement des modalités du concernement et des cadres de l'engagement. Les "nouveaux" réseaux de communication télématiques ouvrent au sein du collectif des abonnés de nouvelles potentialités relationnelles au sein desquelles peuvent se tisser ponctuellement des alliances débordant le seul plan des communautés militantes organisées : "Des contacts intéressants ont été établis en Allemagne. Internet a produit une sorte d'effet boomerang, des échanges entre internautes se prolongeant dans la réalité du

[141] DODIER, N., *Les hommes et les machines. La conscience collective dans les sociétés technicisées*, Métailié, Paris, 1995, p.14.

mouvement par des initiatives concrètes. Salah, responsable de la *Coordination nationale des sans-papiers*, a participé à un meeting à Munich. Des soutiens des sans-papiers ont été invités à la *Documenta X* de Kassel. Des militants allemands sont ensuite venus à Paris en novembre 1997.[142]" Sites web, courrier électronique et listes de diffusion augmentent ainsi la capacité des internautes-(militants) à s'insérer au sein de nouveaux projets, constituant l'un des signes les plus probants de leur *grandeur*. La médiation télématique renforce en fait les occasions de développement de l'*activité* et certainement plus encore, la préparation avec d'autres internautes de projets dont la réalisation les conduira parfois à se rencontrer. La composition de carnets d'adresses électroniques, parfois des plus conséquents, illustre cette volonté de constituer des réseaux virtuels, au sens premier du terme, qui seront partiellement utilisés, parfois véritablement actualisés, au gré des situations et des projets rencontrés ou provoqués. Nous pensons ici à ce militant, qui, avec une grande méticulosité, conserve systématiquement les adresses de l'ensemble des contributeurs des listes de diffusion auxquelles il est abonné, y compris les coordonnées digitales d'individus dont il ignore tout, mais dont les références électroniques sont apparues ne serait-ce qu'une fois dans le champ "*copies à*" d'un message publié sur l'une des interfaces de courrier qu'il fréquente : "Je garde toutes les adresses en me disant que ça peut toujours servir. J'ai systématiquement ce réflexe. Ça m'intéresse d'avoir ces adresses pour pouvoir diffuser très large." Utilisant les traces périphériques produites à l'occasion de divers transferts d'information, il envisage les destinataires originels comme des récipiendaires potentiels de ses propres projets. Et le même militant de s'étonner par ailleurs : "Je reçois plein de trucs auxquels je ne suis pas abonné, je ne sais pas trop pourquoi ça arrive dans ma boîte, mais bon...[143]"

Si tous les êtres du monde associatif civique distancié sont dotés *a priori* de la capacité à entrer en relation et à constituer ainsi un nœud du réseau militant, certains d'entre eux réalisent plus spécifiquement de par leur personnalité, leurs compétences et/ou leur position au sein du réseau, cette potentialité de façon exemplaire. C'est le cas de l'ensemble des militants qui, jouant un rôle actif dans l'expansion et l'animation des réseaux, agissent comme des *médiateurs* susceptibles de conduire des échanges stratégiques hors hiérarchie et hors plans. Le point commun des militants exemplaires de la critique sociale par projets est ainsi leur capacité à se mouvoir sans se laisser arrêter par les frontières, faisant s'étendre au mieux le réseau militant. Les liens les plus recherchés sont à cet égard ceux qui autorisent le franchissement d'espaces au sein desquels les connexions étaient peu développées. Il existe donc *de facto* différentes modalités de connexions dépendant

[142] CHEMILLIER, M., *op. cit.*
[143] Homme, universitaire, militant sans-papiers.

foncièrement du type de distance qui s'avère comblée entre les éléments mis en contact (Ronald Burt parle à cet égard de *trous structuraux*[144]).

Cette distance peut d'abord relever, comme nous l'avons vu, d'un éloignement spatial et géographique, chaque fois que l'on se coordonne avec des êtres éloignés dans l'espace : "Le mail joue un rôle ultra important dans le réseau international qu'on a constitué à partir du moment où l'on s'est unifié contre l'AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement). Sur l'affaire de l'AMI, nos partenaires sont étrangers, c'est *Third World Network*, essentiellement des pays du Sud, c'est le *Corporate Observatory of Europe* (*Ecoropa*), c'est un groupe canadien, *Politic Citizen*. On ne se voit que deux fois par an et donc entre temps, tout passe par le mail. Et puis à *Droits devant !!*, ça nous a permis de constituer un réseau international, chose que l'on aurait jamais pu faire auparavant. On avait des contacts internationaux parce que les gens venaient nous rendre visite et que de temps en temps, ceux qui en avaient les moyens se baladaient un peu à l'étranger, mais depuis qu'on est équipé, on a un vrai réseau international de correspondants, des associations des mouvements sociaux à l'étranger, avec qui on travaille régulièrement, comme les sans-papiers du Brésil par exemple.[145]" Les trous structuraux peuvent aussi être de nature temporelle. Dans ce cas de figure, la médiation mise en œuvre a pour objectif de réactiver ou d'éviter la délitescence de connexions anciennes convoquées lors de projets passés, actuellement en sommeil, mais dont on suppose l'intérêt d'un réveil. Les projets militants du monde associatif civique distancié peuvent être d'ailleurs décrits, à cette aune, comme des fragments de réseaux temporairement (parfois continuellement) activés permettant d'initialiser des contacts, qui, mis en sommeil pourront toutefois rester disponibles en d'autres occasions : "J'ai eu des contacts avec des collectifs de sans-papiers de Clermont-Ferrand et de Montpellier, avec qui, pendant une période de temps relativement courte on a eu une correspondance régulière sans les avoir jamais rencontrés, puis plus rien pendant un bon moment. Mais dernièrement ils ont repris contact avec moi pour me demander des trucs très précis.[146]" Enfin, la distance dont la suppression est particulièrement recherchée est celle qui maintient éloignés les acteurs appartenant à des champs d'exercice sociaux ou institutionnels dissemblables et dont les échanges et l'organisation de projets en commun sont, de ce fait, limités voire impossibles. Selon nos observations, le recours à l'Internet facilite donc bien l'établissement de ces passages inédits entre acteurs éloignés, jusque-là séparés par des frontières les isolant les uns des autres. Il permet *a priori* de rendre plus probable la connexion d'espaces jusque là dépourvus de liens (entre militants et non-militants par exemple) : "Internet favorise de plus le fonctionnement en réseaux et le mouvement des chômeurs y a rencontré des personnes pas forcément militantes mais ouvertes à ce qui est nouveau et qui bouge.

---

[144] BURT, R., *The social structure of competition*, *in* NOHRIA, N., ECCLES, R., *Networks and organizations : structure, form and action*, 1992, p. 57-91.
[145] Homme, chômeur, militant à *Droits devant !!* et à *ATTAC*.
[146] Homme, universitaire, militant au *Collectif citoyen du Xe*.

Le mouvement des chômeurs en tant que nouvel acteur social a trouvé dans Internet des passerelles vers certains secteurs de la société prêts au dialogue.[147]" Le réseau des réseaux autorise une immersion au sein de réseaux d'acteurs hétérogènes et permet éventuellement de "les explorer, pour rompre un isolement [relatif ou absolu] et avoir des chances de rencontrer des personnes ou de frayer avec des choses dont le rapprochement est susceptible d'engendrer un projet.[148]"

Si le projet est l'occasion et le prétexte de la connexion, celle-ci est également la condition de possibilité du projet qui ne peut avoir d'existence concrète hors de la rencontre : "En fait, avant je ne connaissais personne ! Les sans-papiers c'est en fait mon premier engagement vraiment militant et je ne connaissais pas le milieu. C'est grâce aux sans-papiers et Internet que j'ai fait beaucoup de connaissances. Je suis rentré dans le réseau par l'intermédiaire du Net, puis j'ai rencontré physiquement les personnes dont certains sont devenus des amis très proches et qui m'ont fait rencontrer d'autres personnes et ainsi de suite. Les ramifications sont complexes, ça devient vite compliqué, tout s'enchevêtre entre ce qui est du domaine d'Internet, ce qui est du domaine privé, du domaine privé amitié, du domaine professionnel, du domaine militant, ça devient vraiment inextricable et au niveau des sans-papiers tout est commun, c'est tout ça à la fois ! Avec Isabelle S. par exemple, c'est à la fois de l'amitié, du militantisme et j'ai aussi des relations professionnelles avec elle. On mange les uns chez les autres de temps en temps, etc. Philippe Mangeot [président sortant d'*Act Up-Paris*], je l'ai rencontré chez Isabelle avant une manif de sans-papiers, c'est là où j'ai fait ça connaissance et ça permet ensuite de rentrer dans le milieu *Act Up*, par le biais des sans-papiers.[149]" Notons également que s'il existe des contacts qui se satisfont pleinement de leur nature digitale, notamment les demandes de renseignements qui appellent des formes simples d'échanges d'informations, d'autres nécessitent d'être actualisés au sein d'espaces de rencontre physique. Plus la dimension identitaire est un élément structurant du groupement militant, plus il semble que le besoin de se rencontrer autrement que par le biais du courrier électronique soit envisagé comme une nécessité. La rencontre permet alors de mieux évaluer l'adéquation de l'internaute rencontré en ligne avec le *Nous* du collectif, ainsi qu'avec les critères personnels des militants avec qui il a échangé jusqu'alors sur un mode uniquement digital et épistolaire.

Engagement en ligne et mobilisation

[147] Entretien d'un militant d'*AC!*, http://www.samizdat.net/cyberesistance/Reponses.html, janvier 1998.
[148] BOLTANSKI, L., CHIAPELLO, E., *op. cit.*, p. 166.
[149] Homme, universitaire, militant sans-papiers.

Rappelons-le, la notion de *répertoire d'action collective* a été élaborée par Charles Tilly, qui en rend compte de cette manière : "Toute population a un répertoire limité d'actions collectives, c'est-à-dire de moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés. (...) Ces différents moyens d'action composent un répertoire, un peu au sens où on l'entend dans le théâtre et la musique, mais qui ressemble plutôt à celui de la *comedia dell'arte* ou du jazz qu'à celui d'un ensemble de classique. On en connaît plus ou moins bien les règles, qu'on adapte au but poursuivi. (...) Le répertoire en usage dicte l'action collective.[150]" Tout mouvement social va ainsi s'exprimer de façon privilégié selon des formes protestataires qui lui préexistent historiquement et tiennent à l'identité et aux particularités des groupes qui sont de fait mobilisés. Toutefois, les modes d'expression des mobilisations sont aussi susceptibles d'évolutions importantes. Si l'état des répertoires d'action est la plupart du temps stabilisé (occupations de locaux, manifestations, marches, pétitions, boycotts, jeûnes, grèves de la faim, etc.), il ne peut être définitivement arrêté et tend à évoluer en rapport avec l'émergence de contraintes diverses, qui peuvent être d'ordre financier, stratégique ou conjoncturel. Les organisations du monde associatif civique distancié font par exemple preuve d'une constante inventivité dans le renouvellement de leurs standards d'action et n'hésitent pas à emprunter à des formes de coordination qui leur étaient jusque là étrangères. Les méthodes revendicatives sont tour à tour frappées aux coins de la créativité (les clowns du service d'ordre de *Droits devant !!,* les *laughing demonstrations*, etc.), du spectaculaire médiacentré (la pose d'un préservatif rose fluo sur l'Obélisque de la Concorde, le déploiement d'une banderole "Homophobes" sur le Palais Chaillot lors d'une manifestation anti-PACS), du symbolique (le triangle rouge de *Ras l'front*, le triangle rose d'*Act Up*), du radicalisme (les zaps d'*Act Up-Paris*, les réquisitions du *DAL*...). Les répertoires qu'ils mobilisent concrètement sont ainsi de plus en plus étendus et les moyens d'action dont ils disposent toujours davantage différenciés. Au nombre des moyens de protestation tenus pour légitimes par les néo-militants, l'Internet se trouve *de facto* convoqué et devient une ressource qu'il convient d'exploiter, comme nous l'explique une militante d'*Agir ensemble contre le Chômage* : "De la même façon que quand on occupe un endroit il y a tout de suite deux personnes sur la photocopieuse, deux personnes sur le fax et trois personnes sur le téléphone en train d'appeler la presse ou les camarades ; l'utilisation d'Internet quand il y a un équipement c'est devenu quelque chose de systématique. On a fait une occupation l'année dernière où tout passait par Internet, en l'occurrence par *Antenneassedic*, où l'essentiel de la communication extérieure, c'était Internet, le téléphone de manière plus individuel et Internet pour le reste. C'est-à-dire qu'avec les outils de communication ou de production en général on est aussi dans une logique politique qui est celle de la réappropriation de l'outil de travail.[151]"

---

[150] TILLY, C., *La France conteste de 1600 à nos jours*, Fayard, Paris, 1986, p. 541-542.
[151] Femme, enseignante, militante à *AC!*.

Les dispositifs sociotechniques liés à l'Internet introduisent une forme de coordination particulière reposant sur une intrication des ressources techniques. Leur efficacité tient donc pour une bonne part au couplage adéquat de différents acteurs qui vont se coordonner en associant d'une façon bien précise des artefacts, créant ainsi une chaîne opératoire permettant d'accomplir des tâches singulières. La mise en œuvre de réseaux d'alerte par certains militants soutiens de sans-papiers (suivi des arrestations, prévention des expulsions) témoigne par exemple de l'opérativité de l'Internet en tant que réseau hétérogène d'actants humains et non-humains. Un sans-papier, en situation irrégulière est arrêté par les forces de police. Par le biais de son portable il contacte son parrain, ou le militant qui suit son dossier de régularisation afin de l'informer de la situation présente. Ce dernier va alors poster sur une ou plusieurs listes de diffusion (généralement *Z_pajol*), un message expliquant la déconvenue de son filleul, tout en invitant les co-listiers à aller manifester devant le centre de rétention où il est incarcéré, ou bien encore à envoyer des fax de protestation à la préfecture de police dont il dépend. Cet exemple montre comment peuvent s'établir des chaînes de solidarité le long des objets techniques qui s'articulant forment un dispositif. Chaque objet est en lien avec ce que Gilbert Simondon appelle un *milieu associé*, *i.e.* le réseau des individus et des artefacts qu'il met en relation[152] : "J'ai connu cet été en allant au Mali un gars de Saint Bernard qui s'était fait expulsé à Bamako, qui était un mec un peu connu à l'époque, qui a monté une assoce d'aide aux expulsés à Bamako, avec qui je suis resté en contact par le Net, qui revient en France assez souvent et qui , il y a trois jours, me téléphone en me disant : "Philippe, je suis dans la merde, j'ai été témoin d'une expulsion violente au mois de mars dernier, je suis intervenu, l'expulsion n'a pas pu avoir lieu, mais maintenant je suis convoqué à la Police des frontières à Roissy". J'ai passé deux heures lundi à faxer un appel au secours et j'ai envoyé sur *Ac_forum* et *Z_pajol* un appel urgent.[153]"

```
Objet: [ac-forum] APPEL URGENT
De:"p." <p....@wanadoo.fr>
A: <ac-forum@ras.eu.org>

-----------
ac-forum
-----------
APPEL URGENT APPEL URGENT APPEL URGENT APPEL URGENT APPEL URGENT
APPEL URGENT APPEL URGENT APPEL URGENT APPEL URGENT APPEL URGENT

Chatenay, le 17/05/99
```

[152] "La structure de réseau permet ici de rendre compte de plusieurs propriétés de la solidarité technique : des liens créés de proche en proche selon des chaînes de dépendance joignant des objets et des humains disséminés dans l'espace, une hétérogénéité des différences techniques qui s'agencent les unes aux autres, à un moment donné et qui correspondent à des générations différentes d'objets dont les genèses sont souvent indépendantes ; un rapport à l'espace en rupture avec le sens ordinaire d'un espace homogène.", DODIER, N., *op. cit*., p. 45-46.

[153] Homme, psychologue, militant sans-papiers et au *PS*.

Je viens de recevoir un coup de tél. de Youssouf T., ex-porte parole des Sans Papiers de Saint Bernard, expulsé violemment vers Bamako après l'évacuation à la hache de l'église le 23/08/96 (attaché, scotché, brutalisé).
Ne pouvant revenir en France, après de nombreuses démarches (dont une rencontre avec l'ambassadeur de France à Bamako lors de mon passage en août dernier), Youssouf a réussi à obtenir un visa lui permettant de revenir en France régulièrement.
Il habite à Bamako où il a créé une association (Association de Soutien Entre Expulsés : A.S.E.E.) qui vient en aide à tous les expulsés de l'étranger revenant de force au Mali. Lors d'un voyage retour vers Bamako le 25 mars dernier, il a été témoin d'une expulsion violente d'un Sans Papiers sur le vol d'Air-Afrique. Après son intervention, des passagers ont manifesté leur désapprobation et l'expulsion n'a pu se faire comme prévue.

Aujourd'hui, Youssouf (de passage à Paris) est convoqué à la D.I.C.I.L.D.C. (Police des frontières) à Roissy. Il risque une expulsion, alors que sa situation administrative est parfaitement en règle.

NOUS INVITONS TOUS CEUX QUI LE PEUVENT A VENIR APPORTER LEUR SOUTIEN A YOUSSOUF CE MERCREDI 19/05 A 16 HEURES A LA POLICE DES FRONTIERES DE ROISSY AEROPORT (en face de la tour de contrôle) Bâtiment 57.20, 6 rue des Bruyères - RER B ROISSY 1 OU SE TIENDRA UNE CONFERENCE DE PRESSE

MERCI DE FAIRE CIRCULER AU MAXIMUM CETTE INFORMATION ET DE MOBILISER LE PLUS DE MONDE POSSIBLE.

P. V.

Un autre militant témoigne également : "Envoyer les informations on le fait systématiquement quand il y a des arrestations de sans-papiers. C'est arrivé deux fois dans le Xe, deux fois où on a utilisé *Z_pajol*, où on a envoyé l'information, on donne la situation pour qu'il y ait de fait des gens après qui envoient des fax à la préfecture, au Ministère, etc. Alors ça, ça marche très très bien. On a eu quelqu'un d'arrêté à Bobigny et on eu aussitôt des fax de la *Cimade*, du *MRAP*, de la *LDH*, etc. Là c'est très important. Mais bon, on n'est pas si nombreux à faire ça, il y a Jeanne D., nous, les gens de Nantes aussi... Philippe C., *SCALP*, *No Pasaran*... Eux ils utilisent *Z_pajol* mais en plus ils ont leur propre réseau de militants et l'an passé ils avaient suivi comme ça toute l'expulsion d'un Algérien qui était passé par Nantes et c'était fini à Sète. Par le Net on pouvait suivre tout le parcours, ils avaient allié le téléphone portable et le mail. À chaque étape on savait ce qu'il se passait.[154]"

En l'occurrence, le recours à l'Internet ne devient véritablement opératoire que si tous les branchements opérés assurent son inscription dans un réseau sociotechnique fonctionnel. Dans l'exemple exposé ci-dessus, ce dernier convoque à la fois la téléphonie non filaire, le courrier électronique et le fax, ainsi qu'une

[154] Homme, universitaire, militant sans-papiers et aux *Verts*.

communauté d'internautes qui, s'ils sont également des militants, peuvent ne pas être ordinairement actifs, ne pas forcément se mobiliser sur ce type de cause ou bien selon ce répertoire d'action. Ils peuvent aussi, plus rarement, ne pas être des militants. Mais parce qu'ils sont abonnés à l'une des listes de diffusion où transitent habituellement les messages de cet ordre, ils décideront de participer à cette action. L'on peut penser que l'initiative d'une communauté militante spécifique de *Nous* ou même d'un *Je* militant isolé, serait donc susceptible de trouver auprès des abonnés de certaines listes de diffusion, un public suffisamment réceptif composé d'autres *Nous* militants et de *Ils* internautes, qui, sous certaines conditions, pourraient effectivement répondre positivement aux invites d'engagement exprimées par le biais de la messagerie électronique. La mobilisation du *nombre* reste malgré tout essentielle parce qu'elle est souvent un facteur de représentativité et de légitimité. Elle pourrait donc s'effectuer également sur un mode digital dans la mesure où ce dernier autorise une rapide et large diffusion bien au-delà des frontières du groupe mobilisateur. L'Internet contribuerait alors à l'évolution des répertoires de coordination où la capacité à mobiliser ponctuellement des individus au service d'objectifs précisément circonscrits, pourrait reposer sur des *investissements de forme* technologiques diffus et non plus essentiellement sur des inscriptions associatives dépendantes de réseaux d'appartenance pré-constitués. Les inscriptions associatives de la critique sociale par projets sont de plus en plus indépendantes des réseaux d'appartenance classiques et par conséquence, l'être-ensemble du monde associatif civique distancié tend à se renégocier selon une polarité qui ne renvoie plus à l'adhésion, mais davantage à l'élection et à l'action : "La liste *Z_pajol* est symptomatique de ce fonctionnement. On y voit, comme au théâtre, les protagonistes faire leur entrée sur la scène, participer à l'action et au débat, puis s'éclipser pendant quelques temps avant de réapparaître lors d'un nouveau rebondissement.[155]"

Le recours aux réseaux télématiques rentre ainsi en résonance avec certaines caractéristiques de la critique sociale par projets que sont l'individuation des formes d'engagement et la volonté de s'associer en toute indépendance. Il permet une implication personnelle limitée, souple, facilement maîtrisable et circonstanciée, dont la suspension momentanée ou définitive n'engendre qu'un faible coût de sortie. Il autorise surtout l'enrôlement de personnes qui n'auraient pu trouver leur place dans le fonctionnement des groupements tels que ceux du monde associatif civique d'allégeance. Les rapports entre les militants s'effectuent ainsi de moins en moins à partir d'un sens hérité, c'est-à-dire en fonction d'un enracinement en rapport à une identité ou à un territoire, mais selon un mode électif fondé sur une modalité de partage communautaire non-territoriale ou a-territoriale susceptible de s'exprimer via l'Internet. À cet égard et dans le sillage de Pierre Chambat, qui insiste sur le fait que l'accès au réseau se réalise de manière volontaire, l'on peut penser que la participation à des activités militantes en ligne repose sur de réels intérêts partagés

[155] CHEMILLIER, M., *op. cit.*

pouvant conduire à une participation dépassant celle des réseaux digitaux : "Si on prend maintenant la liste interne du collectif, on est à peu pr s une trentaine de personnes et sur cette trentaine de personnes il n'y a pas que des militants de la première heure, il y a aussi un certain nombre de gens qui ont rejoint la militance à l'occasion du collectif et qui ont dans le collectif un investissement qui peut être ponctuel, qui peut être distant en ce sens qu'ils vont faire des choses à un certain moment et puis arrive le temps où ils n'ont plus le temps de s'investir, ils font d'autres choses mais ils gardent un œil sur ce qui se passe. Et ce réseau là de militants on sait qu'on va pouvoir le réactiver si il y a quelque chose d'important ou de marquant qui se passe, si à un moment il y a une mobilisation forte et une action forte qui se met en branle. Oui, vers ces gens là, l'outil Internet il est intéressant et là, on peut toucher des gens, on peut médiatiser un travail vers des gens qui a priori ne sont pas des militants purs et durs.[156]"

Répertoire d'action "traditionnel", les actes pétitionnaires dont le principe pourrait être décrit comme celui d'une mobilisation scripturaire du nombre (rassembler un maximum de citoyens sur un texte qu'ils approuvent et défendent en ajoutant leur nom à une liste de signataires) ont également été très vite diffusés par le biais de l'Internet en complément (voire en remplacement) des moyens plus classiques de récolte des signatures. La pratique du courrier électronique facilite notamment une dissémination ramifiée de la pétition auprès de larges cercles d'internautes. Personnalités, figures médiatiques, relations personnelles, abonnés de listes de diffusion et autres organisations disposant d'attributs digitaux d'adressage seront ainsi directement sollicités : "Pour les pétitions on fonctionne au niveau européen et même avec les États-Unis, ce qui nous permet de récupérer des signatures prestigieuses. Chomsky a par exemple signé notre texte pour le Kosovo. Le fonctionnement à ce niveau là est international, pour ça c'est génial.[157]" À cet égard, le monde associatif civique distancié constitue en principe d'action ce qui n'était jusqu'alors qu'un compromis entre la *grandeur* du *monde civique* et celle du *monde de l'opinion* : "Les compromis entre grandeurs civique et de l'opinion vont être soutenus par des objets, des personnes ou des dispositifs ayant à la fois pour qualité d'être *célèbres* et d'autre part, d'être au service du *bien commun*. Ainsi, dans la *pétition*, la présence des personnes est assurée par leur *nom*. c'est en tant qu'elle se sont fait un *nom* qu'elles valent de figurer dans la liste des signataires qui peut d'ailleurs avoir été établie sur la base de *relations personnelles*[158]." Les signataires potentiels peuvent également contribuer à la diffusion de l'information auprès de leur propres réseaux de relations : "Quand on a lancé par exemple l'appel à signatures sur les sans-papiers, en fait il y a en a eu deux, et le deuxième lancé pour les intellos, c'est le mail qui a permis de récolter les signatures. On a glané plusieurs

---

[156] Homme, universitaire, militant au *Collectif citoyen du Xe*.
[157] Femme, chercheur, membre du Conseil Scientifique d'*ATTAC*, militante au *Réseau d'alerte sur les inégalités*.
[158] BOLTANSKI, L., THÉVENOT, L., *op. cit*., p. 388.

dizaines de milliers de signatures comme ça et c'est parti d'une seule personne, la femme d'Alain D. qui surfe sans arrêt. C'est elle qui a lancé le truc des signatures dans tous les secteurs d'activités culturelles qu'elle connaissait : musique, cinéma, plasticiens, etc. Et ça a été dingue ! C'est parti d'un coup, ça a été génial pour ça, super utile ![159]"

Dans la mesure où la participation à une pétition est une forme d'engagement ponctuel ne nécessitant qu'un coût d'action généralement réduit de la part des signataires, elle se présente donc comme un mode de mobilisation convenant parfaitement aux exigences de souplesse de la critique sociale par projets. Les sociabilités électives naissant au sein des communautés militantes d'action trouvent ici leur pendant dans l'autonomie sociale qui se manifeste au sein des réseaux et des technologies numériques. Favorisant un engagement périodique, individuel et à la carte, l'action en ligne est distanciée *stricto sensu* dans la mesure où elle dispense par exemple l'internaute-signataire d'avoir à s'exposer aux requêtes militantes et aux pressions sociales qui accompagnent habituellement un geste protestataire de ce type. Elle l'est également surtout parce qu'elle retire aux instigateurs de la pétition les occasions importantes du contact en présence avec les signataires[160], moments qui étaient et restent encore essentiels pour les sociabilités militantes et les stratégies de recrutement. Érik Neveu rappelle ainsi, à la suite de Snow, Zurcher et Ekland-Olson [161] que c'est "entre soixante et quatre-vingt-dix pour cent du recrutement militant qui s'établit à partir des contacts directs, de face à face, au sein de réseaux sociaux partagés par recruteurs et recrutés. Or loin de se limiter à un rôle de diffusion d'idées, de médiatisation, les outils de communication [les supports médiatiques : presse, tracts, affiches...[162]] que se donne une organisation sont avant

---

[159] Homme, chômeur, militant à *Droits devant !!* et à *ATTAC*.

[160] Un site web français s'est par ailleurs spécialisé dans l'hébergement de pétitions en tout genre : "Les pétitions interactives connectent gratuitement auteurs et signataires en permettant une gestion automatique des signatures. Soutenir une pétition c'est aider à la formulation d'un idéal et à l'expression d'une critique. C'est le premier et seul service effectuant la gestion informatique, du lancement et de l'organisation d'une pétition. Le site héberge les pétitions, les noms des auteurs et recense les signatures en temps réel, sans l'intervention des auteurs. L'inscription des signataires ou de la pétition se fait depuis l'Internet, ou depuis un poste Minitel.", http://www.lapetition.com/. À la date du 23 avril 2000, ce site recensait ainsi plus de 150 pétitions.

[161] *Cf.* SNOW, D., ZURCHER, L., EKLAND-OLSON, S., "Social networks and social movements : a microstructural approach to differential recruitment", *American Sociological Review*, 1980, p. 787-801.

[162] "On peut suggérer par goût de la formule que la presse militante n'était pas seulement, parfois pas d'abord, faite pour être lue. Sa diffusion militante à la criée, en porte à porte était aussi une occasion de propagande orale, de discussion, de présence dans l'espace de la rue, du marché, du quartier. La palette médiatique des mouvements sociaux englobait également les usages de l'affichage militant, du tract, de toute une propagande orale liée à la prise de parole dans les lieux publics. s'ils contribuaient à diffuser des thèmes et des mots d'ordre, ces médias militants étaient tout autant des instruments de contact direct, de recrutement, d'intégration de militants à travers de véritables rituels.", NEVEU, É., "Médias, mouvements sociaux et espaces publics", *Réseaux*, vol. 17, n° 98, *op. cit.*, p. 65-66.

tout des médiations, des instruments de contact et de sociabilité militante.[163]" L'organisation traditionnelle d'une pétition ne prend tout son sens que si les initiateurs de celle-ci dépassent la logique utilitariste qui veut que l'on ne juge de son utilité qu'à l'aune de la satisfaction des revendications exprimées : "Rédiger et faire signer une pétition englobe à la fois un travail de définition d'un problème social, une dimension de formation des militants, un travail de mobilisation de réseaux, des discussions face à face, un processus de mise à l'agenda médiatique, dont les retombées ne peuvent se réduire à une évaluation binaire en termes de satisfaction ou d'échec[164]". Or si la phase de mobilisation des réseaux est effectivement rendue plus facile du fait de la force de dissémination des technologies digitales, l'acte pétitionnaire en ligne perd également une grande partie de sa richesse qui tenait à l'opportunité d'un échange en face à face. Le moment de la remise officielle aux autorités qui était considéré comme un des temps forts de ce type d'action devient par exemple tout à fait secondaire, voire inexistant quand il est *de facto* remplacé par des procédures d'envois automatisées.

De nouvelles communautés pertinentes pour l'action ?

L'on peut faire l'hypothèse que la probabilité pour qu'un individu s'engage, suite à la réception d'un appel à mobilisation lancé sur une liste de diffusion, tient en partie à deux composantes. En tout premier lieu, à la nature de l'engagement demandé. Si l'action sollicitée peut être réalisable à distance, c'est-à-dire sans qu'il y ait obligation de se présenter physiquement, il y a de bien meilleures chances pour qu'elle soit *de facto* suivie : "Par exemple sur *Z_pajol*, tu vas trouver très souvent "Alerte ! Il y a une arrestation, il faut que vous soyez dans une heure à tel endroit". Alors là, désolée, mais moi je ne suis pas une militante professionnelle et je ne peux pas être dans une heure devant l'ambassade de je ne sais pas quoi pour manifester.[165]" En second lieu, la participation effective à l'opération semble être d'autant plus forte qu'elle sollicite des individus ayant le sentiment d'appartenir à une communauté immédiatement concernée par l'objet de la mobilisation. Pour reprendre l'exemple que nous présentions *supra*, il est évident qu'un appel à l'action ayant pour objectif la mise en échec d'un procédure d'expulsion, bénéficiera *a priori* d'une attention plus soutenue chez un parrain de sans-papiers que chez un militant de base d'un quelconque mouvement de chômeurs dont les préoccupations centrales peuvent être au départ assez éloignées des problèmes de régularisation des étrangers.

La question qui nous intéresse plus particulièrement, ici, est donc de savoir si les décisions individuelles de prendre part à une protestation collective (la *volonté*

[163] *Ibid*., p. 69.
[164] *Ibid*.
[165] Femme, universitaire, militante à *Droits devant !!*.

de participer pour Bert Klandermans[166]) peuvent être déclenchées suite à un appel à mobilisation en ligne. Autrement dit, le fait de fréquenter une liste de diffusion militante, peut-il conduire, en soi, les abonnés à éprouver un sentiment d'appartenance suffisant pour les amener à se sentir concernés au point de répondre positivement aux appels à mobilisation. Selon Klandermans et Oegema, un phénomène complet de mobilisation peut se décrire en quatre phases s'enchaînant l'une à l'autre de façon linéaire : "Les quatre aspects de la mobilisation impliquent différents processus, à la fois en termes théorique et pratique. Le potentiel de mobilisation présuppose une interprétation des doléances ; la formation et l'activation des réseaux de recrutement impliquent la formation de coalitions et l'établissement d'un lien entre l'organisation du mouvement et des réseaux formels et informels préexistants ; susciter la motivation à participer repose sur le calcul des coûts et des bénéfices de la participation ; et s'assurer une participation effective comprend l'entretien des motivations et l'élimination des obstacles.[167]" Être amené à prendre part activement à une mobilisation présume donc d'une motivation particulière, *i.e.* un accord minimum avec les objectifs du mouvement, qui éventuellement pourra avoir été l'objet d'un travail de persuasion. La constitution d'un potentiel positif de mobilisation, c'est-à-dire d'un public favorable à la cause défendue ne s'acquiert, il est vrai, le plus souvent, qu'à la suite d'un effort préalable de *mobilisation du consensus* qui vise à diffuser un point de vue particulier : "il est le résultat de longues campagnes dans lesquelles un mouvement propage ses vues en mettant en avant le côté inacceptable de certaines choses, choses qui peuvent être modifiées, le changement étant conditionné à l'action collective[168]". La *mobilisation pour l'action* (activation) ne peut être ainsi effective sans mobilisation cognitive préalable (perception), entendue comme "processus à travers lequel un mouvement social essaie d'obtenir un soutien à son point de vue[169]" et passe un accord avec ses sympathisants sur les objectifs et moyens à mettre en œuvre pour arriver à ses fins.

Si l'on considère, toujours avec Klandermans que la *mobilisation du consensus* "est une tentative délibérée d'un acteur social de créer un consensus parmi un sous-ensemble de la population, tandis que la *formation du consensus* concerne la convergence non planifiée du sens dans les réseaux sociaux[170]", il est alors clair que les listes de diffusion, au vu de l'hétérogénéité des contributions qui y apparaissent, ne peuvent être désignées que comme instances de formation du consensus, c'est-à-dire des espaces d'interprétation où attentes, valeurs et représentations des résultats de l'action ne peuvent être que suggérées : "Quand on

---

[166] KLANDERMANS, B., "Mobilization and Participation : Social-Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory", *American Sociological Review*, 49, 5, 1984, p. 583-600.
[167] KLANDERMANS, B., OEGEMA, D., "Potentials, Networks, Motivations and Barriers Steps forward Participation in Social Movements", *American Sociological Review*, vol. 52, 1987, p. 529.
[168] *Ibid*.
[169] *Ibid*., p. 586.
[170] KLANDERMANS, B., "The Formation and Mobilization of Consensus", *International Social Movement Research*, 1, 1988, p. 175.

fait des manifs à vélo, des manifs anti Mac Do', on fait passer un message, mais ce n'est pas un message abouti, assez complet pour persuader une personne, ça c'est sûr.[171]" Il semble en effet pour le moins difficile d'arriver à imposer une vision linéaire, simple et définitive de la nécessité d'un engagement. En premier lieu, parce que (sur les listes de diffusion publiques) les militants-internautes du monde associatif civique distancié récusent, comme nous le verrons *infra*, le principe même d'un *agir communicationnel* en ligne, préalable pourtant indispensable à la mobilisation du consensus. En second lieu, parce que l'émergence d'un discours contradictoire peut venir rompre à tout moment un processus argumentaire déjà improbable et dénoncer l'univocité des positions exposées. *De facto*, les appels à mobilisation diffusés sur les listes de diffusion publiques appellant à des actions de terrain, ne sont généralement jamais soutenus par d'autres contributions et ne font l'objet d'aucun commentaire, débat ou incitation morale. Comme nous l'indique une militante d'*Agir ensemble contre le Chômage* : "Les actions ne sont par contre pas débattues parce que le problème il est que quand on décide d'une campagne sur la gratuité des transports en Île-de-France ou nationalement, c'est débattu en réunion, on a des coordinations en Île-de-France, des coordinations nationales et à partir de là, tous les collectifs ont une totale autonomie dans la mesure où ils restent dans le cadre qui a été fixé collectivement lors des réunions. Donc à partir de ce moment là il peut y avoir des cas où il y a des gens qui râlent parce que l'on a cassé la porte de je ne sais où et ils trouvent qu'on aurait pas dû mais c'est tout. Sur le fond politique c'est pas débattu en ligne parce que ça a été décidé collectivement en réunion. C'est clair que les débats collectifs ils ne sont pas sur Internet, c'est évident mais je ne sais pas si c'est un mal.[172]" Les échanges en ligne sur ce type de messages, entre membres d'une même collectivité d'abonnés, sont donc quasi inexistants. La recherche d'information nécessaire à l'estimation convergente (consensuelle) du problème, s'effectue alors, quand elle a lieu, au sein d'autres espaces de sociabilité que ceux que décrivent les listes de diffusion. Les seules traces de discussion (en rapport avec des appels à mobilisation) que nous avons pu observer, étaient liées à des tentatives d'organisation de *zaps mail*[173]. Les pratiques de *flaming* ou de *mail bombing* (trois termes différents pour décrire une même activité) sont de nouvelles formes empiriques de protestation collective en ligne, qui, par l'envoi massif de messages vers une même adresse électronique, ont pour objectif de bloquer (voire d'endommager) le serveur ou la messagerie du titulaire du compte pris pour cible. Il s'agit donc d'un nouveau répertoire d'action technocentré, révélant un mode de mobilisation que l'on pourrait qualifier d'*hacktiviste*[174], dans la mesure où il vise

[171] Femme, ingénieur, militante à *Chiche* et aux *Verts*.
[172] Femme, chômeuse, militante à *AC!*.
[173] On parle également de zap-fax et de zap-phone pour décrire les situations de blocus des lignes téléphoniques engendrées par l'envoi continu de fax ou de coups de téléphone à un élu, un responsable, un organisme ou une administration, cibles des contestations des militants.
[174] Par l'emploi du terme *hacktiviste* (contraction de *hack* - manipulation technique illicite - et *activiste*) nous entendons ainsi qualifier une activité protestataire qui se traduit par l'altération directe

effectivement à rendre inopérant, au moins momentanément, un dispositif technique que l'on sait utile aux acteurs mis en cause. Les débats sur le recours à ce type de méthodes témoignent assez paradoxalement d'une vive dénonciation depuis ce qu'il est convenu de désigner par le terme de *netiquette*[175]. C'est à partir de cette charte éthique décrivant un ensemble non officiel de prescriptions morales et pratiques censé régir la bonne conduite des utilisateurs des réseaux télématiques dans le respect des règles de civilité et de courtoisie que sont contestées les pratiques hacktivistes : "Alors là, pour avoir organisé ce genre de chose plusieurs fois, je peux te dire que ça passe très mal dans le milieu des internautes. Tu te tailles vite une réputation de khmer activiste ou de terroriste. Non, ça passe très mal.[176]" Une partie des abonnés des listes de diffusion refusent donc d'appliquer à l'espace digital, les méthodes d'action que les militants du monde associatif civique distancié (et dans une moindre mesure, également ceux du monde associatif civique d'allégeance) n'hésitent pourtant pas à mettre en œuvre sur le terrain. Les phénomènes de réprobation et d'autocensure sont ainsi justifiés par la déférence des internautes à l'égard de fonctions médiatrices suscitées par l'usage du réseau, principes de justice qui ne sont pas ceux de la critique sociale par plans ou par projets, mais ceux de la communauté des usagers des technologies de l'Internet[177].

Si les réseaux télématiques sont utilisés par les néo-militants dans l'intention d'exposer largement leurs positions, ils sont donc aussi parfois convoqués pour constituer des réseaux de recrutement. Le courrier électronique sert notamment à activer des réseaux d'interconnaissance constitués d'individus et d'organisations dont la convocation dépendra en dernière instance de leur *motivation à participer*. L'on sait depuis Mancur Olson et son analyse du *paradoxe de l'action collective*[178] que l'actualisation du capital de sympathie lié à une revendication en forces protestataires effectives, tient pour beaucoup à des logiques individuelles éminemment subjectives, par rapport auxquelles l'on voit assez mal en quoi la dynamique du réseau des réseaux pourrait être déterminante, voire décisive. Contrairement aux observations minutieuses effectuées par Sylvie Ollitrault sur le répertoire d'action des militants écologistes britanniques, qui lui permettent d'affirmer que le réseau des réseaux tend bien, de ce point de vue, à renforcer les formes d'activisme individualisé[179], nos résultats ne nous autorisent, pour le coup, qu'à souligner l'existence effective de tels phénomènes mais ne nous permettent pas de conclure à la déliquescence du *Nous* militant. Même si la participation ponctuelle et limitée s'avère *de facto* plus commode, il semble qu'il faille lire cette évolution

---

ou indirecte du fonctionnement d'un dispositif technique n'appartenant pas aux individus à l'origine de l'opération.

[175] *Netiquette* est un néologisme "franglais" construit à partir des vocables *Network* et *étiquette*.

[176] Homme, infographiste, co-fondateur de *Samizdat*.

[177] Peut-être pourrait-on alors évoquer l'existence d'une *cybercité*.

[178] OLSON, M., *Logique de l'action collective*, PUF, Paris, 1987.

[179] OLLITRAULT, S., *art. cit.*, p. 167-168.

comme une extension des cadres originels de mobilisation dont le but est d'attirer opportunément le soutien d'internautes et non comme une remise en cause sévère des sociabilités militantes de terrain. Certes, l'occasion de la participation par la mise en ligne de l'information militante, nécessite un moindre droit d'entrée pour les internautes (être abonné à une liste de diffusion et/ou aller visiter certains sites web) ; mais la participation elle-même peut avoir un coût de présence pouvant être ressenti comme particulièrement élevé si elle ne peut s'effectuer uniquement à l'aide d'une médiation technique à distance. Le recours à l'Internet ne permet donc en réalité qu'un affaiblissement partiel des *barrières à la participation*.

> **Date: Mon, 16 Mar 1998 11:47:56 +0100**
> **Subject: occupation de l'église de la place Jeanne d'Arc et répression URGENT**
>
> La police a fait évacuer l'église a 6h ce matin, sans casse (...) Tous les occupants ont été embarqués. A 10h seuls les Français et les étrangers en situation régulière ont été relachés. Les sans papiers, y compris ceux qui ont une demande de régularisation en cours, ont été emmenés la plupart a la préfecture de police, les autres on ne sait pas trop ou, selon leur situation. Nous craignons une répression d'ampleur exceptionnelle. Il y aura sans doute une charrette au 35bis et au tribunal administratif demain. Dans l'immédiat, pour ceux qui prendront ce message tout de suite et sont libres, rassemblement a 12H devant la préfecture (Ile de la Cite en face du Palais de "Justice"). Par la suite, je m'efforcerai de vous tenir au courant a mesure.
>
> **M.**

Les résultats d'une enquête en ligne que nous avons réalisée en 1999 auprès de deux cent cinquante militants-internautes montrent par ailleurs que seuls trente-cinq pour cent des personnes interrogées déclarent avoir le sentiment de faire partie d'une communauté en ligne. Ce sentiment est d'ailleurs proportionnellement plus présent (quarante et un pour cent) chez les utilisateurs quotidiens du courrier électronique et du web, et encore davantage marqué (quarante-six pour cent) chez les utilisateurs quotidiens de la messagerie électronique et du web qui échangent par ce biais avec des militants d'au moins une des organisations dont ils font partie.

Avez-vous le sentiment de faire partie d'une communauté en ligne ?

	Oui	Non
(n = 250) *	87 (35 %) ****	163 (65 %)
(n = 148) **	60 (41 %)	88 (59 %)
(n = 114) ***	52 (46 %)	62 (54 %)

* Réponses apportées par l'ensemble des individus interrogés.
** Réponses apportées par les utilisateurs quotidiens de l'e-mail et du web.
*** Réponses apportées par les utilisateurs quotidiens de l'e-mail et du web échangeant avec des individus appartenant à une même organisation

**** 83 de ces 87 personnes sont abonnées à des listes de diffusion dont au moins quelques-unes sont de nature militante.

Le sentiment d'appartenance à un groupe d'individus en ligne, semble donc être d'autant plus partagé qu'il est lié à une pratique fréquente, régulière et active des technologies de l'Internet. Mais il se construit aussi sur des sociabilités éprouvées, préexistant à la constitution du collectif digital : "Oui, j'ai ce sentiment de faire partie d'une espèce de communauté en ligne. En fait je dis oui mais sans grande conviction parce que d'un autre côté j'ai des relations spécifiques avec les gens avec qui je communique par mail. J'ai bien le sentiment de maîtriser un outil de communication nouveau qui fait que j'ai l'impression de faire partie d'une communauté de personnes partageant des mêmes codes, mais en même temps, mes échanges sont surtout militants et donc ça rejoint mon appartenance à un collectif de personnes qui se connaissent déjà.[180]" Quatre-vingt pour cent des internautes ayant le sentiment d'appartenir à une communauté en ligne se sont ainsi déjà rencontrés lors d'actions militantes diverses. Parmi eux, soixante-six pour cent se connaissaient déjà et trente-quatre pour cent se sont donc croisés physiquement, au moins une fois, après qu'ils se soient fréquentés sur une même liste de diffusion (l'un des protagonistes de la rencontre pouvant n'être au départ, par exemple, qu'un simple lecteur des contributions apportées par un ou plusieurs de ses co-listiers). Les manifestations semblent d'ailleurs être le lieu privilégié d'actualisation des contacts qui ont d'abord eu lieu sur le réseau des réseaux. Ce phénomène tendrait alors à démontrer que l'occasion de l'entrevue en face à face militants-internautes/internautes-abonnés serait effectivement en partie conditionnée par la participation des abonnés simples internautes à des mobilisations militantes de terrain. L'on peut supposer d'ailleurs que la rencontre en présence est susceptible d'apporter des biens sélectifs de l'ordre de l'intégration sociale (être reconnu et présenté à la communauté des militants) dont la jouissance est réservée *de facto* aux seuls individus qui participent aux actions collectives de terrain.

Avez-vous déjà rencontré physiquement d'autres membres de cette communauté en ligne ?

(n = 87)	Oui	Non
Nombre de réponses	70 (80 %)	17 (20 %)

Connaissiez-vous auparavant ces personnes[181] ?

(n =70)	Oui pour la plupart	Non
Nombre de réponses	46 (66 %)	24 (34 %)

[180] Homme, militant à *ATTAC*.
[181] C'est-à-dire avant de les avoir rencontrées sur l'Internet.

Les thèses d'Anthony Oberschall, pour qui la *mobilisation pour l'action* consiste à recruter des groupes d'acteurs déjà organisés et actifs, et non à solliciter des individus plus ou moins isolés ne peuvent être ici totalement remises en cause. Si l'élargissement de l'engagement à des individus autres que ceux habituellement attirés par l'action militante est une réalité reconnue en certaines occasions, il ne saurait toutefois constituer un attribut singulier résultant mécaniquement des pratiques de communication en ligne. L'Internet ne semble encore permettre une mobilisation présencielle véritablement avérée que chez les individus déjà impliqués dans des activités militantes de terrain. Dans ce cas seulement, les relations digitales constituent, conformément à l'intuition de Pierre Chambat, "une ressource non négligeable dans l'entretien des identités et la mobilisation nécessaire à l'action[182]" : "L'échange de mails ça marche plutôt bien. Cela dit, l'impact concret c'est zéro... enfin ce que j'ai remarqué c'est que des discussions j'en ai eu parfois, avec des personnes qui ne sont pas des militants et quand il s'est agi de passer à quelque chose d'un tout petit peu concret, le résultat a toujours été complètement nul ! Par contre, ça a donné lieu à la participation des anarchistes allemands, parce qu'on a très rapidement pris des contacts électroniques avec eux, ce qui fait que quand ils font quelque chose, généralement on le sait. Ça commence d'ailleurs à avoir des répercussions, on voit davantage d'étrangers aux manifs. Ça a permis d'ouvrir des partenariats internationaux, ça a débloqué des situations et il y a eu un progrès vraiment sensible à ce niveau là. La communication a amené la connaissance des uns des autres. Ça reste symbolique quand ce sont des messages de solidarité à notre manif, mais du concret quand les Allemands se déplacent pour manifester avec nous et ça arrive de plus en plus.[183]" La question de l'action en commun se pose toujours de façon circonstancielle et ne se substitue jamais totalement à celle de l'appartenance, dont la permanence montre notamment la prégnance de la critique sociale par plans. Même si les communautés pertinentes pour l'action ne répondent plus forcément au principe d'intégration préalable des militants dans une structure (ces derniers étant capables de créer leurs propres réseaux d'action collective), l'on ne peut toutefois que souligner à la suite de Denis Segrestin, qu'il y a rarement mobilisation sans *collectivités concrètes de référence*[184] préalablement constituées. Par conséquence, la réussite d'une action est, au moins partiellement, subordonnée à la valorisation d'un *Nous* de nature non digitale. Les vecteurs classiques de la socialisation restent ainsi fort prégnants et ce sont eux qui déterminent encore bien souvent la mobilisation présencielle.

---

[182] CHAMBAT, P., *Espace public, espace privé : le rôle de la médiation technique, in* PAILLIART, I. (dir.), *op. cit*., p. 93.
[183] Homme, universitaire, militant à la *Fédération Anarchiste*.
[184] SEGRESTIN, D., "Les communautés pertinentes de l'action collective : canevas pour l'étude des fondements sociaux et des conflits du travail en France", *Revue française de sociologie*, XXI, 2, 1980.

Devenir sa propre cause formelle

Le principe de *Publicité* (*die Publizität*), on le sait, n'est pas séparable des corps intermédiaires et des conditions techniques d'inscription et de transmission dont il est fait usage pour porter à la connaissance du plus grand nombre les affaires de la Cité. De la même façon que la *sphère publique* (*Öffentlichkeit*) s'est vue ainsi transformée, au cours des siècles, sous l'influence des modes consécutifs de production, de distribution et de consommation des écrits, l'on peut penser que l'ensemble des technologies de l'Internet supportant l'expression composite de diverses communautés politiques semble offrir un accès renouvelé à l'expression et à la mémoire.

Depuis le rapport Nora-Minc sur *l'informatisation de la société*[185], l'on s'accorde à voir dans les réseaux télématiques, un support technique permettant aux forces de la société civile de pouvoir pleinement participer à leur représentation et à l'expression de leurs mécontentements et de leurs savoirs : "L'une des motivations premières lors de la création du site web des sans-papiers était de faire connaître les sans-papiers en tant qu'individus. Il faut bien voir qu'à ce moment-là (au début de l'été 1996), les médias traditionnels parlaient des sans-papiers en tant que groupe, mais pas en tant que mouvement d'individus exprimant des idées. Même les délégués comme Ababacar Diop ou Madjiguène Cissé n'étaient pas encore connus du grand public. Le but du site web était donc de diffuser les textes écrits par les sans-papiers eux-mêmes et de leur donner directement la parole à travers des entretiens. Avant la création du site Internet, pour être informé d'une manifestation ou d'un meeting, il fallait que les grands médias (presse, radio) en parlent et ne pas rater le moment où ils en parlaient. Le web était exactement le moyen de remédier au caractère aléatoire de la circulation de l'information. Une page web régulièrement mise à jour, donnant les principaux rendez-vous était un moyen simple de rendre l'information disponible vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pour quiconque avait un accès à Internet, sans se soucier des caprices des médias traditionnels.[186]"

Dans un contexte où la dimension symbolique des luttes devient vraiment importante, le travail volontaire de mise en scène et de production directe d'une représentation de ses propres intérêts est primordial. Celui qui sélectionne, contrôle et présente l'information détermine forcément en majeure partie la figuration du

---

[185] "Aujourd'hui, l'information descendante est mal acceptée parce quelle est ressentie comme le prolongement d'un pouvoir, comme une manipulation : il sera de plus en plus nécessaire que ses destinataires soient associés à son élaboration, que les récepteurs soient émetteurs et que les émissions tiennent compte des conditions de réception. Cette participation ne sera acceptée que si les groupes antagonistes sont également capables de fabriquer, traiter, et communiquer leur propre information.", NORA, S., MINC, A., *L'informatisation de la société*, La Documentation française/Seuil, Paris, 1978, p. 123.

[186] CHEMILLIER, M., *op. cit*.

monde et la façon dont elle s'ouvre à l'altérité. En ce qui concerne l'imposition du sens ou l'augmentation du potentiel de mobilisation par l'information, l'on ne saurait toutefois avancer qu'avec force précautions. Nous ne disposons que de trop peu d'éléments d'appréciation concernant les pratiques de consultation des mémoires numériques militantes pour pouvoir répondre précisément à certaines questions importantes telles que : "Qui sont les visiteurs ?", "Que viennent-ils exactement consulter et pourquoi ?", "Reviennent-ils régulièrement ?", "L'information diffusée a-t-elle un véritable impact sur la mobilisation ?", "De quelle façon les acteurs enrôlent-ils les documents dans leurs projets ?", etc. L'absence de résultats généralisables nous invite à la plus grande prudence et nous nous contenterons donc de porter à l'attention du lecteur le fait que les pages web consacrées à l'expertise et aux actualités immédiates du mouvement ou de l'organisation sont généralement les plus visitées. Cet indice tend à montrer que les mémoires numériques autorisent *de facto* un suivi de la vie militante indépendant de la couverture médiatique qui peut par ailleurs lui être accordée : "Sur les sans-papiers, comme la lutte devient de plus en plus confidentielle, le Net est quand même vachement utile pour ça. Si on veut vraiment se bouger dans la mesure où il y a de moins en moins de relais dans les médias et une espèce de baisse de régime, Internet est là indispensable. Du coup, quand il y a plus du tout de médiatisation d'un problème, où on ne sait plus grand chose, là, c'est très très intéressant, c'est vraiment là, un média alternatif. Le Net commence où s'arrêtent les autres médias en fait, ceux qui sont tributaires de l'actualité. Internet peut pallier ce manque d'intérêt des grands médias, ça permet de toujours rester en contact, de maintenir une dynamique sans être tributaire d'un relais médiatique.[187]" Un autre militant soutien de sans-papiers confirme : "L'info sur le Net n'est pas soumise aux contraintes du marché, de la publicité et du marketing. *Libération*, par exemple, il y a des périodes où ils évacuent complètement les sans-papiers de leur champ d'activité parce que il n'y a pas de place dans le journal. Or nous, c'est en permanence que l'on parle des sans-papiers. Nous on n'a pas de contraintes, nous c'est ça qui nous intéresse donc on en parle en permanence. En ce moment, avec le Kosovo, les sans-papiers, les médias s'en foutent, mais nous on passe au travers de ces contraintes là.[188]"

L'exigence d'autonomie des néo-militants s'accommode donc fort bien des potentialités qui leur sont offertes de ne pas abandonner complètement le contrôle des structures d'interprétation à l'agenda politique ou médiatique qui ne concorde que rarement avec le leur. Dire le sens en lieu et place des intermédiaires convenus, fournir ses propres cadres d'interprétation et devenir prescripteur d'opinion nécessite d'entrer en concurrence avec les structures verticales traditionnelles d'émission de l'information pour y préférer une scène d'apparition publique, alternative, construite sur un réseau d'échanges d'information plus horizontal. En voulant être leur propre cause formelle, les acteurs du monde associatif civique

[187] Homme, enseignant, militant à la *Ligue des Droits de l'Homme*.
[188] Homme, universitaire, militant sans-papiers.

distancié visent ainsi à réduire la dépendance qu'ils ont à l'égard des grands vecteurs de communication et cherchent donc à stabiliser leur autonomie médiatique. Redéfinir à son profit son identité sociale et ne pas laisser le monopole des représentations officielles et des cadres de perception de l'injustice aux médias, c'est réduire ainsi les occasions de *symbioses conflictuelles*[189]. Les médias, dont les explications sont toujours trop partielles, présentent en effet parfois les acteurs de la critique sociale sous un jour ne correspondant pas à l'image qu'ils entendent s'attribuer. Ce cadrage imposé "d'en haut" est alors susceptible de ruiner leurs efforts pour acquérir le soutien de l'opinion publique. Comme le rappelle Patrick Champagne : "les médias agissent sur le moment et fabriquent collectivement une représentation sociale, qui, même lorsqu'elle est assez éloignée de la réalité, perdure malgré les démentis ou les rectifications postérieures parce qu'elle ne fait, bien souvent, que renforcer les interprétations spontanées et mobilise donc d'abord les préjugés et tend, par là, à les redoubler.[190]" L'Internet sert à cet égard la nécessité pour les organisations du monde associatif civique distancié d'argumenter et de justifier leurs contestations et d'assurer une couverture minimum à leurs actions afin d'étendre leur potentiel de mobilisation, ou tout au moins s'assurer d'un capital sympathie plus important. Il se présente alors comme un point de passage privilégié mais non exclusif, pour la circulation de l'information et la diffusion d'outils cognitifs permettant d'effectuer une montée en généralité, c'est-à-dire "transformer le malaise vécu en injustice, en scandale, le légitimer au regard d'un système de normes et de valeurs (...) Les dimensions symboliques de ce recours au langage sont donc variées. Il comporte une dimension cognitive en apportant les mots, les classements, les explications qui ordonnent le monde.[191]"

Valoriser les relations latérales et devenir à la fois producteur et diffuseur d'informations n'est cependant pas synonyme d'une défiance totale vis-à-vis des *appuis conventionnels* de l'action médiatique. Les néo-militants n'envisagent d'ailleurs en aucune façon la possibilité de prendre en charge leur propre parole comme la marque d'un irréconciliable divorce avec les instances médiatiques de masse. Une Militante d'*Act Up-Paris* explique ainsi : "Au moment de l'outing, j'avais balancé le communiqué de presse et un texte de fond d'*Act Up* qui faisait une dizaine de pages et vraiment plein de gens s'en sont servis. [Plein de gens ? Des journalistes ?] Oui, dans la presse et des gens d'autres associations, qui n'ont pu se positionner par rapport à nous que parce qu'ils avaient à disposition ce texte, des particuliers aussi. La presse, ils ont eu le communiqué et l'article d'*Action* [revue de l'association] qui faisait cinq pages, et ça, ça a été vachement utile. Avant, on ne pouvait envoyer que des morceaux choisis d'*Action* que l'on faxait et ça prenait trop de temps, donc on ne le faisait quasiment jamais, maintenant tu peux balancer des

---

[189] *Cf.* GITLIN, T., *The Whole World is Watching. Mass Media and the Making and Unmaking of the New Left*, University of California Press, Berkeley, 1980.
[190] CHAMPAGNE, P., *La vision médiatique*, *in* BOURDIEU, P. (dir.), *La misère du monde*, Seuil, Paris, 1993, p. 62.
[191] NEVEU, É., *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Paris, 1997, p. 89.

argumentaires vraiment complets.[192]" L'évitement des intermédiaires spécialisés n'est finalement pas appréhendé dans une logique de substitution mais plutôt dans une perspective d'articulation susceptible de servir les processus de mise en visibilité et de montée en généralité. Comme le note Pierre Chambat, "les TIC se révèlent moins antagonistes des médias qu'elles n'accompagnent la recomposition des fonctions de l'espace public.[193]" Les cas sont nombreux où la presse écrite a pu servir de caisse de résonance, déportant des données militantes en ligne vers d'autres espaces médiatiques digitaux ou bien sur papier. Marc Chemillier, webmestre du site *Pajol* précise par exemple : "Le site web est hébergé sur un serveur privé situé à San-Francisco aux États-Unis. Son URL (http://bok.net/pajol) a été diffusé dans les médias par un communiqué du collège des médiateurs le jeudi 7 août 1996. Elle a été reprise par *Libération* les 10-11 août 1996 et sur *France-Info* le 11 août 1996. Les réactions ne se sont pas faites attendre. Les premiers messages de solidarité ont été reçus dans les jours qui ont suivi." Commentant par ailleurs les *hits* du site web des sans-papiers, il ajoute également : "Le pic à 138 du 3 décembre est dû probablement à la parution dans *Le Monde* (daté du 2 décembre 1997) d'un article consacré au site. (...) Le site Internet a facilité la publication à l'étranger d'articles consacrés aux sans-papiers, par exemple aux États-Unis (*San-Francisco Frontlines Newspaper*, *Network News*), au Japon (*Yomiuri Shimbun*), ou en Allemagne (portrait d'Ababacar Diop entièrement réalisé par Internet pour le magazine *Jetzt*, supplément au grand quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*).[194]"

Si les technologies de l'Internet sont utilisées dans l'objectif de créer des tribunes d'expression qui soient dégagées des contraintes inhérentes aux circuits classiques de production et de diffusion de l'information, elles sont parallèlement appréhendées comme support de création d'espaces symboliques susceptibles d'intéresser les acteurs du champ journalistique. Les militants du monde associatif civique distancié savent pertinemment que le principal forum où sont couvertes et mises en scène leurs actions protestataires reste les médias traditionnels qui doivent être appréhendés comme acteurs à part entière de la mobilisation. L'accès aux faveurs de l'opinion publique et l'assurance d'une visibilité maximum passent donc nécessairement par des stratégies d'intéressement si ce n'est une "collaboration" avec les médias de masse dont témoigne exemplairement ce journaliste de *L'Express*[195] : "Les actions d'*Act Up* sont incroyablement bien organisées. *Act Up* a des dossiers sûrs. Ils ont l'intelligence de travailler avec les médias, la main dans la main. C'est-à-dire qu'en fait lors d'une action, il y a un journal, une télévision, une radio et tous on bossait ensemble. C'est un jeu qui se fait entre *Act Up* et les médias

---

[192] Femme, étudiante, militante à *Act Up-Paris*.
[193] CHAMBAT, P., *Espace public, espace privé : le rôle de la médiation technique, in* PAILLIART, I. (dir.), *op. cit*., p. 97.
[194] CHEMILLIER, M., *op. cit*.
[195] Entretien de Vincent Olivier, journaliste santé à *L'Express*, effectué par Carole Santo. *Cf.* SANTO, C., *La stratégie de communication d'Act Up-Paris : de la provocation à la réflexion*, IFP, Université Panthéon-Assas/Paris 2, 1997, p. 85.

qui est "donnant-donnant". Ils nous amènent presque sur un plateau une bonne information en échange de quoi nous on fait une couverture maximale." L'enrôlement des professionnels de la presse va ainsi parfois s'effectuer quasi naturellement du fait du caractère inédit ou dramatique de certaines informations mises en ligne qui selon l'expression de Patrick Champagne sont "conformes à la définition sociale de l'événement digne de faire *la une*" et dont les journalistes de presse écrite[196] auront pris connaissance au même titre que d'autres internautes : "On avait fait par exemple un gros coup en étant les premiers à diffuser le rapport de Sami Naïr. Dès que je l'ai eu, je l'ai mis sur le web et ça, ça a été repris par *Le Monde. Le Monde* en a parlé en disant : "l'endroit où on peut le trouver c'est sur le site des sans-papiers". *Reporters sans frontières* nous avait aussi envoyé leur rapport qui critiquait les actions de la police face aux journalistes qui suivaient le mouvement des sans-papiers. Ça aussi c'est un truc qui a été repris par la presse du fait qu'il était sur le site des sans-papiers.[197]"

L'exercice quotidien et systématique de la revue de presse qui sert aux journalistes à se positionner par rapport à ce que fait la concurrence, tend à se doubler aussi, en certaines occasions, d'une autre nécessité professionnelle de veille concurrentielle : la surveillance des mémoires numériques. La charge symbolique de certaines d'entre elles, est d'ailleurs tout spécialement apprêtée pour retenir l'attention des journalistes : "Ça, la traduction en wolof, c'était en fait, moins adressé à des africains parlant le wolof qu'à des journalistes français désireux de mettre un peu de sauce dans leurs articles quand ils parlent du site *Pajol*. À dire vrai, je n'avais pas vraiment espoir qu'il y ait beaucoup de gens parlant le wolof qui se connectent. Mais ça marche ! Ça nous a valu un article dans *Le Monde* et une double page dans *Planète Internet* où le journaliste avait repris d'ailleurs le titre en wolof.[198]" De la même façon que Patrick Champagne désigne par l'expression "manifestations de papier" les convocations du nombre qui visent aussi à produire une image positive de la mobilisation et des revendications à l'intention des médias, l'on peut affirmer qu'il existe des contenus en ligne "pour journalistes", spécialement conçus pour être repris et utilisés par la presse.

Il est par ailleurs également intéressant de souligner l'émergence d'articles traitant des préoccupations de la critique sociale, au sein d'un segment bien particulier de la presse écrite spécialisée qui est celui des suppléments et des magazines "multimédia". Les organisations du monde associatif civique distancié présentes sur le World Wide Web, bénéficient ainsi de relais médiatiques inédits,

---

[196] Pour le moment il s'agit effectivement, essentiellement, de journalistes de presse écrite qui trouvent sur les sites web des informations de nature scripturaire, parfois prêtes à l'emploi, convenant parfaitement au format de production qui leur est demandé. On peut toutefois penser qu'avec l'arrivée des hauts débits permettant une lecture vidéo de qualité, les journalistes de l'audiovisuel seront également intéressés par d'éventuelles images animées dont ils pourront se saisir via le téléchargement de fichiers vidéo.

[197] Homme, journaliste, militant sans-papiers et à *ATTAC*.

[198] Homme, universitaire, webmestre du site *Pajol*.

autres que ceux dont elles recherchent habituellement la "complicité". Les espaces médiatiques d'apparition tendent donc aussi à s'élargir : "Quand j'ai mis en ligne les lettres de refus du quatre-vingt-treize, là, ça a été repris dans le petit supplément multimédia du *Monde* par exemple. Ils ont dit : "le site des sans-papiers existe toujours, ils ont mis sur le web les lettres de refus du quatre-vingt-treize où il y a ce fameux malien à qui on refuse la régularisation à cause d'accord franco-algérien" Donc ça, ça a été repris. La presse a repris des trucs parce qu'il y avait du nouveau sur *Pajol* mais là, ça a été surtout dans la presse multimédia et pas dans les colonnes société des quotidiens.[199]"

Notons enfin qu'à moins de créer à proprement parler l'événement en ayant par exemple recours à des modes d'action non routinisés, la réussite de l'utilisation tactique des médias par les groupes protestataires dépend également de fortes contraintes extérieures sur lesquelles les acteurs de la critique sociale n'ont finalement que peu de moyens pour faire levier, en particulier en ce qui concerne la gestion du calendrier de l'actualité. Les *conjonctures fluides*[200] sont relativement rares et les professionnels de la presse respectueux d'une certaine déontologie, sont souvent rétifs à la présentation publique d'un cadre d'interprétation construit par les militants eux-mêmes. Ils préfèrent une construction personnelle des faits à partir de leur propre expérience de la situation et des témoignages recueillis. Au surplus, l'autonomie des journalistes s'avère bridée par un ensemble de coercitions spécifiques à leur champ professionnel et dont l'emprise amenuise d'autant leur capacité d'analyse.

De nouveaux intercesseurs : Les *passeurs*

Une des qualités centrales attendue des militants du monde associatif civique distancié est la capacité à développer des liens, à entrer en relation avec d'autres militants, d'autres organisations, à s'engager dans d'autres projets et à s'insérer au sein d'environnements sociotechniques divers. La critique sociale par projets pose donc le principe d'*adaptabilité* comme régime principal d'action. Elle considére qu'il s'agit d'une qualité essentielle dans l'optique d'avoir à tirer profit et intérêt de toute opportunité susceptible de servir la réussite du dessein contestataire. Le militant connexionniste est donc *a priori* un facilitateur de réseaux (un *mailleur* disent Luc Boltanski et Eve Chiapello) dont une des activités dominantes est d'assurer la circulation de l'information, condition nécessaire de cette *flexibilité* tant recherchée. Les *grands* de la critique sociale par projets sont des "communicants" qui jouissent principalement d'une commune dignité à accéder à la *grandeur*

---

[199] Homme, universitaire, militant sans-papiers.

[200] *Cf.* DOBRY, M., "Calcul, concurrence et gestion du sens. Quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986", *in* FAVRE, P. (dir.), *La Manifestation*, PFNSP, Paris, 1990, p. 357-371.

constituée par la transmission d'information : "Le *grand* assure le bien commun en livrant l'information, en la faisant circuler le long de réseaux de récepteurs-transmetteurs, de médias qui font passer le message sans le déformer. L'information et la capacité à communiquer assurent la mise en équivalence de la liste des êtres hétérogènes.[201] " Les *appuis conventionnels* de la transmission d'information intègrent de nombreux objets, supports et dispositifs (ressources et mémoires externes) facilitant les conduites de coordination dont les réseaux télématiques font bien évidemment partie. En tant qu'élément conventionnel contribuant au partage et à la distribution de données fort variées, l'Internet se présente lui-même comme un *actant* à part entière, autorisant (mais ne déterminant pas) la constitution d'un nouveau terrain de transaction et de mise en relation (inscription dans un réseau) des différentes sphères de production de l'information et de leurs classes d'acteurs respectives.

L'observation des pratiques militantes de communication sur réseaux révèle ainsi l'émergence d'une nouvelle classe d'intermédiaires, constituée de militants-médiateurs fortement investis dans des opérations de propagation de l'information : "Mon boulot en fait c'est faire le relais, on va dire ça comme ça.[202]" Les interfaces d'échanges et plus particulièrement les listes de diffusion sont alors le lieu privilégié où se révèlent ces nouveaux *intercesseurs* dont le rôle essentiel est de transmettre, de rapporter, de créer et/ou de commenter des informations variées, supposées servir d'une façon ou d'une autre les luttes en cours : "[La *cité par projets*] prend appui sur l'activité de *médiateur* mise en œuvre dans la formation des réseaux, de façon à la doter d'une valeur propre, indépendamment des buts recherchés ou des propriétés substantielles des entités entre lesquelles la médiation s'effectue. Dans cette perspective, la médiation est en soi une valeur ou plutôt, dans le cadre conceptuel utilisé ici, une *grandeur* spécifique dont est susceptible de se prévaloir tout acteur quand il "met en rapport", "fait des liens" et contribue par là à "tisser des réseaux".[203]" L'objectif principal de ces médiateurs est donc de faire partager aux communautés militantes des données dont il sont les détenteurs sans toutefois en être nécessairement les auteurs. Comme l'affirme ce militant : "Sur Internet finalement la signature n'est pas très importante, c'est surtout le contenu. Parfois tu regardes qui envoie le mail et c'est ça qui t'intéresse plutôt que la signature du mail elle même, qui peut être différente. C'est parfois plus intéressant de connaître qui envoie les bons trucs que qui les produit. Systématiquement quand Philippe C. fait suivre des trucs je les lis et souvent ce ne sont pas trucs que lui a écrit.[204]"

Nous avons pu repérer trois niveaux d'intercession, c'est-à-dire trois types de fonctions médiatrices correspondant à des pratiques de *dispatching* de l'information plus ou moins élaborées. Elles sont mises en place par des classes différentes de

---

[201] CHATEAURAYNAUD, F., *op. cit.*, p. 237-238.
[202] Femme, secrétaire, militante sans-papiers et à la *CGT*.
[203] BOLTANSKI, L., CHIAPELLO, E., *op. cit.*, p. 161-162.
[204] Homme universitaire, militant sans-papiers et aux *Verts*.

militants-médiateurs que nous avons répertoriées sous les dénominations suivantes : les *passeurs*, les *filtreurs* et les *interprètes*.

Les *facilitateurs de réseaux* de loin les plus nombreux, sont les militants-internautes dont l'activité directrice consiste à ménager le passage et la reprise des inscriptions littéraires élaborées ou récupérées au sein d'espaces de production variés (en réunion, lors d'actions de terrain, en ligne, etc.), vers des "espaces de réception" tout aussi multiples. Ils supposent que les acteurs fréquentant ces "espaces de réception" sont potentiellement intéressés par l'information diffusée, capables de se l'approprier, voire de produire à partir d'elles de nouvelles traces qu'ils pourront, à leur tour, mettre à la disposition d'autres individus. Cette première catégorie d'intercesseurs est celle des *passeurs*. Ils se contentent de faire circuler, sans commentaire et sans modification autre que formelle, l'information dont ils disposent, selon des trajectoires inédites, le plus souvent non prévues par les instances émettrices originales. Les *passeurs* sont tous des militants de terrain et/ou des internautes actifs, c'est-à-dire des individus bénéficiant d'une exposition privilégiée à certains moyens formels de communication. Leur souci central est d'assurer une audience maximum aux informations qu'ils présument être importantes et qu'ils s'efforcent donc de redistribuer au plus grand nombre possible d'interlocuteurs. Les opérations de propagation résiliaire de l'information auxquelles se livrent les *passeurs* se structurent ainsi selon des couplages articulant activités militantes "de terrain" et activités militantes en ligne : "J'envoie mes propres infos, je rediffuse les messages que j'ai reçus sur les forums politiques, sur les listes de diffusion ; en fait, je fais le relais, je le fais aussi de façon orale auprès des sans-papiers, dans le milieu dans lequel je travaille. Je tire pas grand chose parce que j'ai une imprimante qui marche très mal et donc ça me décourage d'imprimer quoi que ce soit. Par contre je le fais pour certains articles de journalistes de Yougoslavie et que je redonne à des gens. Pour avertir les gens aussi, tout le monde n'a pas Internet mais on sert de relais aussi, la diffusion continue et ne s'arrête pas au réseau. Après tu relayes dans ton propre réseau et si chacun fonctionne comme ça il y a une dissémination de l'information qui est beaucoup plus large et multiple. Tu peux être au courant d'un peu tout ce qui se passe dans tous les milieux associatifs.[205]"

La première fonction des *passeurs* consiste donc à faire circuler sur le réseau des réseaux des informations plus ou moins informelles qui s'élaborent au sein de cercles militants restreints. Elle consiste aussi à rendre compte d'événements de dimension locale auxquels ils vont s'efforcer de donner une plus grande visibilité, sans toutefois avoir une idée forcément très précise du contexte de reprise des données transmises (quelle est l'utilité exacte de mon action ?). Pour ce type de *passeurs*, le cadre de participation est donc essentiellement apporté par le terrain. Leur engagement en ligne ne se dissocie pas de l'expérience vécue. Ce sont les

[205] Femme, travailleur social, sans affiliation.

activités militantes auxquelles ils prennent part ou auxquelles ils assistent qui à la fois légitiment, délimitent et justifient leur accès à un territoire commun qu'ils vont utiliser afin de contribuer activement à la publicisation de certaines informations. En témoigne ce militant soutien de sans-papiers : "Il y a un usage qui est quand même important, c'est la circulation des informations concernant les actions. Ça m'est arrivé personnellement d'être informé d'actions par le biais d'Internet parce qu'un type avait eu la bonne idée en sortant de réunion, d'envoyer un mail sur *Z_pajol*. C'est le cas de C. de Clermont-Ferrand qui relaie systématiquement toutes les manifs des sans-papiers. Tout ce qui vient de Clermont, c'est elle qui diffuse. C'est hyper important et c'est d'ailleurs l'une des motivations de la création du site, c'est même son origine parce que l'on s'était rendu compte que l'on était sous informé, parce que la presse ne relevait pas tout et surtout qu'elle ne relevait les choses que par période. On s'est dit qu'il nous fallait un moyen pour être informé tous les jours, de ce qui se passe, d'où la rubrique actualité de *Pajol*. Moi, tout ce que je sais, je le marque et les gens peuvent s'y référer vingt-quatre heures sur vingt-quatre et il y a aussi la liste qui informe aussi des actions.[206]"

Cette activité de "courtage de données" tend ainsi à dessiner un espace de mise en visibilité fragile et partiel à partir duquel il devient potentiellement réalisable de faire une lecture approximative mais inédite de l'état d'un mouvement social, par reconstitution des fragments d'information soumis à lecture. Les interventions des *passeurs* contribuent donc, de ce point de vue, à rendre moins obscurs et plus lisibles les réseaux de luttes en cours en leur offrant de nouvelles capacités d'auto-représentation et donc d'auto-évaluation[207]. En permettant également la conservation des traces discursives relatant l'évolution des conflits, ce n'est rien de moins qu'une partie de la mémoire du mouvement social qui s'édifie de cette façon, au fil des messages. Avant l'apparition des listes de diffusion, l'information militante ne pouvait quasiment se narrer qu'une fois qu'elle cessait d'avoir une effectivité potentielle. Elle était utilisable pour l'expérience mais ne constituait pas un élément central de liens et de réactivité. Témoignant des nombreux méandres de la critique sociale, les productions des *passeurs* se présentent par contre comme un outil mnémotechnique de réflexivité, de décision et d'auto-organisation : "Le mouvement des sans-papiers, c'est pas une association, il y a aucune association, c'est du collectif, des collectifs. Donc sans ça, sans Internet, il n'y aurait aucun moyen d'avoir une vue d'ensemble si tant est qu'on puisse en avoir une. c'est du cent pour cent mouvement auto-structuré. Bon c'est certain qu'il y a des choses qui ne sont pas sur *Z_pajol*, c'est vrai, y compris des choses importantes comme les grèves de la faim dont certaines n'ont pas été couvertes, mais c'est parce

---

[206] Homme, universitaire militant sans-papiers.

[207] "Le site [*Pajol*] contient tous les textes rédigés par les sans-papiers aux moments forts du mouvement, depuis les premiers jours jusqu'à l'évacuation de Saint-Bernard. La page d'actualité s'est transformée, au fil des mois, en une très précieuse chronologie complète des événements, au jour le jour, couvrant une période de pr s de deux ans. Cela n'a réclamé aucun effort particulier, car c'est une simple conséquence de l'accumulation.", CHEMILLIER, M., *op. cit*.

qu'elles étaient autocentrées sur elles. N'empêche qu'on savait quand même où il y avait des grèves de la faim. On savait qu'il y en avait une à Avignon, à Marseille, etc. Actuellement, le mouvement des sans-papiers qu'est-ce qui se passe ? Il y a deux grèves de la faim : une à Lyon et une à Toulouse dont on a régulièrement des informations ; il y a les actions que peuvent faire certaines personnes par rapport aux centres de rétention, notamment le milieu libertaire, là aussi on a les infos.[208]" Les *passeurs* font également beaucoup transiter l'information d'un espace du réseau télématique à un autre, notamment par le biais des listes de diffusion, qu'ils utilisent pour leur grande capacité de dissémination : "L'information que je fais passer c'est essentiellement des messages qui sont pris sur des listes de diffusion que je renvoie sur d'autres listes de diffusion, c'est parfois des adresses Internet, parfois du couper-coller entre des dépêches *AFP*. Par exemple sur le Kosovo je suivais en continu sur "Actualités Kosovo" et j'avais des dépêches qui arrivaient très régulièrement et quand je voyais des choses intéressantes, je renvoyais tout de suite. Ça peut être aussi des e-mails que l'on m'a envoyés personnellement et que je redispatche sur les listes de diffusion.[209]"

À ce jour, aucune des listes de diffusion militantes publiques que nous avons observées n'offre la possibilité à ses abonnés d'avoir une représentation précise de la communauté opaque des acteurs à laquelle ils sont pourtant affiliés. Il est notamment particulièrement difficile, voire impossible de disposer de données véritablement fiables quant au nombre et aux attributs identitaires des co-listiers. Malgré un fort *turn over* quelques listes semblent cependant avoir trouvé une certaine stabilité et peuvent se prévaloir d'un nombre à peu près constant d'inscrits, tandis que d'autres enregistrent des baisses et/ou des hausses plus ou moins fréquentes et importantes. Dans ces conditions il est bien évidemment ardu d'évaluer la part respective des contributeurs actifs réguliers ou sporadiques ainsi que celle des individus qui jamais n'envoient de message. L'on peut toutefois estimer que sur les listes à peu près stables, le nombre des actifs réguliers représente entre dix et vingt pour cent des abonnés. Celui des actifs sporadiques évolue dans une fourchette plus large, entre quinze et vingt-cinq pour cent. Le collège invisible des non-contributeurs est ainsi la catégorie des abonnés la plus représentée puisqu'elle constitue, selon les cas, entre cinquante-cinq et soixante-quinze pour cent des co-listiers, c'est-à-dire des acteurs agrégés au dispositif technique. Cette estimation est par ailleurs confirmée par les chiffres que nous avons obtenus suite à notre enquête par questionnaire. Parmi les individus que nous avons interrogés, quatre-vingt-quatre pour cent sont effectivement abonnés à au moins une liste de diffusion militante et plus généralement à plusieurs.

Êtes-vous abonné à des listes de diffusion/discussion (LdD) ?

---

[208] Homme, psychologue, militant sans-papiers et au *PS*.
[209] Homme, universitaire, militant sans-papiers et aux *Verts*.

(n = 250)	Oui, à des LdD militantes	Oui, à des LdD dont certaines sont militantes	Non
Nombre de réponses	110 (44 %)	100 (40 %)	40 (16 %)

Or au sein de ce groupe d'internautes, soixante pour cent se contentent simplement de lire les messages qu'ils reçoivent des différentes listes de diffusion auxquels ils sont reliés, tandis que les quarante pour cent restant sont occasionnellement, voire régulièrement actifs et contribuent donc à l'alimentation de ces listes en messages.

Votre participation à ces listes militantes est plutôt...

(n = 210)	Active	Passive
Nombre de réponses	84 (40 %)	126 (60 %)

Pour les *passeurs*, le repérage des contributeurs ne peut donc s'effectuer que par l'intermédiaire d'une consultation minutieuse des archives (quand elles existent), ou bien par le biais d'un examen attentif, systématique et itératif des messages distribués[210]. Le jalonnement des non-contributeurs, non autorisé par le *script* des listes de diffusion, est quant à lui purement irréalisable, sauf à avoir été informé au préalable de la présence effective, mais non visible, de certains militants-internautes. Ne pouvant se prévaloir que d'une connaissance pour le moins partielle des individus et des collectifs fréquentant les listes de diffusion auxquelles ils sont eux-mêmes abonnés, les *passeurs* expédient donc leurs informations en partie à l'aveugle. Leurs envois sont alors soumis à un principe de *présomptions*, qui, comme le formule Nicolas Dodier, visent les *états de chose* dans le réseau. Faute de pouvoir s'appuyer sur des éléments précis quant aux profils des abonnés, les *passeurs* agissent selon un ensemble de *stratégies cognitives* qui leur sert de guide de conduite. Ils émettent ainsi des hypothèses sur l'utilité de leurs interventions, sur le nombre et la qualité des récepteurs, sur la façon dont vont être interprétés leurs messages et les effets qu'ils sont susceptibles d'entraîner, alignant par là même leurs activités de transmission sur ce faisceau de projections. Une militante précise par exemple : "Ce qui est bien c'est que tous sont raccordés à *Z_pajol*. Quand tu envoies un message tu sais par exemple qu'*Act Up* va l'avoir et tu les vois se pointer à la manif après.[211]" Dans ce cas précis, les présomptions émises s'avèrent tout à fait inexactes puisque l'ensemble des membres d'*Act Up-Paris* étaient à l'époque de la déclaration, tous déconnectés de la liste de diffusion évoquée. La chaîne de traduction supposée ici directe, est *in fine* beaucoup plus longue et convoque de

[210] Nous parlons de repérage plutôt que d'identification car l'on peut être effectivement en possession des attributs d'adressage (xxx@xxx.fr) de différentes instances émettrices faisant apparaître explicitement un nom, sans que cela garantisse toutefois qu'il ne s'agisse pas d'un pseudonyme ou d'un nom d'emprunt. Les jeux de dissimulation ou de travestissement sont relativement rares mais existent cependant.

[211] Femme, secrétaire, militante sans-papiers et à la *CGT*.

multiples actants au nombre desquels l'on compte bien évidemment d'autres *passeurs* : "Être engagé dans une activité technique, c'est créer un monde conforme à ce que l'on croit être le monde, tant que les observations n'apparaissent pas comme totalement incompatibles avec cette croyance. (...) Les présomptions visent également les activités des autres opérateurs. Là encore les opérateurs peuvent s'enfermer dans des stratégies cognitives qui peuvent ne s'avérer erronées qu'au bout d'un temps assez long.[212]" Destinées à être lues par des militants, les annonces des *passeurs* sur les listes de diffusion se matérialisent toutefois sous les yeux d'une majorité d'individus qu'ils supposent être en majeure partie des acteurs de la critique sociale, sans toutefois en avoir l'assurance. Les *scripts* bridés des listes de diffusion impliquant par conséquence des pratiques de transmission peu ciblées ne semblent cependant pas poser problème aux *passeurs* qui déclarent intervenir, avant tout, pour un premier cercle de co-listiers qu'ils identifient plus ou moins bien et secondairement pour le restant des abonnés, un peu au hasard, espérant se rendre utiles au passage.

Occasionnellement, l'usage des listes par présomptions poussent certains *passeurs* à se hasarder à des envois d'informations sur des interfaces qu'ils ne connaissent que peu, mais dont ils soupçonnent les abonnés d'entretenir des accointances particulières avec le contenu des données qu'ils s'apprêtent à distribuer. Dans ce dernier cas, l'activité des *passeurs* évoque davantage "une circulation chaotique d'énoncés à la recherche d'un public susceptible de s'y reconnaître[213]", plutôt qu'une démarche pertinente, réfléchie et orientée vers la recherche d'une réelle *efficacité*. Certaines listes de diffusion dont l'objet était pourtant clairement identifiable à l'origine, deviennent ainsi, peu à peu, de vastes forums généralistes, où les abonnés, sous prétexte de faire circuler au mieux l'information, se permettent d'évoquer tout ce qui de prêt ou de loin a trait aux problèmes de société. L'orphelinat politique de certains internautes se traduirait ainsi, sur les listes de diffusion, par cette propension à parler de tout sans ne plus avoir de spécificités.

Les pratiques développées par les *passeurs* peuvent enfin se lire comme des tentatives pour pallier la difficulté d'accès à l'information dont souffrent certains militants qui ne peuvent consulter régulièrement l'Internet. Pour que l'information produite stockée ou circulant sur les réseaux télématiques puisse également bénéficier aux militants non connectés, certaines organisations (*AC!, ATTAC, LCR*...) ont ainsi mis en place des *coordinateurs électroniques locaux* dont la mission consiste à redistribuer l'information présente sur le réseau des réseaux (essentiellement sur le *web* et les listes de diffusion) et faire en sorte que les militants non équipés ne soient pas victimes *de facto* de processus d'exclusion liés à des conditions matérielles et financières en leur défaveur : "Ici, de toutes façons, on tient vraiment beaucoup à la formule papier, il y a des tas de gens qui sont militants

---

[212] DODIER, N., *op. cit.*, p. 64-65.
[213] CHAMBAT, P., *Espace public, espace privé : le rôle de la médiation technique, in* PAILLIART, I. (dir.), *op. cit*., p. 98.

permanents et qui n'ont pas d'accès. Moi je suis le seul sur cette machine, les autres ils commencent tout juste à s'y mettre. Tout tourne encore sur papier. C'est vécu ici d'une manière très simple : je reçois une information qui est importante pour tout le monde, elle est imprimée et photocopiée dans tous les casiers voilà, tout simplement. Et c'est pas forcément moi qui vais y répondre. Une fois que c'est passé par ce circuit là, la réponse de l'association peut passer par un circuit traditionnel de fax de coups de fils, etc.[214]" Ce type de procédures répond semble-t-il d'ailleurs, à une demande exprimée à la base qui fait suite à la frustration ressentie par certains militants du monde associatif civique distancié non connectés, se rendant compte que les militants-internautes pouvaient être, à implication égale, parfois beaucoup mieux informés qu'eux[215] : "Ça ne m'est arrivé qu'une seule fois d'être en retard sur une info des sans-papiers. En travaillant à Vannes, parfois je revenais à Paris et j'en savais parfois plus que des gens de la *Commission nationale* grâce au Net. La liste des sans-papiers c'est une référence à ce niveau là.[216]"

Cette nécessité de créer des aires de contact et de rendre ainsi profitable à la plus large part des acteurs de la critique sociale, l'information disponible en ligne, va faire appel à l'usage d'une grande diversité de supports techniques et convoquer une variété de situations (en présence ou à distance) mettant en jeu des sociabilités plus ou moins lâches. Allant du simple tirage d'imprimante qui va transiter de mains en mains, à la conversation téléphonique ou l'exposé en réunion, en passant par l'émission radio[217] ou le bulletin de presse militant[218], la diffusion de l'information va ainsi entraîner des prises de contacts de nature et d'intensité variables, conduisant parfois à l'actualisation de liens inédits amenés à perdurer.

D'autres intercesseurs : les *filtreurs* et les *interprètes*

La deuxième catégorie repérable d'intermédiaires est constituée par des militants-internautes que nous appellerons les *filtreurs*. Également engagés dans des opérations de distribution capillaire de l'information, ils ne se contentent pourtant pas, à l'image des *passeurs*, de répondre aux problèmes de mise à disposition des données en diffusant l'information recueillie en de multiples directions. Ils

---

[214] Homme, chômeur, militant à *Droits devant !!*.

[215] Certaines organisations d'envergure nationale (*AC!*, *ATTAC*), ont d'ailleurs mis en place de véritables politiques d'équipement des collectifs locaux en matériel informatique.

[216] Homme, universitaire, militant sans-papiers et aux *Verts*.

[217] "On a une émission de radio qui est hebdomadaire, avec mon collectif on s'en occupe une fois par mois, on est quatre collectifs à tourner dessus et donc il y a toujours une part d'info qui vient d'Internet. C'est évident que pour préparer l'émission je vais faire un tour dans ma boîte aux lettres pour retirer ce qui a été intéressant la dernière semaine.", femme, chômeuse, militante à *AC!*.

[218] Citons l'exemple du journal *Bruits*, créé à l'initiative d'un militant d'*AC!* et qui est une publication dont le contenu rédactionnel est entièrement conçu à partir des messages recueillis sur des listes de diffusion.

entendent aussi cibler leurs interventions et se livrer au préalable à des opérations de sélection de l'information (essentiellement en ligne) qui tend à devenir pléthorique. Les *filtreurs* s'assignent donc comme cadre d'exercice de soulager les militants-internautes menacés par l'inflation des données et de leur faciliter la gestion et l'appropriation de l'information transmise. La masse d'information reçue, notamment par le biais des listes de diffusion est en effet parfois considérable et majore l'importance du travail de recension, de collation, de comparaison et de recoupement des sources.

Nombre de messages reçus et envoyés, en moyenne, par jour

(n = 250)	nombre de personnes recevant...	nombre de personnes envoyant...
... de 0-10 messages	110	188
... de 10-30 messages	77	52
au moins 30 messages	63*	10

* dont 32 qui en reçoivent plus de 50

D'une manière générale les militants-internautes reçoivent beaucoup plus de messages qu'ils n'en envoient, puisque cent quatre-vingt-huit des deux cent cinquante individus interrogés (soit les trois quarts) n'envoient pas plus de dix messages par jour tandis que cent quarante d'entre eux (plus de la moitié) en reçoivent quotidiennement plus de dix. Bien évidemment, les taux de réception importants, sont à mettre directement en rapport avec les pratiques d'abonnement parfois multiples aux listes de diffusion. En revanche, l'on ne peut affirmer qu'il existe une corrélation du même type entre le nombre de messages envoyés et le nombre d'abonnement(s) contractés auprès de listes de diffusion.

Pour être utilisée, l'information doit être évaluée et donc lue pour être triée. Or l'émondage des listes de diffusion est une opération délicate, grande consommatrice de temps qui contraint souvent les militants-internautes à ne pas exploiter certaines sources pertinentes trop prolixes. Les comportements de lecture en rapport avec les listes de diffusion peuvent d'ailleurs être envisagés selon quatre grandes catégories de pratiques : a) la lecture exhaustive des messages, b) la non-lecture (l'on ne lit pas ou plus les messages mais l'on ne désire pas se désabonner), c) la lecture partielle en fonction de l'objet des messages, d) la lecture partielle en fonction de l'expéditeur : "Moi je crains qu'il se passe sur le Net, ce qui se passe par exemple sur la liste *Ecologie_l*, qui m'exaspère de ce point de vue là, je suis obligé pour trouver de l'information de me fader une quantité de trucs gigantesques... bon dans le cadre de la liste *Ecologie_l* c'est très simple, on a une liste, le digest total de la liste et on ne peut pas aller directement au point qui vous intéresse, il faut faire défiler des tonnes de trucs et quand on a fait défiler tout ça... Moi, la liste *Ecologie_l*, je n'arrive plus à la lire, c'est une liste ouverte où les gens, tous les gens, racontent ce qu'ils veulent et qu'il y a du meilleur comme du pire. On est submergé de plein plein de choses dont on ne retient... que cinq pour cent. Le

problème c'est qu'il faut sélectionner et que je n'ai pas encore trouvé le bon système de tri sauf quand il y a ventilo et que des personnes trient pour moi.[219]"

Ces opérations d'apprêtement de l'information tentent parfois d'être organisées de façon collective afin qu'elles deviennent en quelque sorte consubstantielles à la procédure d'envoi. Les rappels à l'ordre sur les règles d'usage sont alors fréquents, voire récurrents sur certaines listes de diffusion dont une partie des contributeurs-*filtreurs* essaient (le plus souvent laborieusement) d'induire un calibrage des discours. Ils s'efforcent d'imposer une pression normative dont le résultat serait la mise à disposition pour tous les abonnés, d'éléments informationnels pré-conditionnés et immédiatement utilisables. Cette volonté des *filtreurs* d'organiser les usages a également été repérée par Jean-Louis Weissberg dans les groupes de discussion : "pas de texte flou et long (aucune chance d'être lu), ne pas ennuyer les participants, consulter les *F.A.Q.* (*Frequently Asked Questions*) pour ne pas alourdir la circulation de l'information, faire preuve de *netiquette*, bref être performant, circonstancié, opérationnel.[220]" La mise en œuvre d'un cahier des charges est alors envisagée par les *filtreurs* comme une étape préalable susceptible d'assurer la régulation des envois. Sans jamais pouvoir constituer une garantie suffisante contre les usages débridés et les débordements des internautes et *passeurs* suractifs, elle pourrait cependant servir de premier rempart à ce type d'agissement. Cette intention exprimée par les *filtreurs* désireux d'une reprise directe par les abonnés, des gages de leur organisation sociale en ligne et de la définition collective des normes de leur coopération, semble donc être en tout point conforme à l'idéal d'auto-organisation qui sous-tend les principes centraux de justice et d'action de la critique sociale par projets. Mais les propositions allant en ce sens sont en réalité peu acceptées et peu suivies.

La critique des tentatives d'aménagement des listes se fait d'abord à partir des postulats de la critique sociale par projets. Il s'agit donc, dans le langage des *économies de la grandeur*, d'un *litige*[221], c'est-à-dire un désaccord sur la justesse d'une situation. Les abonnés des listes de diffusion militantes contestent en fait la façon dont les *filtreurs* justifient ce qu'ils estiment être une nécessité, à savoir la régulation de la correspondance électronique des contributeurs. De leur point de vue, les *filtreurs* proposent un dispositif réglementaire *défaillant* freinant les potentialités d'un agencement technique pourtant susceptible d'installer les acteurs qui viennent s'y greffer dans des pratiques conformes aux normes du monde associatif civique distancié. En proposant un cadre de conduite trop contraignant ils ne mettraient ainsi,

---

[219] Homme, universitaire, militant sans-papiers.

[220] WEISSBERG, J.-L., *Présences à distance. Pourquoi nous ne croyons plus la télévision*, L'Harmattan, Paris, 1999, p. 104.

[221] "L'absence d'un attachement des états de grandeur aux personnes est donc propice à ce que nous appellerons un *litige*, c'est-à-dire un désaccord sur les grandeurs des personnes, et donc sur le caractère plus ou moins juste de leur distribution dans la situation. La contestation de cette distribution est instruite dans un procès qui porte sur la factualité des éléments qui ont été engagés pour établir les grandeurs.", BOLTANSKI, L., THÉVENOT, L., *op. cit.*, p. 168.

pas assez en valeur les listes de diffusion au mieux de leur *grandeur*. Le reproche est double. Il porte en premier lieu sur le danger, ou plutôt la peur, de voir les abonnés dépossédés de leur liberté d'expression (même si *de facto* peu en font vraiment usage) et de l'opportunité qui leur est offerte de se faire entendre sans autres conditions discriminantes que celles de l'accès et de la maîtrise *a minima* des procédures d'envoi et de réception du courrier électronique : "Ce qu'il y a d'intéressant et d'assez unique là-dedans, c'est qu'il y a tout d'un coup des gens qui se pointent et on ne demande ni qui, ni quoi, ni où, c'est ça qui est intéressant, ce qui compte ce n'est pas qui tu es mais ce que tu vas écrire et je dis bien "écrire", pas "dire" ! Et quelqu'un peut paraître tout de suite un peu bruyant parce qu'il ne maîtrise pas le discours écrit, alors qu'il a peut-être des choses intéressantes à dire.[222]"

En second lieu, la crainte exprimée porte sur l'introduction d'un régime de légitimité qui serait très nettement en la faveur des porte-parole autorisés, des élites militantes et des experts. Détenteurs d'un fort potentiel d'adaptation et capables d'une prise de parole supposant des compétences particulières, ils pourraient, croit-on, répondre rapidement aux exigences édictées et imposer leurs discours, ce qui reviendrait, à terme, à confisquer une parole dont les militants-internautes ont pourtant encore, pour la plupart, bien du mal à se saisir : "Quand on a une catégorie de population qui n'a longtemps parlé que par le biais des détenteurs officiels de la parole, pour les homos ça a été longtemps des médecins, le fait de pouvoir s'emparer pleinement d'un média sans avoir à passer par des intermédiaires est essentiel. Le Net est jusqu'à présent le seul moyen qui permet de s'exprimer sans intermédiaire. Ce phénomène de prise de parole sans passer par les porte-parole officiels est très important pour les homosexuels qui ne sont pas prêts à faire marche arrière.[223]" Même si certaines des figures que l'on vient de citer sont des *grands* de la critique sociale par projets dont une prédominance renforcée pourrait être considérée comme un progrès, celui-ci ne peut véritablement valoir que dans la mesure où il bénéficie aussi aux *petits*. Or les attendus positifs de cette situation monopolistique n'étant pas garantis pour tous, la situation d'exclusion à laquelle seraient confrontés les contributeurs "moins *grands*" ne se justifierait donc pas.

> **Les intellos et les autres**
>
> Tout le monde a certainement sa place au cœur du débat, mais plus on avance et plus j'ai l'impression d'être "larguée" lorsque les échanges prennent un ton technique. Je m'aperçois qu'il me manque une foule de connaissances sur le monde de la finance et l'économie pour participer à la discussion. J'ai compris en vous lisant les uns et les autres, que l'essentiel est justement dans ce volet technique et que les idées généreuses ne suffisent pas pour participer à l'élaboration de la T(axe)T(obin). Je continue néanmoins à vous lire avec intérêt, j'apprends une foule de choses même si je ne comprends pas tout! Suis-je la seule dans ce cas?

[222] Homme, enseignant, militant à *ATTAC*.
[223] Homme, informaticien, militant à *Gays et Lesbiennes Branchés*.

> Amicalement
> MM R
>
> **http://atlas.attac.org/talk/archive/199805/msg00078.html**

Certains *filtreurs* expriment aussi la volonté de mettre en place de véritables stratégies de veille informationnelle dont les objectifs sont à la fois de repérer les sources pertinentes d'information, de les exploiter et les traiter, pour enfin les mettre à disposition sous une forme plus facilement appropriables par les destinataires. À cet égard, les *filtreurs* effectuent donc des opérations spécifiques de calibrage de l'information (revues de presse, résumés, synthèses de documents, *digests* divers, etc.) à l'attention d'individus ou de collectifs qui sont toujours clairement identifiés. À l'opposé des *passeurs* dont le but premier est la ventilation tous azimuts, les *filtreurs* développent des activités plus nettement orientées et se soucient davantage du contexte de réception. Ils sont engagés dans une démarche volontaire dont une des conditions préalables est de bien connaître ceux pour qui seront produits ces nouvelles traces considérées plus lisibles. *Filtreurs* et bénéficiaires du filtrage partagent donc généralement des réseaux de sociabilités pré-constitués, plus anciens, pérennes et se fréquentent régulièrement ou se rencontrent sporadiquement dans le cadre de leurs activités militantes. Le type d'intercession dont sont porteurs les *filtreurs* tend donc moins à s'exercer entre des informations et des internautes qu'entre des militants par ailleurs internautes : "Le boulot que je fais à l'international sur les listes anarchistes, il y a d'autres copains à la fédé qui font la même chose sur les listes du mouvement social, ils récupèrent ça et envoient ce qui semble intéressant. Moi j'ai plus de quatre cents messages dans ma boîte par semaine. Donc je ne peux pas tout lire et c'est aussi l'avantage d'être organisé, ça aide beaucoup. On est aussi abonné via d'autres copains militants encore, à des listes de lutte contre les sectes ou ce genre de chose. Et quand ils estiment qu'il y a quelque chose qui mérite attention ils l'envoient sur nos listes ou en font une synthèse et me l'envoient perso. On est spécialisé en quelque sorte et être organisé ça sert aussi à ça, à suivre à beaucoup ce que l'on ne serait pas capable de faire tout seul. Assez régulièrement par exemple, j'ai des nouvelles de *Conflits_l*.[224]"

Il est par ailleurs intéressant de noter que les procédures logicielles qui autorisent un filtrage automatique des données en ligne (filtres des navigateurs, agents intelligents, routeurs automatisés, outils de cartographie et autres *push technologies*), parfois très simples d'utilisation, ne sont toutefois que très peu usitées. Il est vrai peu connues, ces solutions logicielles dont l'utilisation relèverait selon Jean-Louis Weissberg du principe d'*auto-médiation* (principe décrivant un mouvement de substitution des intermédiaires humains par des *actants* non-humains) sont également considérées comme étant encore trop peu fiables par les militants-internautes qui ont pu les tester. Les principaux reproches avérés étant de mal s'accorder aux attentes personnelles exprimées et se trouver dans

[224] Homme, universitaire, militant à la *Fédération Anarchiste*.

l'impossibilité de pénétrer, donc de travailler sur certaines mémoires numériques essentielles. La médiation technique des programmes informatiques n'apparaît donc pas comme une modalité idéale de filtrage et d'assistance à la recherche. Elle n'annonce en rien l'éviction des intercesseurs humains et de leur subjectivité intuitive au profit d'un *self-service* informationnel "objectif" mais peu flexible.

Les *interprètes* constituent enfin notre troisième et dernier groupe spécifique d'intercesseurs. Ce sont avant tout des *aides cognitives* qui se distinguent par la qualité scientifique de leurs discours et la pertinence de leurs commentaires. Ils évaluent l'information mise à disposition sur les listes de diffusion, effectuent des recoupements avec d'autres sources et d'autres types d'écrits, mettent en perspective, font émerger des problématiques... Tout comme les *filtreurs*, les *interprètes* deviennent donc d'autant plus utiles que la quantité d'information est importante et nécessite une hiérarchisation. Ils officient sur le registre des idées, accompagnent l'internaute qui ne sait pas toujours comment apprécier un texte et interviennent pour souligner les marques de fiabilité d'un document ou pour (in)valider une intervention : "Moi j'ai besoin de lettres, de textes, de gens qui font des synthèses. Je me rappelle, une des premières réunions d'*ATTAC* à Caen, si j'avais pas eu le texte de Luc Douillard sur les treize solutions pour taxer les transactions financières, j'aurais été embêté... Je ne suis pas économiste de formation et je n'y connais rien ! Quand les gens posaient des questions je disais : " il y a treize propositions, il y a un type qui a fait treize propositions sur la façon dont on peut taxer les transactions financières. Il n'y a pas que la taxe Tobin. Tiens, je t'en lis une, je t'en lis deux !" Ça c'est un élément ultra important.[225]" Comme nous l'avons vu, les néo-militants sont de plus en plus impliqués dans des logiques d'expertise. Cette orientation qui valorise la production et l'évaluation des savoirs autorise du même coup l'intervention des *interprètes*, qui, même s'ils ne sont pas toujours des militants, peuvent cependant, grâce à leurs productions expertes, devenir des aides légitimes et sollicitées. Ils sont donc potentiellement, eux aussi, des *grands* de la critique sociale par projets parce qu'ils aident à apprécier un texte, à produire une contre-expertise ou à donner une valeur inédite à une quelconque création discursive. Ce sont des pourvoyeurs de sens qui, de par leur qualité d'analystes, peuvent devenir de précieux repères et assister les (militants)-internautes dans la constitution de leur propre réflexion. Leur *état de grand* peut toutefois être dénoncé par certains militants qui estiment qu'une implication authentique ne saurait se négocier uniquement par le biais de l'écrit, c'est-à-dire sans que les *interprètes* (mais la remarque est aussi valable pour les *passeurs* et les *filtreurs*) aient à s'impliquer autrement que sur les listes. L'engagement sur réseaux, aussi utile soit-il, n'est donc valorisé qu'en tant qu'activité militante complémentaire.

[225] Homme, universitaire, militant à *ATTAC*.

Passeurs, *filtreurs* et *interprètes*, sont donc tous de nouveaux *mailleurs*, susceptibles d'asseoir le fonctionnement des agents du monde associatif civique distancié. Avant tout courtiers en information, ils peuvent également se livrer à différentes opérations de mise en forme (résumés, synthèses, analyses, etc.) et développent, souvent à leur insu, des capacités d'intéressement pouvant attirer l'attention de nombreux autres internautes qui vont actualiser, réinvestir et utiliser les données transmises.

Listes de diffusion, flux d'information et débats en ligne

Si les processus de transmission, de partage et d'ordonnancement de l'information sont des procédures valorisées par les acteurs du monde associatif civique distancié, il en va tout autrement des conduites bavardes (interventions non ou mal ciblées, palabres expressives et egocentrées, digressions, conversations identitaires) ou polémiques (confrontations d'idées, altercations, attaques personnelles). Les militants-internautes les considèrent comme inutiles et contre-productives au regard de la fonction pratique qu'ils attribuent au réseau des réseaux et plus particulièrement aux listes de diffusion publiques : "Les listes c'est bien mais en même temps faut pas que ça tourne aux babillages ou aux discussions sans fin. Il m'arrive des trucs que je redistribue en interne, mais je ne peux pas redistribuer les bavardages, parce qu'il y en a en fait de trop. Les gens qu'il y a sur les listes, il faut qu'ils veillent à ne poster que des trucs intéressants, pour vraiment avoir quelque chose d'efficace.[226]" Soixante pour cent des internautes-militants que nous avons interrogés déclarent ainsi être uniquement impliqués dans des processus de transmission d'information (heures de réunion, comptes-rendus, actualités des organisations, etc.). Dix pour cent affirment effectuer, en plus, du travail collaboratif (expertise, amendement de textes...) et huit pour cent seulement participent, au surplus, à des discussions ou des débats. Vingt-deux pour cent des personnes consultées stipulent enfin avoir des pratiques de courrier électronique en rapport avec des formes d'échanges variées et plus élaborées.

Si vous échangez avec des militants, quelle est la nature de ces échanges ?

(n = 250)	Seulement transfert d'informations (TI)	TI + discussions débats	TI + travail coopératif	TI + discussions + travail coopératif
Nbre de réponses	150 (60 %)	20 (8 %)	25 (10 %)	55 (22 %)

[226] Homme, salarié et militant à *Act Up-Paris*.

L'ensemble des individus déclarant échanger des informations, prendre part à des débats et travailler de manière collaborative via le courrier électronique sont par ailleurs tous des utilisateurs quotidiens de la messagerie électronique. Quatre-vingt-quinze pour cent d'entre eux sont également des militants associatifs, syndicaux et/ou politiques qui entretiennent ces différents types de relations avec des membres de leur(s) organisation(s). Les disputes et autres *litiges* ne sont donc finalement tolérés que ponctuellement (sur les listes de diffusion privées réservées aux communautés militantes constituées qui les ont mises en place) et seulement dans la mesure où ils relèvent d'une démarche visant à faciliter l'expression de controverses internes et temporaires entre membres d'une même "tribu". L'usage généralisé et non discuté des listes de diffusion publiques (ouvertes à tous et trompeusement rebaptisées parfois "liste de discussion") n'est donc pas anodin. Il souligne la volonté d'imposer avec l'aide de la technique, des règles d'usages bridant l'expression conflictuelle des idées et opinions au profit d'interactions diffuses non focalisées, *i.e.* réappropriables par le plus grand nombre. Les formats d'activité liés à l'usage public du courrier électronique sont alors surtout stabilisés autour de la production d'information et de sa diffusion : "Pas de débats, mais ça c'est normal parce que j'interviens sur des choses concrètes, ce n'est pas un débat d'idées, le débat d'idées il se fait en réunion, au sein du collectif. Ça sert à rien de discuter à bâtons rompus sur une liste à part freiner tout le monde.[227]"

Ce qui est apparemment rejeté par les militants du monde associatif civique distancié depuis la critique sociale par projets, c'est donc l'ensemble des pratiques électroniques qui tendraient à favoriser les divergences, freineraient la transmission de l'information et attenteraient finalement aux impératifs d'utilité et de fluidité profilant l'archétype du militantisme fonctionnel : "L'autre truc aussi, moi ça me gonfle mais bon..., c'est toutes les polémiques à la con, des discussions qui n'en finissent pas : "Ah il a dit ça, il a fait ça machin, il est inféodé, il est dans les allées du pouvoir, etc." On a reçu un mail il y a trois jours d'un mec sollicité par un comité local d'*ATTAC* et qui explique pourquoi, lui, il ne veut pas adhérer à *ATTAC*, il a fait dix pages... Bon... après tout c'est un média, c'est tribune libre, c'est un avantage, mais ça a l'inconvénient pour les gens qui bossent avec, c'est qu'on se retrouve face à une diarrhée verbale qui nous ralentit.[228]" Ce que dénoncent les néo-militants dans la tenue de débats en ligne c'est donc leur supposé pouvoir de nuisance sur l'intérêt et la confiance des militants-internautes envers les structures tant digitales que "réelles" auxquelles ils participent : "Par moment il y a des engueulades terribles et, ça m'est arrivé d'envoyer des petits messages en disant : "on s'aime tous, on se calme". Ça nous arrive même de faire des réunions entre nous, pour régler des problèmes qui sont essentiellement liés à des discussions qui ont eu lieu sur Internet, ou bien dans les réunions où on prend un quart d'heure pour régler les problèmes entre machin et machin. Ces problèmes là n'existaient pas avant et on s'en passerait

[227] Femme, secrétaire, militante sans-papiers et à la *CGT*.
[228] Homme, chômeur, militant à *Droits devant !!* et à *ATTAC*.

bien.[229]" Ils dénoncent également la vacuité des polémiques qui ne permettent pas, *in fine*, de dégager dans le cours des débats électroniques un "consensus" des participants, seul susceptible, à leurs yeux, de faire la preuve du caractère profitable de ces dernières. L'inaptitude d'un bon nombre des contributeurs à ordonner leurs discours, la faiblesse structurelle de leur démonstration ainsi que leur difficulté à mettre en avant de réels arguments, entraînent la plupart du temps une absence de capacité à conclure de façon publique.

Comme le notent Valérie Beaudouin et Julia Velkovska : "La focalisation d'une interaction, le passage d'une relation à plusieurs [en l'occurrence un-tous] à une relation duelle, s'accompagnent d'un changement de support de communication ou d'une utilisation parallèle de plusieurs supports.[230]" Beaucoup des débats entamés ou des demandes de renseignements effectuées en ligne se déportent ainsi vers la sphère du privé et se terminent selon un mode d'échange de type interpersonnel, de nature électronique ou même téléphonique. Les interactions publiques et focalisées, c'est-à-dire précisément ciblées mais portées en même temps à la lecture des abonnés, sont d'ailleurs perçues par les militants-internautes comme des actes intrusifs répréhensibles parce qu'ils entravent une compréhension immédiate des contributions. Chaque message doit être une entité autonome et close sur elle-même qui idéalement ne doit pas faire référence à des éléments discursifs dont le lecteur ne pourrait disposer instantanément. Les militants-internautes défendent à cet égard une conception immanente du sens : "Il y a des gens qui répondent sur la liste publique à une personne en particulier et même parfois répondent sur la liste à des choses qui n'ont pas été diffusées sur la liste, donc qui ont été des mails privés. T'as donc des bouts de débats qui n'ont pas de sens et polluent la liste.[231]"

Face à cette résistance de fait, interdisant l'émergence du produit des discussions et des arbitrages, les débats en ligne sont déconsidérés et envisagés comme une forme de glose stérile et vaine, le plus souvent produite en pure perte : "Ce qui sur *Z_pajol* m'a le plus intéressé c'est 1) l'actualité, l'info sur les manifs, sur ce qui se passait à droite et à gauche, 2) la mise à disposition de documents de type revue de presse, dossier de presse, textes de loi. Par contre, tous les débats idéologiques m'ont globalement emmerdé parce que là, il faut une proximité. Si vous échangez à distance de manière idéologique il n'y a pas de raison d'évoluer ou de faire évoluer vos positions. La refonte de votre propre idéologie elle ne peut se faire que dans des rapports pratiques et affectifs. À distance ? On s'engueule ![232]" C'est ainsi que le comité d'organisation des *Marches Européennes*, après avoir mis en service durant un temps, une liste de discussion dont le *script* permettait à chacun des abonnés de poster ses propres messages, s'est octroyé le droit de retirer cette

[229] Femme, ingénieur, militante à *Chiche* et aux *Verts*.
[230] BEAUDOUIN, V., VELKOVSKA, J., "Constitution d'un espace de communication sur Internet", *Réseaux*, vol. 17, n° 97, *op. cit*., p. 128.
[231] Homme, chômeur, militant au *MNCP*.
[232] Homme, chercheur, militant à *Droits devant !!*.

offre afin de pouvoir garder un certain contrôle sur le contenu des données et écarter *de facto* les contributions parasites suspectées de couvrir les interventions majeures émanant, elles, des organisateurs : "Les objets assurent, du fait des scripts qui sont inscrits en eux, une certaine stabilité dans le partage entre ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas[233]". La volonté de maîtrise des flux d'information et le déni de l'examen contradictoire des opinions révélent en fait l'attachement de certains militants à la critique sociale par plans qui fixe encore les normes essentielles de l'organisation du dispositif contestataire[234]. Les possibilités offertes par l'Internet de sortir des temporalités instituées et des scènes légitimes habituelles pour investir de nouveaux espaces d'expression où se déplaceraient les discussions délibératives sont ainsi envisagées avec méfiance par les militants-internautes. Sous l'apparence d'un examen se faisant depuis la critique sociale par projets, ils manifesteraient en fait une difficulté à débattre en dehors de l'habituelle co-présence physique, caractéristique des échanges encadrés du militantisme traditionnel.

Le travers réprouvé de la *suractivité* digitale serait aussi une façon détournée de condamner l'opportunité d'une prise de parole libérée au maximum des contingences extérieures. Celle là même qui s'émanciperait des cadres normatifs ayant cours au sein du monde associatif civique d'allégeance et s'exprimerait sans autorisation préalable. *De facto*, les listes de diffusion peuvent être effectivement décrites comme des scènes d'apparition, mais elles ne se présentent cependant pas comme de nouveaux lieux de formation du consensus où sont délibérées des questions politiques ou pragmatiques par une confrontation publique d'arguments. Il n'est donc pas étonnant de constater que les dispositifs de communication sur réseaux tels *IRC*[235] ou *ICQ*[236], dont les *programmes d'action* faciliteraient *a priori* la manifestation d'un dialogue et d'une parole polémique, sont *in fine* très peu fréquentés par les acteurs du monde associatif civique distancié. Les trois quarts des militants-internautes interrogés ne se servent par exemple jamais des interfaces de type *forum*, qu'elles soient liées d'ailleurs au World Wide Web ou bien à Usenet[237]. Certains d'entre eux affirment même ne pas savoir du tout à quel type de configuration technique cela correspond véritablement.

Consultez-vous des forums de discussion ?

---

[233] DODIER, N., "Remarques sur la conscience du collectif...", *art. cit*., p. 137.

[234] "La "langue de bois" est une, et ne tolère aucun discours divergent ; elle suppose un corps uni, dans une logique de combat où la moindre discordance pourrait donner prise à l'adversaire.", ION, J., *op. cit*., p. 70.

[235] *IRC* est l'abréviation d'"*Internet Relay Chat*". Ce protocole fut initialement créé par Jarkko Oikarinen en 1988. Il permet à des utilisateurs de s'écrire en temps réel. À la différence de *Talk* qui permet de communiquer à deux, IRC permet de discuter à plusieurs. À notre connaissance, les potentialités de l'IRC n'ont été convoquées qu'une seule et unique fois, par les mouvements de chômeurs, lors des occupation des agences *ASSEDIC* (IRC #antenneassedic).

[236] *ICQ* est l'abréviation d'"*I seek you*". Autre type de protocole, il offre la possibilité de discussions écrites synchrones avec sélection de partenaires.

[237] *Usenet* est un des nombreux réseaux de l'Internet Il a pour particularité d'abriter les *newsgroups*.

(n = 250)	Oui, des forums non-militants	Oui, des forums dont certains sont militants	Non
Nombre de réponses	47 (19%)	15 (6%)	188 (75%)

Parmi les soixante-deux individus ayant un usage des forums de discussion, seuls quinze d'entre eux fréquentent des forums dont certains seulement traitent de thématiques militantes : "L'information des forums n'est pas du tout pareil ! les listes de diffusion sont militantes et les newsgroups pas du tout. Chacun donne son avis, etc. Les news c'est monsieur tout le monde qu'est pas plus militant qu'un autre et les gens qui sont militants en général ils n'y vont pas. Bon c'est vrai que tu t'épuises rapidement si tu te fais un devoir de répondre à toutes les conneries que tu vois, tu t'épuises ! Le mieux c'est donc de ne pas y répondre, de balancer tes messages au cas où ça intéresserait quand même quelqu'un et puis c'est tout.[238]" Et parmi ces quinze personnes, uniquement cinq individus affirment prendre part activement aux échanges et à l'envoi de messages, tandis que les dix autres se contentent d'une simple lecture des contributions. Ces cinq usagers actifs nous ont par ailleurs tous déclaré fréquenter de moins en moins ce type d'interface. Tous sont également des individus ayant de grandes compétences techniques (parfois du fait de leur profession) et une utilisation de l'Internet longue d'au moins six années. Ils ont donc été naturellement amenés à fréquenter les *newsgroups*, qui à une époque constituaient les seuls espaces d'expression publique et politique du Net. Ils semblent néanmoins ne plus être aujourd'hui disposés à s'investir sur les forums existants dont les contributions effectives ne font pas la preuve de la présence de contributeurs susceptibles d'être intéressés par des informations émanant ou traitant du mouvement social.

Une valorisation de la prise de parole individuelle ?

Le modèle d'usage que décrivent les réseaux télématiques offre pourtant en certaines occasions les bases matérielles d'une remise en cause partielle de l'exercice de l'autorité et des valeurs collectives de référence. Christophe Aguiton et Daniel Bensaïd notent, par exemple, que les nouvelles technologies sont ainsi mobilisées afin de court-circuiter l'information verticale des appareils : "Rien de plus facile aujourd'hui que d'organiser des téléconférences téléphoniques en multiplex entre différents dépôts de chemins de fer, entre villes, entre hôpitaux, centres postaux... Ainsi la consultation permanente et rapide de la base sur les décisions tactiques, les propositions apparues dans les négociations, réduit d'autant

[238] Femme, travailleur social, sans affiliation.

la marge de délégation de pouvoir et l'autonomie des directions syndicales.[239]" L'utilisation du courrier électronique et notamment des listes de diffusion rend possible une redistribution de la prise de parole et plus généralement de la participation. Elle vise à l'amoindrissement des processus de délégation au profit d'une expression militante libre, publique, directe et transversale qui se visibilise sur des espaces de communication dégagés de toute censure a priori : "Ce qui est sûr c'est que la *Chiche liste* n'est absolument pas modérée ou filtrée et si quelqu'un n'est pas content, il le dit immédiatement, sans aucun coût et à soixante-dix personnes. La parole est beaucoup plus libre, chacun se censure beaucoup moins.[240]"

Le recours à la médiation télématique permettrait alors d'instituer de nouveaux rapports entre la base et le sommet, fondés sur l'existence d'échanges horizontaux s'instituant hors cadre hiérarchique et empruntant à la structure neuronale des réseaux télématiques. L'énonciation individuelle qui est, de fait, la forme discursive électronique la plus répandue, se présente comme un des éléments symptomatiques de l'émergence de ce que Jacques Ion nomme l'*acteur individu concret* qui refuse la délégation de la parole de soi. La grande majorité des messages envoyés aux listes de diffusion se caractérisent en effet par leur caractère individuel et témoignent aussi parfois d'une défiance affichée à l'égard de la parole d'organisation, considérée comme le déni d'un fonctionnement collectif qui se voudrait le plus horizontal possible : "Il y a une liste d'*AC!* qui s'appelle *Ac_info*, qui est supposée être juste une liste d'info officielle d'*AC!* et qui sort de je ne sais où, de la rue d'Avron [siège national d'*AC!*]. C'est une liste qui ne fonctionne pas du tout. Tout le monde s'en fout et c'est normal, parce que toutes les informations importantes elles passent toutes sur *Ac_forum*, où tout le monde peut les envoyer et tout le monde peut les lire. Il n'y a pas cette sorte de parole qui émanerait de la direction ou de l'autorité. Il n'y en pas... enfin, en tout cas, c'est le fonctionnement qu'on essaye d'avoir.[241]" Conformément aux dynamiques de l'engagement distancié qui s'incarnent dans ces dispositifs de communication sur réseaux, l'expression individuelle, singulière et multiple devient donc le régime général d'intervention et la condition d'élaboration de celle, plus vaste, du collectif, qui se construit en partie sous les yeux des contributeurs.

Sur les interfaces privées dont l'usage est réservé à des communautés militantes constituées, les divergences de points de vue, la polémique ou le "*parler vrai*", sont nettement plus présents et tolérés que sur les listes de diffusion publiques. Ce qui est énoncé au nom du collectif émerge davantage comme la réappropriation de la parole par les énonciateurs individuels : "Internet c'est un outil pratique, on ne peut pas dire le contraire. En même temps c'est un outil agréable parce qu'il donne le temps de réfléchir. Ce n'est pas en réunion où on a beaucoup de débats qu'on peut toujours réfléchir, alors qu'un échange sur le Net ça donne d'abord le temps de le lire tranquillement chez soi et de prendre le temps d'y répondre, d'essayer de formuler de

[239] AGUITON, C., BENSAÏD, D., *op. cit.*, p. 76.
[240] Homme, étudiant, militant à *Chiche* et aux *Verts*.
[241] Femme, chômeuse, militante à *AC!*.

manière un peu plus recherchée qu'au cours d'une réunion où on n'a pas forcément les meilleurs arguments au bon moment. C'est un peu comme une opportunité supplémentaire pour s'exprimer." Le même militant précise toutefois : "Il y a des gens qui sont bien meilleurs internautes, qu'orateurs. Mais au bout du compte, la tendance reste quand même conservée. Les gens qui n'ont pas la parole en réunion très souvent, parce qu'ils n'osent pas la prendre et rentrer dans les débats polémiques, ne s'expriment pas forcément beaucoup plus sur les listes.[242]"

Autonomie, singularité et initiatives personnelles s'énoncent donc bien concrètement en certaines occasions au sein des flux digitaux hétérogènes qui contrastent avec la relative fixité de ce qu'est ou pourrait être la voix officielle d'une organisation, supposée ne pas être souillée de considérations personnelles. Les contributions des listes de diffusion sont ainsi, la plupart du temps, d'abord les expressions personnelles des internautes avant d'être des témoignages d'adhérents engagés au sein d'un groupement, fut-il en ligne.

> **Date: Fri, 25 Jun 1999**
> **From: <.....@paris7.jussieu.fr>**
> **Subject: Communiqué de presse démocratie locale**
>
> Bonjour à tous (et désolé pour "l'avalanche" de messages mais l'actualité est dense !) Ci-joint un communiqué de presse envoyé ce matin pour informer de la pétition lancé par le collectif. Je sais c'est pas démocratique, on s'est pas réuni pour en discuter collectivement. On en a juste parlé entre ceux qui se sont retrouvés cette semaine à la réunion inter-associative et accéléré "le pas" car il y a samedi les assises de la démocratie locale du PS parisien et donc potentiellement "une petite fenêtre de tir médiatique". Il s'agissait donc d'informer de la pétition qui circule dans l'arrondissement. (...) SI VOUS VOULEZ ME FUSILLER parce c'est pas démocratique et que je suis un vilain manipulateur, allez-y. Mais que vos critiques soient explicites, s'adressent à moi qui suis seul responsable de ce communiqué, et que cela ne soit pas des procès d'intention qui ne disent pas leur nom.
>
> **A+ M.**

L'usage du courrier électronique favorise ainsi l'énonciation individuelle, une expression non achevée et révisable à tout moment qui tend à aller dans le sens d'une modification du statut de la parole et de la délibération collective : "Ce qui se trouve le plus souvent requis, c'est l'expression singulière d'une personne et non plus celle d'un collectif. En réalité, on sait bien que ce qui est mis en cause c'est moins la parole d'un collectif d'adhérents que celle précisément d'un "appareil" qui confisquerait l'expression de l'ensemble des sociétaires.[243]" Cette tendance à la distanciation vis-à-vis des structures se lit également dans les interpellations ponctuelles des porte-parole organiques et autres responsables associatifs, syndicaux ou politiques. Ce sont les mécanismes de délégation et de représentation

[242] Homme, universitaire, militant au *Collectif citoyen du Xe*.
[243] ION, J., *op. cit.*, p. 70.

qui sont alors dénoncés. La valorisation d'une expression plurielle susceptible de rendre compte au mieux des tendances minoritaires ne pouvant être le monopole des dirigeants, passe ainsi par la volonté d'une critique de la parole officielle qui voudrait être systématique, mais *qui de facto* ne l'est pas. Quand celle-ci prend forme concrètement, elle ne manque jamais de souligner la nécessité fantasmée et exprimée par la base, de négociations plus collégiales et plus transparentes, c'est-à-dire plus démocratiques.

> **Monsieur J.**
>
> On Tue, 23 Mar 1999, FP wrote:
> > Cher Monsieur J.,
>
> (...)
>
> >Je vous ai sollicité plusieurs fois, vous ne m'avez jamais
> >répondu. Peut-être, êtes vous débordé, je peux le >comprendre.
> Mais c'est bien dommage, si vous possédez une >fonction de
> coordination, de ne pas essayer de dialoguer, >d'être le relais
> moteur entre nous et PARIS. En tout état >de cause, il ne pourrait
> qu'en ressortir, du positif, une >émulation, une construction
> réellement démocratique et >enrichissante de notre stratégie.
> >Ce jour, je vous demande réellement d'intervenir auprès de >la
> direction , pour qu'elle apporte réponse aux questions >posées.
> Non seulement pour moi, mais pour des centaines >d'internautes
> qui se posent certainement également des >questions.
>
> >Soyez vraiment notre coordinateur. Les enjeux sont de trop
> >d'importance pour que nous restions dans l'expectative ....
> >D'avance, je vous en suis gré.
> >Le courrier concerné est transmis ce jour en recommandé >avec
> AR.
>
> >Peut-être au plaisir de vous lire.
> >amicalement
> >Nelly
> >Simple citoyenne et fière de l'être
>
> **http://atlas.attac.org/talk/archive/199903/msg00316.html**

En s'appuyant sur les travaux menés par Albert Hirschman[244], il est possible d'envisager l'interpellation des délégués comme la traduction digitale d'une des trois modalités possibles de l'expression du mécontentement des contributeurs à l'égard des positions et/ou du fonctionnement d'un groupe, en l'occurrence militant. La dénonciation d'un état de fait insatisfaisant s'effectue d'après Hirschman selon trois orientations : la *défection* (*exit*), la *prise de parole* (*voice*) ou la *loyauté* (*loyalty*). La voie de la *défection* est empruntée par les individus qui considèrent que la défaillance de l'organisation est telle, qu'ils n'ont d'autre option que de se désolidariser de cette dernière en la désertant (momentanément ou définitivement). Généralement silencieuse car s'exprimant prioritairement sur le mode de l'absence

[244] HIRSCHMAN, A., *Défection et prise de parole*, Fayard, Paris, 1995.

(désertion des rendez-vous militants, non renouvellement de l'adhésion, etc.), la défection peut se faire plus bruyante, passer par une phase préalable en endossant les atours de la justification écrite pour se rapprocher ainsi fortement de la *prise de parole*[245]. Supportée par les technologies de l'Internet, l'insatisfaction à l'égard des structures de la critique sociale tendrait donc à s'inscrire davantage dans un registre protestataire où la prise de parole dénonciatrice aurait tendance à être portée sur la place publique (il s'agit là, surtout d'interventions effectuées sur des listes de diffusion privées), c'est-à-dire mise à disposition d'un cercle élargi de militants-internautes. D'autre part, ce type de critique peut être, sur les listes de diffusion publiques, également pris en charge par des internautes non militants mais susceptibles d'intervenir sur le strict plan des idées. Leurs points de vue se visibilisant au sein d'un espace égalitaire pourraient alors bénéficier d'une attention de la part de militants également internautes. L'émergence d'une parole contestataire individuelle pouvant se lire comme le symptôme d'une montée en puissance des processus d'individuation n'assure cependant pas que cette dernière soit prise en compte par les instances mises en cause : "On a ouvert une liste qui s'appelle *Forum_ptt* et qui est à inscription automatique, dès que l'on envoie un message sur la liste on est inscrit. Par rapport au Kosovo par exemple, sur le forum il y avait des contestations. Ce qui nous a pas mal déstabilisé parce que d'habitude on est contesté par des structures. Là on était contesté par des inconnus. Là, ça a permis à des gens de s'exprimer alors qu'ils ne s'exprimaient jamais. C'est un nouvel espace d'expression et ça c'est positif mais en même temps on ne sait pas qui c'est. Ça nous a fait percevoir qu'il y avait un problème au-delà de la couche militante qui est toujours plutôt portée à critiquer. Là, on avait des réactions de gens qui n'étaient pas forcément des militants et ça déstabilise parce que tu ne sais pas où agir. Les structures on les a devant nous, on les connaît, on peut débattre et s'engueuler mais là... c'est vraiment difficile parce qu'en plus l'écho est plus grand qu'en réalité. Quand tu as trois messages critiques à suivre c'est tout de suite la révolution parce qu'il n'y a de toute façon que la contestation qui s'exprime et c'est difficile pour nous. On ne savait pas si il fallait répondre, parce que *Forum_ptt* n'est pas un lieu de décision. Est-ce qu'on devait blinder sur notre position ou bien... finalement on a décidé de ne pas répondre et laisser l'expression se faire. Mais ça pose problème parce que la réaction des gens qui écrivent c'est : "qu'est-ce qu'ils pensent là-haut ? Ils nous répondent pas, est-ce que c'est pris en compte ? ils s'en foutent !" C'est compliqué, ça déstabilise. Le problème qu'on a avec ça c'est celui de la démocratie : comment tu prends en compte l'avis de ceux qui ne parlent pas par rapport à ceux qui s'expriment ? Il y en a un qui fout le bordel et qu'est-ce que tu fais ? Pour le moment on ne sait pas faire et c'est très déstabilisant pour une structure. Ce qui nous pose

[245] La *prise de parole* peut prendre des allures différentes, "que ce soit en adressant des pétitions individuelles ou collectives à la direction en place, en faisant appel à une instance supérieure ayant barre sur la direction ou ayant recours à divers types d'action, notamment ce qui ont pour but de mobiliser l'opinion publique.", HIRSCHMAN, A., *Face au déclin des entreprises et des institutions*, Éd. Ouvrières, Paris, 1972, p. 36.

question c'est ça, c'est la représentativité d'une parole. Si tous nous disent : sur le Kosovo c'est pas ça qu'il faut faire, c'est facile, mais quand tu n'en as que trois... ils ont cependant un poids par rapport aux deux cent cinquante autres membres de la liste parce qu'ils s'expriment eux, et donc n'apparaît que le désaccord. Il y aurait pu y avoir les réponses des autres mais ça n'a pas été le cas. Bon, c'est sûr, on a vu des choses que l'on aurait pas vu ou entendu autrement.[246]"

Troisième attitude envisageable face à une situation de réprobation des actes ou des positions militantes exprimées par un groupement dont on se sent proche ou auquel on adhère, la *loyauté* entend décrire un comportement de résignation. Les orientations de l'organisation sont alors acceptées au prétexte d'un *intérêt supérieur commun* à respecter qui transcende les *défaillances* ou les désaccords par ailleurs constatés. Le sentiment de fidélité reste plus fort que la volonté de prendre ses distances avec les orientations du groupement militant ne correspondant pourtant plus (au moins provisoirement) aux attentes personnelles du sympathisant, de l'adhérent ou du responsable mécontent. Cette acceptation de l'affaiblissement des vertus de l'engagement sous l'égide d'une bannière particulière peut alors se manifester sur le réseau des réseaux par une baisse de régime des militants-internautes les plus actifs (passeurs, filtreurs...). Ceux-ci vont s'auto-censurer et préférer ne plus rendre compte d'informations dont ils auraient été habituellement les pourvoyeurs. Comme pour la défection, les technologies de l'Internet offrant l'occasion de se justifier à moindre coût, le régime de loyauté tend également à effectuer un détour liminaire par la *prise de parole* qui devient en quelque sorte un prologue aux différentes déclinaisons possibles du mécontentent.

Activité en ligne et cyberactivisme

La plupart des internautes qui consacrent en moyenne au moins deux heures de leur temps quotidien à des activités militantes liées directement à l'Internet (nous les qualifierons de *cyberactivistes*), sont également des militants de terrain relativement actifs, sinon des entrepreneurs de mobilisation. Parmi les utilisateurs passifs des listes de diffusion et ceux qui s'investissent peu sur les réseaux télématiques en terme de temps, l'on trouve en revanche une proportion importante de non-militants et de militants dont les relations avec le terrain sont distendues.

Temps quotidien passé en moyenne sur Internet (web + mail)

(n = 250)	Tout au plus 30 mn	Entre 30 mn et 2 h	Plus de 2 h
Nombre de réponses	70 (28 %)	95 (38 %)	85 (34 %)

[246] Femme, permanente syndicale à *SUD-PTT*, militante au *RAS*.

L'importance du temps consacré journellement aux pratiques de l'Internet pourrait ainsi se présenter comme un indice révélateur du degré d'implication, à ceci près que tous les militants actifs et autres entrepreneurs de mobilisation ne sont bien évidemment pas tous présents sur les réseaux télématiques : "Sur Internet on fait passer des messages, on se connaît tous plus ou moins, mais sur le terrain, les militants que je rencontre n'ont pas Internet. J'ai l'impression que des fois avec Internet on a créé un autre espace militant, c'est étrange ça. Pour les sans-papiers c'est pareil, j'allais aux réunions, notamment pour la libération de Diawara et je disais aux gens : "Mais ça c'est passé sur *Z_pajol*" et les gens me disaient : "Mais on n'a pas Internet de toute façon".[247]" L'ensemble des cyberactivistes que nous avons été amenés à rencontrer se définissent donc tous comme des militants actifs et sont d'ailleurs reconnus comme tels, sans exception, par les militants qu'ils côtoient par ailleurs. Ils prennent tous part, au moins occasionnellement, à des activités militantes traditionnelles. Ils restent proches du terrain et ont également pour caractéristique d'être fortement investis dans des activités sur réseaux. Cela témoigne de leur forte acculturation aux services en ligne et particularise une partie de leur(s) engagement(s) qui découle(nt) directement de ces compétences personnelles mobilisées à des fins militantes. Ils cumulent ainsi, en quelque sorte, légitimité technique et légitimité militante. La création et l'entretien de sites web militants ou la mise en place d'interfaces de courrier électronique s'avèrent quasi systématiquement le résultat d'initiatives personnelles ou de celles d'une équipe restreinte de militants actifs fortement sensibilisés à l'outil. Dans certains cas, ils s'en servent déjà de manière soutenue dans un cadre personnel ou professionnel[248]. Ils sont habitués à la manipulation des outils informatiques et possèdent une culture technique relativement importante à laquelle vient s'ajouter parfois une première expérience de création ou de participation à diverses instances médiatiques (BBS, services télématiques, radio, journalisme, édition). Ces usagers innovateurs peuvent d'ailleurs être ainsi considérés comme les véritables *concepteurs-prescripteurs* du passage à l'Internet. Ce sont eux qui définissent les éléments techniques minimums qui vont composer un *script* et anticiper sur la façon dont les "usagers" vont pouvoir se servir du dispositif. Ce sont eux qui effectuent le *programme d'action* et sa distribution et qui engagent donc une représentation de ce que sont, peuvent et veulent les militants utilisateurs du dispositif. La *grandeur* des cyberactivistes ne s'acquiert en conséquence qu'à la condition préalable d'un positionnement déjà solide au sein de réseaux militants car c'est cette connaissance du milieu qui leur permet alors de proposer une configuration technique utile à l'action militante. Leur *grandeur* de militant se voit donc enrichie par la mise en œuvre d'une compétence (technique) spécifique. Toutefois seuls sont véritablement estimés les militants-internautes dont les contributions fonctionnelles sont reconnues comme importantes au regard de l'efficace militante recherchée.

---

[247] Femme, travailleur social, sans affiliation.

[248] Quatre-vingt-un pour cent des militants-internautes que nous avons vus en entretien disposent à titre personnel, soit à leur domicile, soit sur leur lieu de travail, d'un ordinateur connecté à l'Internet.

Loin d'être vécu comme un militantisme "en fauteuil" qui ne serait qu'un simulacre ou une déréalisation de l'engagement, l'activité sur (ou pour le) réseau peut réellement participer d'une *expérience authentique*[249]. Elle est notamment susceptible d'apporter des *biens sélectifs* notoires aux cyberactivistes, tels que l'obtention de postes, d'emplois ou de fonctions spécifiques faisant potentiellement d'eux, des *grands* de la critique sociale par projets. Le travail en ligne se donne alors à voir comme une nouvelle modalité du principe d'*activité*, en prise directe avec la dynamique du réseau technique. Cette dernière joue un rôle déterminant dans l'élaboration de nouvelles formes de sociabilité plus ponctuelles et plus lâches, se situant *de facto* au cœur de la rencontre de la technique et du social. Le témoignage qui suit illustre cet état de fait : "Il y a quand même une forme d'action sur le réseau, participer au réseau c'est aussi agir, c'est aussi un engagement à part entière. Moi en fait, quand j'ai fait le site Internet des sans-papiers c'était justement parce que j'avais envie de m'impliquer et c'est vrai aussi que je cherchais une manière un peu adaptée à mon cas de m'impliquer. Je ne me voyais pas très bien me lancer dans des parrainages, je ne me voyais pas très bien aller ramer à Saint Bernard faire de la logistique ou aller à des réunions. L'avantage du réseau c'est qu'il y a une très grande souplesse. Tu peux mettre des textes à trois heures du matin, tu emmerderas personne et en même temps tu rendras service à tous ceux qui attendent ces textes. Bon... C'est très facile finalement de bosser comme ça, selon tes disponibilités, quand tu veux, quand tu peux, aux heures que tu veux... Il y a une très grande souplesse de ce point de vue là. C'est vrai que pour moi, c'était la forme idéale, à la fois pour m'impliquer, tout en ayant un maximum de liberté, de préserver mon boulot, etc. Mais cela dit, une fois qu'on fait un boulot comme ça on est quand même en contact avec des gens et donc t'es obligé d'aller par la suite participer à des trucs.[250]" L'Internet offre, de ce point de vue, l'opportunité d'un engagement marqué du sceau de la *flexibilité* et dégagé des contraintes d'un militantisme "sous tutelle".

Les postulats de l'action de la critique sociale par projets dénoncent *en principe* "le sacrifice de la vie privée sur l'autel de la cause[251]". L'implication personnelle des militants du monde associatif civique distancié tend à être effectivement de moins en moins régie par des pratiques planifiées par des institutions hiérarchiques. Elle convoque davantage des modalités de participation plus mesurées réconciliant selon les termes d'Albert Hirschman, *bonheur privé* et *action publique*[252]. Vie militante et vie privée se définissent alors théoriquement de façon plus dissociée et "les lieux et temps des groupements deviennent de moins en moins des lieux centraux de l'ensemble des pratiques de leurs membres. Par exemple, les activités de loisirs tendent fortement à se dissocier des activités

[249] L'expression est de Pierre Chambat.
[250] Homme, universitaire, militant sans-papiers.
[251] ION, J., *op. cit*., p. 82.
[252] *Cf.* HIRSCHMAN, A., *Bonheur privé, action publique*, Fayard, Paris, 1983.

militantes. Plus généralement, le cercle de sociabilité se confond de moins en moins avec le cercle du groupement. (...) L'évolution des horaires et durées de réunions signale donc une séparation beaucoup plus nette des sphères privées familiales et publiques militantes.[253]" La remise de soi et l'annexion de la vie privée par l'engagement militant apparaissent comme des figures dépassées qui ne correspondent plus à l'évolution des rapports entre le *Nous* et les *Je*.

De ce point de vue, l'usage de l'Internet offre également la possibilité d'une régulation des activités militantes allant dans le sens d'une dissociation des relations entre vie privée, vie professionnelle et vie militante. L'automatisation de certaines tâches répétitives et routinières, tels que les envois en nombre, autorise en effet l'obtention d'un gain de temps et libère le militant de charges particulièrement contraignantes. Pour certains néo-militants, le recours au réseau des réseaux autorise donc le maintien d'un niveau d'action conséquent tout en conciliant effectivement à moindre frais différentes sphères d'activité. Si certains militants s'efforcent de maintenir autant que faire se peut (quand les trois sphères d'activité ne se confondent pas, au moins en partie), une séparation stricte entre leurs occupations militantes, leur vie privée et leurs pratiques professionnelles, cette différenciation désirée des temporalités, voire des espaces d'activité tend cependant dans certains cas à s'estomper. La possibilité de désynchroniser les implications de chacun permet effectivement la réorganisation des temporalités du néo-militantisme dans une optique d'efficacité tout en répondant à la volonté des acteurs d'instaurer une démarcation plus nette que par le passé entre vie privée et engagement militant. Toutefois le gain de flexibilité obtenu peut également se traduire par un chevauchement des sphères privée, professionnelle et militante. Ainsi, certains militants-internautes n'hésiteront pas à segmenter leur "engagement digital" en essayant de répartir au mieux leur investissement en temps. Ils se dégageront alors tout au long de la journée des plages de liberté qu'ils consacreront à leurs activités militantes au sein d'espaces-temps privés et/ou professionnels : "Moi, ça me permet de ne pas passer tous les jours à *Act Up*. J'ai un mail et je fais la plupart des trucs via Internet. C'est tout bête mais je peux rester chez moi et ça c'est le bonheur. De chez moi, il n'y a qu'une boîte *Act Up* que je ne peux pas relever et donc je viens là qu'une fois par semaine pour le faire parce que je ne peux pas faire autrement. Donc ça c'est un truc intéressant.[254]" Une autre militante précise à cet égard : "Je ne devrais peut-être pas le dire, mais c'est quand même quelque chose qui a changé pas mal de choses. C'est qu'avec Internet je peux même militer sur mon lieu de travail. Comme je suis assez libre et que personne ne vient vérifier ce que je fais quand je suis derrière mon ordinateur, du coup je peux passer du temps à chercher de l'info, envoyer des messages... ça me permet de militer à tout moment en fait, et chez moi c'est pareil.[255]"

---

[253] ION, J., *op. cit.*, p. 61-62.
[254] Femme, étudiante, militante à *Act Up-Paris*.
[255] Femme, ingénieur, militante à *Chiche* et aux *Verts*.

Au surplus, s'occuper de maintenance informatique, de la mise à jour d'un site web, créer du contenu, administrer une ou plusieurs listes de diffusion (*cyberactiviste concepteur*) ou bien se contenter d'utiliser l'Internet à des fins de correspondance : veiller des listes de diffusion, envoyer des messages, relayer l'information (*cyberactiviste utilisateur*), nécessite souvent d'allouer à ces activités un budget temps pouvant s'avérer des plus conséquents. Même si les temps de connexion peuvent être tout à fait réduits[256], certains militants affirment y passer jusqu'à huit heures par jour. Le recours à l'Internet conduit donc également parfois le militant à assumer une charge de travail supplémentaire venant s'ajouter et non se substituer aux contraintes de temps antérieures. L'insertion au quotidien de ces nouvelles activités vient donc grever les emplois du temps des cyberactivistes et empiéter sur leur temps de travail et/ou leur temps libre : "Internet, c'est un plein temps ! C'est au moins six heures par jour, y compris les week-end. J'ai un boulot en plus donc je ne tiens plus. Au départ c'était deux heures par jour, comme j'ai pas la télé je me suis dis tu peux faire ça pour *ATTAC* et depuis, tous les trois mois ça double. Moi, je suis en fait submergé, je passe tout mon temps libre à ça quasiment, c'est infernal.[257]" Comme nous le font remarquer Philippe Mallein et Yves Toussaint, les technologies de l'information et de la communication, et notamment les messageries télématiques, "s'inscrivent dans un mouvement global de remise en cause des frontières entre espace privé - le foyer - et espace public, entre vie professionnelle et vie familiale. Le logement, lieu de pratiques individuelles, de repli sur soi, est aussi le lieu de pratiques différenciées...[258]". Ce brouillage des différentes sphères du social n'est donc pas un phénomène nouveau et nous savions déjà que les pratiques de communication sur réseaux tendent effectivement à faire émerger une nouvelle spacialisation de l'action ainsi qu'une nouvelle structuration du temps.

Contrairement aux observations notamment effectuées par Josiane Jouët sur la *sociabilité télématique*[259], les sociabilités militantes en ligne que nous avons observées se trouvent en quelque sorte bridées par les relations militantes ordinaires. Si elles se visibilisent effectivement dans l'espace de la médiation technique des messageries et du courrier électronique, elles restent néanmoins sous la tutelle d'un registre sociabilitaire qui relève des échanges coutumiers du militantisme par projets : "Le lien électronique est [ainsi] évalué à l'aune du lien social traditionnel

---

[256] Dans son rapport de novembre 1998, *Le SNUI et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information*, Jean-Michel Allard précisait que le temps de connexion quotidien des utilisateurs du courrier électronique se situait, en moyenne, entre une et deux minutes.
[257] Homme, enseignant, militant à *ATTAC*.
[258] MALLEIN, P., TOUSSAINT, Y., *art. cit*., p. 317.
[259] *Cf.* par exemple : JOUËT, J., "Une communauté télématique : les Axiens", *Réseaux*, n° 38, CNET, décembre 1989, p. 49-66 ; JOUËT, J., "La sociabilité télématique", *Communication et Langages*, n° 72, 1990, p. 78-87.

qui demeure la valeur de référence.[260]" Les listes de diffusion telles que *Z_pajol*, *Ac_forum*, *Conflits_l* ou encore *Antenneassedic* constituent bien des espaces militants d'échange et de rencontre où s'expriment, se négocient et s'actualisent des affiliations centrées sur la critique sociale, permettant même à quelques-unes d'entre elles de trouver une certaine permanence, mais il serait toutefois abusif d'y voir la marque d'une prégnance forte de la médiation technique.

Les réseaux télématiques ne suffisent pas à créer des réseaux sociaux véritablement inédits mais permettent plus sûrement de renforcer ceux sur lesquels ils s'appuient pour exister. À de rares exceptions près, les communautés qui se dessinent à travers les échanges électroniques sont des projections fragmentaires et focalisées de communautés militantes qui ont déjà une existence sur le terrain. Les pratiques de communication sur réseaux ne peuvent donc être considérées comme des points de passage obligés de l'expression militante qui s'affirme au sein de bien d'autres espaces. Elles ne sauraient être prépondérantes dans la définition et le formatage des interactions sociales, comme en témoigne cette militante : "Je m'en fous de la communauté internaute. Pour moi ce qui compte c'est la communauté militante solidaire de terrain, une communauté qui essaie de faire avancer la société, ça oui, c'est important. Et les gens de cette communauté solidaire ils ne sont pas forcément sur Internet et donc je n'ai pas forcément d'échanges de courrier électronique avec eux parce qu'ils n'ont pas Internet. Quand ils ont Internet, ça passe aussi par là, c'est sûr, mais c'est d'abord le terrain qui fait qu'après on va échanger.[261] " L'on ne peut ainsi prétendre mettre en avant un lien social à proprement parler digital, c'est-à-dire plus particulièrement empreint par les *scripts* des technologies numériques. Il est clair que les échanges en ligne n'ont *de facto* de valeur et ne se justifient aux yeux des militants que dans la mesure où ils s'articulent de façon forte aux réalités de la critique sociale. Les jeux communicationnels, les contributions dont les références au terrain ne sont pas explicites, ainsi que les interventions anonymes et les usages de pseudonymes font par exemple partie des pratiques peu appréciées, voire dénoncées dans la mesure où elles n'offrent pas les garanties d'une expression électronique authentiquement liée à une activité militante. L'hypothèse qu'avance Philippe Hert dans le cas des communautés scientifiques en ligne quant à la présence d'une écriture "quasi orale" mise en œuvre de façon réfléchie par des messageurs cherchant à retrouver la capacité de lien de la parole et faire ainsi exister un sentiment communautaire[262] ne saurait être ici validée. L'identité discursive des intervenants se négocie non en fonction de la forme du discours produit, parfois très académique, mais à partir d'une catégorisation des acteurs en référence à leur terrain d'action. Contrairement également aux conclusions de Danièle Kergoat sur les pratiques télématiques liées aux luttes

---

[260] JOUËT, J., "Pratiques de communication et figures de la médiation", *Réseaux*, n° 60, CNET, 1993, p. 110.
[261] Femme, retraitée, militante sans-papiers, au *MRAP*, à la *CGT* et au *PC*.
[262] *Cf.* HERT, P., "La quasi-oralité de l'écriture électronique", *Réseaux*, vol. 17, n° 97, *op. cit.*, p. 219-220.

infirmières de la fin des années 80, l'usage de l'Internet ne se présente pas comme un moyen par lequel le mouvement social se concrétise en sujet collectif. Les contributions en ligne viennent quasiment toujours se greffer sur des identités sociales préexistantes qui les prédisposent à une certaine réception. Les formes de militantisme exprimées sur l'Internet ne se constituent donc pas directement à partir des réseaux télématiques, mais bien en référence à la force du social qui investit la technique et imprime une homologie structurelle aux liens qui se tissent entre les réseaux sociaux militants et les réseaux télématiques.

Une appréhension utilitariste des agencements techniques

Au sein du cadre d'exercice que constitue la critique sociale par projets, la *personnalisation*[263] de l'activité digitale se présente donc moins comme l'occasion pour l'utilisateur de faire montre de sa maîtrise de la technique que comme épreuve effective tendant à prouver son identité, ses compétences et ses aptitudes militantes. Sauf exception, les technologies de l'Internet sont donc essentiellement appréhendées par les acteurs de l'engagement distancié dans une perspective instrumentale : "Au début je pensais que *Z_pajol* c'était ridicule, je pensais que c'était du temps perdu qui ne servait à rien. Je pensais que c'était trois mecs qui se faisaient plaisir à faire ça parce qu'ils étaient des mordus d'Internet mais que ça n'avait aucun rapport avec le terrain, puis en fait la mayonnaise a pris et c'est un truc qui a maintenant sa raison d'être à part entière parce qu'utile dans certains cas très précis.[264]" Cette vision rudimentaire des technologies de l'Internet qui suppose *in fine* la neutralité des médiations techniques est très répandue chez les militants du monde associatif civique distancié. Elle n'exprime, en ce cas, pas autre chose qu'une indifférence prononcée aux outils et aux objets techniques dont les effets ne se mesureraient qu'à l'aune des usages, positifs ou non, qu'ils en font ou seraient susceptibles d'en faire. La "performance" technique n'apparaît donc légitime que dans la mesure où elle est dictée et justifiée par une nécessité de nature militante. Les militants-internautes ont ainsi, pour la plupart, une approche strictement fonctionnelle de l'Internet. Rares sont ceux qui s'intéressent à la technique en tant qu'objet de savoir et acquièrent des notions théoriques allant au-delà d'une compréhension primaire des *scripts* du dispositif (s'abonner/se désabonner à une

[263] "Pour être considéré comme auteur, l'opérateur sur réseau doit procéder à une *personnalisation* de son activité. Les opérateurs doivent s'accomplir à travers le jugement des autres dans des réseaux où l'évidence de l'auteur n'est pas d'emblée réalisée. C'est à cette condition que l'opérateur ne sera pas seulement engagé comme le note Friedmann (1963) dans une "conscience professionnelle", comme respect de certaines règles, mais dans un véritable accomplissement de soi, dans des activités qui mettent en jeu sa responsabilité et constituent une épreuve, toujours renouvelée et surmontée, de ses capacités.", DODIER, N., *op. cit*., p. 228.

[264] Femme, universitaire, militante à *Droits devant !!*.

liste de diffusion, envoyer un message en "copie cachée", joindre un fichier attaché, etc.) : "Au sein du comité Internet qui s'est monté au *PCF*, les militants échangent des informations techniques, sur des logiciels sur un tas de trucs, des sites, etc., mais c'est très prosaïque : comment concrètement la section X qui a un *Macintosh* peut réussir à envoyer un texte à Y qui a un PC ? qu'est-ce qui nous faut comme logiciel ? Moi au départ je ne comprenais pas pourquoi ils ne posaient pas les questions sur le web où ils auraient eu une réponse avisée dans la minute qui suit et qu'ils préféraient avoir l'avis d'autres camarades. Mais il me semble avoir saisi pourquoi, c'est parce que justement leur problème technique n'est en fait lié qu'à un problème de militantisme, comment faire un tract, faire circuler un texte, etc.[265]"

En conséquence, la *logique de l'outil*, entendue comme part irréductible de conditionnement non mécanique de la technique, n'est absolument pas présente à l'esprit des militants. Appréhendant les objets techniques sous l'angle exclusif de leurs usages, ils considèrent ceux-ci comme de vulgaires ustensiles inertes, qui, sans la médiation et la force des "logiques sociales" s'en emparant ne seraient finalement porteurs d'aucune prescription. Il semble d'ailleurs que cette idée tende tout particulièrement à se présenter sous couvert de l'évidence en ce qui concerne les réseaux télématiques qui à raison, apparaissent comme particulièrement plastiques et accommodables aux volontés des utilisateurs. Pour le dire avec les mots de Simondon, le mode d'existence des objets techniques[266] reste un impensé (un oubli volontaire ?) des néo-militants. Comme si le fait de faire jouer un rôle à la technique et la considérer comme un élément susceptible d'être structurant, était finalement synonyme de négation du social et du politique. Considérer l'Internet comme neutre *a priori* cache de ce point de vue une forme d'idéalisme à l'égard de l'engagement militant lui-même, une illusion narcissique qui fait de la conflictualité sociale et de son efficace la mesure de toute chose. Cette espèce d'humanisme aveugle à la logique des outils se double alors, en certaines occasions, d'allégations performatives sur la maîtrise de le technique qui serait naturellement appropriable puisque étant le simple prolongement machinique du social, une projection de l'omnipotence de l'utilisateur sur un objet facilement orientable.

L'appréhension utilitariste des agencements techniques en général et des machines à communiquer en particulier se révèle aussi dans les représentations qu'ont certains internautes-militants des fournisseurs d'accès alternatifs qui entendent aider les groupements associatifs à s'approprier les technologies de l'Internet. En témoigne ce militant du *Réseau Associatif et Syndical* : "Quelque part le *RAS* a un problème, c'est qu'on est pas ressenti comme des militants parce que notre terrain d'action c'est la technique. Le *RAS* est ressenti par beaucoup comme un

---

[265] Homme, journaliste, militant au *PC*.

[266] Pour Simondon, la définition des objets techniques par leurs usages (au fondement de cette idée de neutralité technique), n'est pas pertinente, car "l'usage réunit des structures et des fonctionnements hétérogènes sous des genres et des espèces qui tirent leur signification du rapport entre ce fonctionnement et un autre fonctionnement, celui de l'être humain dans l'action.", SIMONDON, G., *Du mode d'existence des objets techniques*, Aubier, Paris, 1989, p. 19.

provider, qui a été choisi par les chefs, sûrement parce qu'ils étaient plus sympas que les autres mais en gros... on est un provider. J'ai reçu des mails typiques : "cher monsieur est-ce que vous pourriez faire en sorte que mon courrier m'arrive correctement", et moi je lui réponds : "cher camarade est-ce que tu pourrais me répondre plus gentiment" et en général : "Pardon, désolé, j'avais pas voulu faire, je croyais que..." Au premier abord pour un certain nombre de gens, *Wanadoo*, *Club-Internet*, *Globenet* ou *RAS*, c'est pareil. Donc a partir du moment où c'est un provider ça ne peut pas être quelque chose de militant, comme si la technique était complètement séparée du monde réel.[267]" Ces groupements, tels que *Globenet*, *RAS*, ou encore *Internatif*, qui pour la plupart d'entre eux ont été fondés et sont animés par d'anciens et d'actuels acteurs engagés de la critique sociale, sont en effet souvent considérés comme de simples prestataires de service n'ayant pas forcément conscience des "véritables" enjeux militants. Perçus comme facilitateurs contribuant à l'appropriation des dernières technologies télématiques (la panoplie des services proposés est conséquente : hébergement de pages web, création d'adresses électroniques, mise à disposition d'interfaces de communication, etc.), ils ne sont cependant appréhendés que très indirectement comme des catalyseurs de l'engagement citoyen.

Ce sévère malentendu dissociant la sphère du technique de celle du politique sert aussi de caution "idéologique" au manque d'acculturation technique de la majorité des militants. L'on peut d'ailleurs penser que ce déficit de culture technique nourrit, explique et aggrave en partie ce *Grand Partage*, qui fournit rétroactivement aux acteurs de la critique sociale, selon les modalités d'une raison circulaire, un motif peut-être suffisant pour ne pas s'empresser de combler leurs lacunes en la matière : "En général la plupart des militants ne maîtrisaient pas les problèmes techniques. Déjà que pour le courrier en interne c'est difficile, alors de foutre des fichiers sur le FTP : "Euh... c'est quoi ça ?", ils n'en sont pas là. La caricature dans le domaine c'est le *MRAP*, qui a adhéré au *RAS*, qui nous a fait changer nos statuts parce qu'on avait pas prévu les cas de figure qu'ils allaient nous poser, c'est-à-dire la demande de deux cents ou trois cents e-mails et nous on avait prévu que cinquante ! Donc on a été obligé de refaire les statuts et aujourd'hui ils ont deux e-mails qui fonctionnent.[268]" À l'image de "l'usage du Minitel qui marque une première étape dans l'acquisition de la nouvelle culture technique[269]", l'on aurait pu penser que la pratique du traitement de texte, aujourd'hui relativement bien répandue au sein de la sphère militante, aurait pu constituer une première alphabétisation informatique conduisant plus facilement à la pratique de l'Internet. Il n'en est rien. Si une bonne part des militants savent utiliser un ordinateur, manipulent de temps à autre des solutions logicielles de traitement de texte et savent donc à peu près taper un texte, ils savent plus rarement le mettre correctement en page, le copier, le déplacer, le

[267] Homme, enseignant, militant au *RAS*.
[268] Homme, enseignant, militant au *RAS*.
[269] JOUËT, J., "Le Minitel : une propédeutique ambiguë", *Sociétés*, n° 9, juin 1986, p. 42.

mettre en mémoire ou l'imprimer. Le travail de frappe effectué est dans ces conditions rarement utilisable en l'état. Or, s'il demande à être corrigé, la perte de temps que cela entraîne fait que la démarche s'inscrit en faux contre le principal attendu de l'usage de l'informatique, à savoir un gain d'efficience : "Non et puis faut quand même être clair, que ce soit toi, moi ou les copains, on est combien à être capable de rentrer là-dessus ? Pas un ! C'est tout ! Il faut aussi le dire ça. Moi, j'ai un modem chez moi, je ne m'en sers pas, je ne sais pas le faire marcher.[270]"

Les *grands* du monde associatif civique distancié sont à cet égard assez proches des *grands* du *monde industriel* dont les qualités principales sont d'être "fonctionnels, *opérationnels*, ou *professionnels* (lorsqu'il s'agit d'êtres humains), [et] expriment donc leur capacité à s'*intégrer* dans les *rouages* ou les *engrenages* d'une organisation en même temps que leur *prévisibilité*, leur *fiabilité*, garantit des projets *réalistes* sur l'avenir.[271]" L'utilisation des ordinateurs et *a fortiori* de l'Internet sont donc des pratiques qui *de facto* échoient de "droit" à une certaine catégorie de militants (responsables, salariés, experts, entrepreneurs de mobilisation), qui font valoir des prérogatives dues à leur capital culturel et sont amenés à revendiquer au nom du rendement, une utilisation rationnelle et réservée des technologies de l'information et de la communication (l'usage du téléphone - et du fax - est également parfois soumis à condition). Les individus disposant de peu d'instruction n'ont ainsi que peu de chances de profiter au cours de leur engagement militant d'une formation "sur le tas" aux outils informatiques et télématiques : "Moi je suis prof d'informatique donc quand quelqu'un me dit je ne comprends pas, je lui dis : "viens on va voir ça" et je peux réexpliquer cinquante fois, mais V. non, il ne fera pas ça. Comme c'est lui qui a installé le matériel, et comme c'est du matériel pourri il a fallu qu'il bidouille et donc c'est lui qui connaît son installation, le truc branché là et pas là, etc. Donc forcément les autres ne peuvent que bloquer devant un truc qui en plus n'est pas une installation classique. Quelqu'un qui n'a jamais touché à un ordinateur tu peux pas lui apprendre à rentrer sur un système qui est mal foutu, donc ça a servi d'écran.[272]"

Décrivant les catégories d'adhérents de l'engagement distancié, Jacques Ion affirme d'ailleurs : "Les couches techniciennes et intellectuelles s'avèrent souvent plus à même de manifester des compétences spécifiques dans l'exercice de leur engagement ; inversement, des bénévoles sans ressources techniques se trouvent de fait chassés de groupements quand le fonctionnement de ceux-ci requièrent - y compris dans les organisations caritatives - davantage de qualifications techniques que de présence bénévole.[273]" Cette exclusion que l'on justifie au sein du monde associatif civique distancié par la nécessité d'une optimisation des moyens à mettre en œuvre est toutefois dénoncée et critiquée par certains militants. Ceux-ci font

[270] Homme, chômeur, militant au *DAL*.
[271] BOLTANSKI, L., THÉVENOT, L., *op. cit*., p. 254.
[272] Femme, universitaire, militante à *Droits devant !!*.
[273] ION, J., *op. cit*., p. 88.

valoir l'exigence de convoquer ponctuellement un *principe supérieur commun* différent de l'*activité* de la critique sociale par projets ou de l'*efficacité* de la *cité industrielle* définissant comme *petits* les individus improductifs : "Les gens sont en *état de petit* lorsqu'ils (...) fournissent un travail de mauvaise qualité, qu'ils sont inefficaces, démotivés, déqualifiés, inadaptés. (...) Les êtres sont également *petits* lorsqu'au lieu d'ouvrir sur l'avenir, ils gardent la marque du passé, en restant peu évolués, statiques, rigides, inadaptés.[274]" À partir d'autres références normatives, telles que celles de la critique sociale par plans, cette marginalisation d'une frange parfois importante de militants apparaît tout simplement comme un déni de justice allant à l'encontre des règles de base de l'être-ensemble militant. L'importance accordée à ces "spécialistes" coupés de la "vraie" vie militante apparaît alors foncièrement illégitime : "La technique c'est bien mais c'est très pauvre en même temps. On parle de travail collaboratif, d'intelligence collective, mais derrière son ordinateur on est tout seul. On ne partage rien. L'intelligence collective elle est aussi dans le temps que tu passes avec les autres à faire une banderole qui soit belle, réfléchir à la mise en scène, l'esthétique de l'engagement dans la rue. C'est d'abord ça le militantisme, non ?[275]"

Le fait de pouvoir agir à distance en s'appuyant sur des dispositifs techniques est assimilable, pour certains militants, à un processus de délégation injustifiée, proche de l'usurpation ou du détournement d'autorité. L'usage de l'Internet s'opposerait finalement au principe authentique de l'action en présence. Les signes extérieurs de l'aide directe sont effectivement plus facilement repérables et permettent donc de façon bien plus évidente de statuer sur l'utilité de l'action engagée. Parce qu'il est difficile pour un militant non initié aux technologies de l'Internet d'évaluer concrètement les activités en ligne d'un militant-internaute, il les suspectera plus aisément de ne pas convenir aux formes et aux principes de jugement au sein desquels s'enracinent généralement ses propres actions. À l'image du témoignage précité, les dénonciations de ce type sont d'autant plus fréquentes que les principes normatifs convoqués par les militants s'avèrent être des *compromis* passés avec certains autres *mondes* tels que ceux dérivant de la *cité domestique* : "Le *monde domestique* (...) apparaît chaque fois que la recherche de ce qui est juste met l'accent sur les relations personnelles entre les gens. La *grandeur* qui, dans ce *monde*, est fonction de la position occupée dans des chaînes de dépendances personnelles, ne peut y être saisie que dans l'acception relationnelle de *plus grand que*... ou de *plus petit* que... l'exercice de la *grandeur* est soumis ici à des contraintes de lieu et de temps liées à la nécessité, pour manifester son importance, de se présenter en personne en présence des autres.[276]" L'on sait que plus le militant est socialement ou relationnellement démuni, plus son engagement protestataire sera lié à la recherche d'un encadrement affectif dont la dynamique ne présente *a priori* que peu de similitude avec les logiques d'action rationnelles des

[274] BOLTANSKI, L., THÉVENOT, L., *op. cit*., p. 254-255.
[275] Homme, chercheur, militant à *Droits devant !!*.
[276] BOLTANSKI, L., THÉVENOT, L., *op. cit*., p. 206.

militants-internautes : "On évoque le vécu passionné de l'engagement, la découverte de la solidarité et de l'amitié ou encore le coup de foudre. La richesse de l'engagement associatif tient à la dimension humaine remarquable des personnes qu'on y rencontre, au décloisonnement social, à la chaleur et à la convivialité des rapports humains.[277]" La *critique corrective* (le *litige*) de l'usage des outils informatiques et télématiques témoigne en fait, la plupart du temps, de la présence au sein du groupement militant de *niches*, c'est-à-dire de noyaux d'individus qui perpétuent selon l'expression de Jacques Ion, de *petits Nous* privés fondés sur des mécanismes de réassurance identitaire. Structurés sur des valeurs sociabilitaires et affectives, ils se rapprochent en certaines occasions des modes de participation communautaire de la critique sociale par plans (la *critique corrective* tend alors à devenir *critique radicale*[278], le *litige* se transforme en *différend*).

L'engagement de militants dans un *ethos de la virtualité* (l'activité technique comme épreuve de connaissance de soi et forçant également à la reconnaissance des autres[279]) est toutefois présent chez certains internautes-militants pour qui l'Internet revêt effectivement une valeur d'usage qui leur permet de s'accomplir, non seulement en tant que militants mais aussi en tant qu'utilisateur. La pratique des réseaux répond alors à une "démarche dictée par le primat de l'initiative personnelle, de la production individuelle, voire de la créativité[280]", qui sont également des déclinaisons du *principe supérieur commun* de la critique sociale par projets, à savoir l'*activité*. Les *arènes des habiletés techniques*, *i.e.* les "lieux d'épreuve des capacités de l'individu confronté dans ses actes au fonctionnement des objets techniques et placé au carrefour des jugements d'autrui[281]" sont cependant des espaces peu communs dans la mesure où la pratique *in situ* des réseaux télématiques s'effectue rarement dans un lieu public susceptible de servir de scène à la mise en valeur de la performance de l'internaute. La pratique de l'Internet est une activité peu démonstrative relevant le plus souvent de la sphère privée et dont les résultats ne sont visibles qu'à partir d'un autre espace que celui de la manipulation. De plus, le produit de ces pratiques télématiques n'est véritablement appréciable que par des individus détenteurs d'un capital technique suffisamment conséquent pour évaluer la difficulté ou l'originalité du travail effectué. Une militante affirme ainsi : "Moi je trouvais ça génial de faire la retransmission de nos actions avec la *Documenta* de Kassel, on prenait du son, des polas, des images et tous les soirs on envoyait ça sur

---

[277] BARTHÉLÉMY, M., *Le militantisme associatif*, *in* PERRINEAU, P. (dir.), *op. cit*., p. 94-95.

[278] "... la critique *corrective* est une critique qui prend au sérieux la cité en référence à laquelle l'épreuve est construite. Il s'agit en quelque sorte d'une critique interne à la cité. À l'inverse, la critique *radicale* est une critique qui s'exerce au nom d'autres principes, relevant d'une autre cité, que ceux sur lesquels l'épreuve, dans sa définition couramment admise, prétend fonder ses jugements.", BOLTANSKI, L., CHIAPELLO, E., *op. cit*., p. 77.

[279] "Le fonctionnement des objets techniques peut être, du point de vue des individus qui y sont engagés, un lieu essentiel de la mise à l'épreuve et de la révélation de l'identité personnelle.", DODIER, N., *op. cit*., p. 221.

[280] JOUËT, J., "Pratiques de communication et figures de la médiation", *art. cit.*, p. 108.

[281] DODIER, N., *op. cit*., p. 220-221.

Internet. Les liaisons CU-SeeMe je trouvais ça aussi intéressant, mais je crois bien que j'étais la seule. Dans les sans-papiers en tout cas, il n'y en avait pas un qui pigeait vraiment l'intérêt politique et esthétique du truc. Dans le collectif, j'étais madame Internet, un peu la folle sympa qui fait des trucs qui ne servent à rien ! C'est vrai que c'est décevant de ce point de vue.[282]"

[282] Femme, plasticienne, militante sans-papiers et au *MRAP*.

C O N C L U S I O N

Le principe de la médiation sociotechnique pose comme réalité à définir l'interaction réciproque des pratiques sociales et des objets techniques. Il nous invite ainsi à identifier, d'une part, les facteurs sociaux qui alimentent le recours à la médiation des réseaux électroniques, et d'autre part, les facteurs techniques qui contribuent à la mise en œuvre des usages. Nous nourrissions donc ici une double ambition : évaluer la façon dont la technique supporte une forme particulière d'action politique, mais aussi envisager la "part militante" des technologies de l'Internet au sens où elles constituent "des éléments actifs d'organisation des relations des hommes [des militants] entre eux et avec leur environnement.[283]"

De l'interaction réciproque des pratiques militantes et des réseaux télématiques

Confirmant notre hypothèse générale qui posait les usages militants de l'Internet comme la *traduction techno-logique* des principes d'action de la critique sociale par projets, nous avons effectivement pu constater que les technologies de l'Internet actualisent bien certaines des modalités d'engagement caractéristiques du monde associatif civique distancié. Les réseaux télématiques se présentent ainsi comme des *investissements de forme* réellement adaptés à certains des besoins et des modes d'action des néo-militants. Ils servent d'appuis logistiques, autorisent la création de plates-formes d'échange, constituent des terrains de rencontre et répondent aux exigences d'une coordination qui se voudrait toujours plus flexible. L'usage des technologies de l'Internet vient alors en appui de formes de mobilisation plus individuelles, favorise la prise de parole et étaye certains répertoires d'action spécifiques de la critique sociale par projets. Particulièrement plastique, l'Internet autorise également une amélioration non négligeable des performances organisationnelles des sujets collectifs du monde associatif civique distancié. Il augmente les capacités fonctionnelles des groupements, dynamise les échanges internes, maintient et renforce les contacts entre militants, compense en certaines occasions une répartition éclatée des acteurs. Les potentialités techniques de l'Internet permettent donc bien d'asseoir la *grandeur* des militants du monde associatif civique distancié parce qu'elles les rendent potentiellement plus efficaces :

[283] AKRICH, M., "Comment décrire les objets techniques", *art. cit.*, p. 49.

disponibles, rapides, réactifs, bien informés... Il est toutefois bon de souligner, c'est là un point important, que la *grandeur* des militants-internautes ne peut cependant être uniquement déterminée par leur présence sur des interfaces digitales ou leur aptitude à mettre en œuvre des compétences strictement techniques. Si la maîtrise ou la fréquentation des réseaux télématiques sont des atouts qui peuvent éventuellement aider à gravir les *ordres de grandeur*, encore faut-il qu'elles soient utilisées à des fins militantes utiles. Est *grand* le militant-internaute qui fait d'abord valoir ses qualités et mérites de militant. Comme nous l'indiquions déjà *supra*, les formes de militantisme qui se présentent sur l'Internet ne s'édifient donc jamais uniquement à partir des réseaux télématiques, mais toujours en contrepoint des logiques sociales qui investissent la technique.

L'Internet participe donc bien au soutien, à la permanence, à l'extension et même à la création de réseaux sociotechniques (il définit des acteurs, un espace et leurs relations au sein de cet espace) qui alimentent l'investissement civique spécifique au militantisme par projets. Si les signes d'une "militantisation" des dispositifs de communication sur réseaux, entendue comme phénomène d'appropriation technique en rapport direct avec les formats d'action du monde associatif civique distancié sont évidents, les indices de la part prescriptive de la technique sur les relations sociales qu'elle médiatise sont également repérables. La technicisation de l'action militante se lit ainsi d'abord dans la mise en relation de militants avec des internautes dont le seul point commun est d'être reliés au(x) même(s) espace(s) technique(s). Nous avons insisté sur le fait que les néo-militants sont souvent multipositionnés et fréquentent d'autres militants eux-mêmes engagés dans de multiples projets (une connectivité confinée à un champ d'activité spécifique). Pour autant, le caractère inédit de la *solidarité technique* décrit ici un pluralisme maillé étendant le plan des connexions à des individus qui ne sont pas toujours des acteurs de la critique sociale. Le recours aux dispositifs télématiques tend en fait à induire l'externalisation de certaines tâches. Des intervenants extérieurs se proposent ainsi naturellement d'effectuer des travaux jusque-là réservés aux militants et sont également sollicités par ces derniers pour s'acquitter de missions nécessitant des compétences spécifiques dont eux ne disposent pas. Cette mise en lien qui se répand bien au-delà des communautés militantes constituées démontre donc *de facto* la porosité des frontières entre les *Nous* militants et les *Ils* non-militants.

L'utilisation de l'Internet conduit également à l'émergence de nouvelles fonctions médiatrices et à l'arrivée sur le devant de la scène de nouvelles catégories de militants dont le point commun est qu'ils sont spécialisés dans les opérations de "courtage en information". Les *passeurs*, *filtreurs* et *interprètes*, puisqu'il s'agit d'eux, se sont ainsi largement révélés comme des *mailleurs* d'un nouveau type dont les conditions d'existence sont très largement dépendantes des pratiques de communication sur réseaux développées par les agents du monde associatif civique distancié.

Enfin, troisième et dernier point à mettre en exergue : le retour de phénomènes de chevauchement des sphères privée, professionnelle et militante. Contrairement aux militants du monde associatif civique d'allégeance, la volonté énoncée des néo-militants est d'entretenir une distinction relativement nette entre leurs engagements militants, leur vie privée et leurs occupations professionnelles. L'"asynchronicité" des technologies de l'Internet semble alors idéale, car elle autorise *a priori* un agencement souple des temporalités et des sphères d'activité dans une logique de séparation. Or dans les faits, la démarcation souhaitée entre ces différents espaces-temps n'est pas toujours effective. Les activités en ligne développées par certains militants-internautes viennent s'ajouter à la charge de travail qu'ils assumaient déjà antérieurement. Ils utilisent alors la souplesse et la flexibilité des réseaux télématiques pour répartir leurs engagements digitaux et militer également à domicile ou sur leur lieu de travail. Les espaces-temps privés et/ou professionnels rentrent ainsi en collusion avec ceux du militantisme.

De l'instabilité du monde associatif civique distancié

L'attention portée aux facteurs techniques alimentant la justesse des ordres pragmatiques du militantisme par projets nous permet également de repérer les dysharmonies (des *défaillances*) qui sont mises en évidence par les militants eux-mêmes dans l'*ajustement* d'une situation. Une défaillance peut donc ici se définir comme un manque de *justesse* momentanée dans l'agencement des réseaux télématiques aux principes d'action du monde associatif civique distancié. Les *litiges* liés au guidage des conduites par la technique sont particulièrement intéressants parce qu'ils soulignent en fait bien souvent une déconvenue plus sévère mettant en lumière un défaut de *grandeur*. Les *disputes* et *dénonciations* en rapport avec les dispositifs de communication sur réseaux ne révèlent alors pas tant la *défaillance* des inscripteurs (une opérationalité négative de la technique) que celle des personnes. Les dispositifs techniques rendent ainsi visibles les *litiges* et les *différends*, c'est-à-dire les discordances consistant en une demande de réajustement des *grandeurs*. Notre postulat d'intégration des ressources comme condition de la stabilisation de formes de coordination nous permet donc ici de mettre aussi en exergue l'instabilité des régimes d'action du monde associatif civique distancié. Les *défaillances* peuvent être ainsi envisagées comme des indicateurs empiriques rendant manifestes les tensions qui naissent des nombreux *compromis* circonstanciés (ou plus durables) effectués par les néo-militants entre les divers *ordres de grandeur* qu'ils convoquent dans le cours de l'action. Il n'est pas rare que le *principe supérieur commun* régissant les actions des néo-militants ne soit pas celui de la critique sociale par projets, à savoir l'*activité*, mais plutôt l'*efficacité* de la *cité industrielle*, la *tradition* de la *cité domestique* ou bien encore *la volonté générale* de la *cité civique*. Les références normatives du néo-militantisme ne se résument jamais totalement à l'application des fondements de la *cité par projets*. Les *défaillances* soulignent à cet égard le caractère éminemment hybride de la

critique sociale par projets[284]. Elles témoignent surtout de la "fidélité" plus ou moins marquée des néo-militants à des formes d'engagement caractéristiques du monde associatif civique d'allégeance dont ils sont censés pourtant faire une critique radicale.

Jacques Ion précise à cet égard que les deux façons de s'engager (selon les principes de la critique sociale par plans ou ceux de la critique sociale par projets) peuvent être successivement convoquées par une même personne et qu'aucune situation n'incarne de façon pure l'un des deux archétypes. Si le modèle de la critique sociale par projets correspond véritablement à une tendance, quant aux phénomènes associatifs d'implication dans l'espace public, il ne saurait être considéré autrement que comme une projection "permettant de penser par référence la complexité des réalités du terrain[285]". Nonna Mayer stipule à juste titre que les travaux, menés notamment au sein du Groupe d'Études et de Recherche sur les Mutations du Militantisme, "conduisent à nuancer tant la thèse du déclin de l'engagement que celle d'un antagonisme tranché entre nouvelles et anciennes formes de militantisme.[286]" Les modes antérieurs de mobilisation restent prégnants, soit comme paradigme d'ordonnancement dominant (le monde associatif civique d'allégeance en est alors l'incarnation), soit comme ascendant largement perceptible (*compromis* entre critique sociale par plans et critique sociale par projets).

Deux domaines d'influence sont plus particulièrement nets et témoignent de la force des schémas militants hérités. En premier lieu, l'importance toujours prépondérante du rapport existant entre sociabilités militantes et identités collective et/ou individuelle. La constitution en amont d'un *Nous* militant détermine encore largement les motifs de l'engagement ainsi que les conditions et les occasions de l'agir en commun de la critique sociale. Les sphères privée et militante ne tendent pas forcément à se dissocier. Elles se chevauchent encore bien souvent, ne serait-ce que partiellement et se nourrissent en partie des mêmes sociabilités. En second lieu, il apparaît utile de préciser que pour certains militants, la remise en cause de la hiérarchie, des procédures de représentation et des mécanismes de délégation ne se présente pas forcément sous le signe de l'évidence. Les représentants, délégués et autres mandatés continuent globalement à être considérés comme des *grands* de la critique sociale et sont à cet égard des figures toujours respectées. La césure entre entrepreneurs de mobilisation et simples adhérents reste donc un clivage caractéristique de l'organisation militante.

L'heuristique "médiationniste"

---

[284] La critique sociale par projets se trouve par nature, rappelons-le, au carrefour de la *cité par projets* et de la *cité civique*.
[285] ION, J., *op. cit*., p. 101.
[286] MAYER, N., *art. cit.*, p. 87.

Prêter une attention soutenue aux *investissements de forme* technologiques résultant de l'utilisation des services en ligne par les néo-militants nous a ainsi permis d'appréhender sous un angle original, certains éléments de la refonte des pratiques sociopolitiques. Abordés comme laboratoire d'analyse des pratiques sociales, les dispositifs de communication se sont révélés être des indicateurs particulièrement fiables nous renseignant sur les logiques prévalant à leur utilisation. Plus attentive aux rôles des supports externes dans l'interaction sociale, la perspective "médiationniste" constitue sans doute un bon moyen pour renouveler les approches classiques de la critique sociale. La prise en compte des supports matériels contribue en ce sens à désenclaver l'étude des mouvements sociaux et permet d'en faire un objet d'étude qui ne soit plus uniquement réservé à une microcommunauté de spécialistes des sciences politiques[287]. Le principe de *médiation* nous convie ainsi naturellement à traverser les savoirs insulaires afin de nous livrer à l'étude minutieuse de l'entre-définition de la technique et du social dont l'importance a été maintes fois soulignée par la sociologie des usages[288] ou certaines théories de l'action.

En nous intéressant à la "rencontre" de certains groupements de la critique sociale avec l'Internet nous avons tenté de montrer l'importance des conjonctions entre formes politiques et moyens de communication. Comme le suggère Pierre Chambat : "Entre l'idéologie techniciste et l'oubli de la technique... [il existerait bien une] place pour une troisième voie qui chercherait à donner un statut à la technique dans l'analyse politique en réintroduisant les formes matérielles dans les relations entre communication et politique[289] ". L'analyse des médiations militantes caractéristiques du monde associatif civique distancié pourrait ainsi constituer la première étape d'un programme de recherche supplétif dont l'objectif serait par exemple, *via* une ouverture à d'autres modalités d'activation de l'espace public, la mise en évidence du double procès de politisation des machines à communiquer et de technicisation du champ de la critique sociale. Il est donc indispensable, selon nous, de continuer[290] à s'interroger sur les enjeux, les effets et les contraintes que font peser les dispositifs réticulaires de communication sur les interactions sociales qui sont à la base de l'organisation de la société civile.

---

[287] *Cf.* NEVEU, É., *Sociologie des mouvements sociaux*, *op. cit*., p. 29.

[288] *Cf.* JOUËT, J., "Retour critique sur la sociologie des usages", *Réseaux*, *Communiquer à l'ère des réseaux*, vol. 18, n° 100, CNET/Hermès, Paris, 2000, p. 487-521.

[289] CHAMBAT, P., *La démocratie assistée par ordinateur. Enjeux et impacts des TIC*, IRIS-TS-Paris Dauphine, version remaniée d'un rapport effectué pour le *High Level Expert Group on Social and Societal Aspects of the Information Society*, Commission des communautés européennes, 1997, p. 16.

[290] Les pratiques télématiques développées par les acteurs du néo-militantisme sont tout à fait récentes (premières initiatives en 1994-95). En conséquence, les usages militants de l'Internet se trouvent encore dans une phase évolutive et ne sauraient être présentés comme des formes d'action déjà stabilisées.

B I B L I O G R A P H I E

•AGUITON, C., BENSAÏD, D., *Le retour de la question sociale. Le renouveau des mouvements sociaux en France*, Page deux, Lausanne, 1997.
•AKRICH, M., "Comment décrire les objets techniques", *Techniques et Culture*, n° 9, janvier-juin 1987, p. 49-64.
•AKRICH, M., "De la sociologie des techniques à la sociologie des usages. L'impossible intégration du magnétoscope dans les réseaux câblés de première génération", *Techniques et Culture*, n° 16, 1990, p. 83-110.
•AKRICH, M., "Les formes de la médiation technique", *Réseaux*, n° 60, CNET, 1993, p. 87-98.
•BARBOT, J., "Entre soi et face aux autres. La réunion hebdomadaire d'Act Up", *Politix*, n° 31, 1995, p. 113-123.
•BESSY, C., CHATEAURAYNAUD, F., *Experts et faussaires. Pour une sociologie de la perception*, Métailié, Paris, 1995.
•BOLTANSKI, L., THÉVENOT, L., *De la justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris, 1991.
•BOLTANSKI, L., *La souffrance à distance*, Métailié, Paris, 1994.
•BOLTANSKI, L., CHIAPELLO, E., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, Paris, 1999.
•BOUDON, R. (dir.), *Traité de sociologie*, PUF, Paris, 1992.
•BURT, R., *The social structure of competition*, *in* NOHRIA, N., ECCLES, R., *Networks and organizations : structure, form and action*, 1992, p. 57-91.
•CALLON, M., "L'innovation technologique et ses mythes", *Annales des mines*, *Gérer & Comprendre*, n° 34, mars 1994, p. 6-16.
•CHAMBAT, P., *La démocratie assistée par ordinateur. Enjeux et impacts des TIC*, IRIS-TS-Paris Dauphine, version remaniée d'un rapport effectué pour le *High Level Expert Group on Social and Societal Aspects of the Information Society*, Commission des communautés européennes, 1997.
•CHAMPAGNE, P., *La vision médiatique*, *in* BOURDIEU, P. (dir.), *La misère du monde*, Seuil, Paris, 1993, p. 61-79.
•CHATEAURAYNAUD, F., *La faute professionnelle. Une sociologie des conflits de responsabilité*, Métailié, Paris, 1991.
•CHAZEL, F., (dir.), *Action collective et mouvements sociaux*, PUF, Paris, 1993.
•CHEMILLIER, M., *Cyberéflexion du mouvement social : un site internet, miroir de la lutte des sans-papiers*, intervention faite à la Maison Des Ensembles, 1998.

•CLOT, Y., PENDARIES, J.-R., *Les chômeurs en mouvement(s)*, MIRE/Ministère du Travail, Paris, avril 1997.
•DALTON, R., KUECHLER, M. (Eds), *Challenging the Political Order : New Social and Political Movements in Western Democraties*, Oxford University Press/Polity Press, 1990.
•DOBRY, M., "Calcul, concurrence et gestion du sens. Quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986", *in* FAVRE, P. (dir.), *La Manifestation*, PFNSP, Paris, 1990, p. 357-371.
•DODIER, N., "Les appuis conventionnels de l'action. Éléments de pragmatique sociologique", *Réseaux*, n° 62, CNET, 1993, p. 63-85.
•DODIER, N., *Les hommes et les machines. La conscience collective dans les sociétés technicisées*, Métailié, Paris, 1995.
•DODIER, N., "Remarques sur la conscience du collectif dans les réseaux sociotechniques", *Sociologie du travail*, XXXIX, n° 2, Dunod, 1997, p. 131-148.
•DUJARDIN, P. (textes réunis par), *Du groupe au réseau*, CNRS, Paris, 1988.
•ENJOLRAS, B., "Vers une théorie socio-économique de l'association : l'apport de la théorie des conventions", *Revue des Études Coopératives, Mutualistes et Associatives*, n° 48 (250), 4e trimestre, 1993, p. 93-106.
•FILLIEULE, O. (dir.), *Sociologie de la protestation. Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, L'Harmattan, Paris, 1993.
•FILLIEULE, O., PÉCHU, C., *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, L'Harmattan, Paris, 1993.
•FLAMENT, C., "Associations-réseaux et Réseaux d'associations", *Sociétés contemporaines*, n° 5, mars 1991, p. 67-75.
•FUTUR ANTÉRIEUR, *Les coordinations de travailleurs dans la confrontation sociale*, n° spécial, L'Harmattan, Paris, 1994.
•GACHET, B., "Associations et communes, essai de modélisation des comportements dans une optique *public choice*", *Actes des journées d'économie sociale*, t. 2, Éd. Baslé, Rennes, 1996, p. 681-707.
•GITLIN, T., *The Whole World is Watching. Mass Media and the Making and Unmaking of the New Left*, University of California Press, Berkeley, 1980.
•GOODY, J., *La Raison graphique : la domestication de la pensée sauvage*, Minuit, Paris, 1979.
•GROUX, G., *Le conflit en mouvement*, Hachette, Paris, 1996.
•HIRSCHMAN, A., *Face au déclin des entreprises et des institutions*, Éd. Ouvrières, Paris, 1972.
•HIRSCHMAN, A., *Bonheur privé, action publique*, Fayard, Paris, 1983.
•HIRSCHMAN, A., *Défection et prise de parole*, Fayard, Paris, 1995.
•ION, J., *La fin des militants ?*, Éd. de l'atelier, Paris, 1997.
•ION, J., PERONI, M., *Engagement public et exposition de la personne*, L'Aube, Paris, 1997.
•JOUËT, J., "Le minitel : une propédeutique ambiguë", *Sociétés*, n° 9, juin 1986, p. 24-42.

•JOUËT, J., "Une communauté télématique : les Axiens", *Réseaux*, n° 38, CNET, décembre 1989, p. 49-66.
•JOUËT, J., "La sociabilité télématique", *Communication et Langages*, n° 72, 1990, p. 78-87.
•JOUËT, J., "Pratiques de communication et figures de la médiation", *Réseaux*, n° 60, CNET, 1993, p. 99-120.
•JOUËT, J., "Retour critique sur la sociologie des usages", *Réseaux*, *Communiquer à l'ère des réseaux*, vol. 18, n° 100, CNET/Hermès, Paris, 2000, p. 487-521.
•KERGOAT, D., *et alii*, *Les infirmières et leur coordination, 1988-1989*, Lamarre, Paris, 1992.
•KLANDERMANS, B., "Mobilization and Participation : Social-Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory", *American Sociological Review*, 49, 5, 1984, p. 583-600.
•KLANDERMANS, B., OEGEMA, D., "Potentials, Networks, Motivations and Barriers Steps forward Participation in Social Movements", *American Sociological Review*, vol. 52, 1987, p. 519-531.
•KLANDERMANS, B., "The Formation and Mobilization of Consensus", *International Social Movement Research*, 1, 1988.
•LAFAYE, C., THÉVENOT, L., "Une justification écologique ? Conflits dans l'aménagement de la nature", *Revue française de sociologie*, XXXIV, n° 4, octobre-décembre 1993, p. 495-524.
•MALLEIN, P., TOUSSAINT, Y., "L'intégration sociale des technologies d'information et de communication : une sociologie des usages", *Technologies de l'Information et Société*, 6 (4), 1994, p. 316-335.
•MANGEOT, P., "10 ans de trop : encore !", *Action. La lettre mensuelle d'Act Up-Paris*, n° 61, juin 1999, p. 2.
•MANGEOT, P., "Pour en finir.", *Action. La lettre mensuelle d'Act Up-Paris*, n° 63, octobre 1999, p. 6.
•MAYER, N., "Les mutations du militantisme", *Hommes et libertés*, n° 97-98, 1998, p. 87-88.
•Mc CARTHY, J. D., ZALD, M., "Resource Mobilization and Social Movements : a Partial Theory", *American Journal of Sociology*, vol. 82, 1977, p. 1212-1241.
•Mc CARTHY, J. D., ZALD, M., *Social Movements in an Organizational Society*, Transaction Books, New York, 1987.
•MELUCCI, A., "Mouvements sociaux, mouvements post-politiques", *Revue Internationale d'Action Communautaire,* 10, 1983, p. 11-44.
•MOUVEMENTS, *Crise de la politique et nouveaux militants*, n° 3, La Découverte, Paris, mars-avril 1999,
•NEVEU, É., *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, Paris, 1997.
•NOYER, J.-M., *Hypertexte et Émergence. Quelques réflexions sur l'émergence statistique du sens et la question des médiations*, http://www.uhb.fr/urfist/HiufmDEF.htm, mars 1997.
•OFFERLÉ, M., *Sociologie des groupes d'intérêt*, Montchrestien, Paris, 1994.

•OLSON, M., *Logique de l'action collective*, PUF, Paris, 1987.
•PAILLIART, I. (dir.), *L'espace public et l'emprise de la communication*, Ellug, Grenoble, 1995.
•PERRINEAU, P. (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, PFNSP, Paris, 1994.
•PIVEN, F. F., CLOWARD, R. A., *Poor People's Movement : Why They Succeed, How They Fail*, Vintage, New York, 1977.
•POLLAK, M., "Constitution, diversification et échec de la généralisation d'une grande cause. Le cas de la lutte contre le sida", *Politix,* n° 16, 1991, p. 80-90.
•QUÉRÉ, L., *Espace public et communication. Remarques sur l'hybridation des machines et des* valeurs, *in* CHAMBAT, P. (dir.), *Communication et lien social,* La Villette cité des sciences et de l'industrie/Descartes, Paris, 1992, p. 29-49.
•RAISONS PRATIQUES, "Présentation", Les *objets dans l'action*, n° 4, 1993.
•RAVENEL, B., "Le parti comme problème : repenser la forme politique", *M*, juin 1992, p.30- 36.
•RÉSEAUX, *Internet, un nouveau mode de communication ?*, vol. 17, n° 97, CNET/Hermès, Paris, 1999.
•RÉSEAUX, *Médias et mouvements sociaux*, vol. 17, n° 98, CNET/Hermès, Paris, 1999.
•RHEINGOLD, H., *Les communautés virtuelles. Autoroutes de l'information : pour le meilleur ou pour le pire ?*, Addison-Wesley, Paris, 1995.
•SALMON, J.-M., *Le désir de société. Des restaurants du coeur au mouvement des chômeurs*, La Découverte, Paris, 1998.
•SANTO, C., *La stratégie de communication d'Act Up-Paris : de la provocation à la réflexion*, IFP, Université Panthéon-Assas/Paris 2, 1997.
•SEGRESTIN, D., "Les communautés pertinentes de l'action collective : canevas pour l'étude des fondements sociaux et des conflits du travail en France", *Revue française de sociologie*, XXI, 2, 1980.
•SIMONDON, G.*, Du mode d'existence des objets techniques*, Aubier, Paris, 1989.
•SNOW, D., ZURCHER, L., EKLAND-OLSON, S., "Social networks and social movements : a microstructural approach to differential recruitment", *American Sociological Review*, 1980, p. 787-801.
•TEMPS MODERNES (LES), *Mutation du travail, métamorphoses sociales*, n° 600, juillet-août-septembre 1998.
•THÉVENOT, L., *Le savoir au travail. Attribution et distribution des compétences selon les régimes pragmatiques*, *in* REYNAUD, B. (dir.), *Les limites de la rationalité. Les figures du collectif*, t. 2, La Découverte, Paris, 1997, p. 299-321.
•THÉVENOT, L., "L'action en plan", *Sociologie du Travail,* n° 3, 1995, p. 411-434.
•TILLY, C., *La France conteste de 1600 à nos jours*, Fayard, Paris, 1986.
•TRÉPOS, J.-Y., "Réseaux contre toiles d'araignées", *Politix*, n° 17, 1992, p. 36-50.
•WEISSBERG, J.-L., *Présences à distance. Pourquoi nous ne croyons plus la télévision*, L'Harmattan, Paris, 1999.

A N N E X E S

La soumission du modèle d'analyse à l'épreuve des faits a été dans le cas qui nous occupe une phase particulièrement intéressante dans la mesure où le terrain constitué par les réseaux télématiques nous a donné à identifier et à observer de nouvelles pratiques encore mal balisées. Outre cette originalité momentanée, l'Internet nous confronte également à de nouvelles mémoires et à une nouvelle physique des traces promptes à nous fournir *a priori* une pléthore d'informations sur les pragmatiques à l'œuvre. La démarche de recueil de données que nous avons mise en place s'appuie donc sur des méthodologies d'observation variées susceptibles de fournir un inventaire des *appuis conventionnels de l'action* militante en ligne.

Notre première initiative a été la réalisation d'une enquête en ligne destinée à circonscrire les pratiques télématiques effectives des militants-internautes. Le questionnaire a d'abord transité sur diverses listes de diffusion (*Ac_forum*, *Attac_talk*, *Attac_loc*, *Z_pajol*, *Conflits_l*, *Tout_ras*). Il a été également transmis personnellement à plusieurs centaines de militants-internautes membres de diverses organisations de la critique sociale (*AC!*, *Act Up-Paris*, *ANPAG*, *ATTAC*, *CDSL*, *DAL*, *Droits devant !!*, *MNCP*, *Ras l'front*, *RAS*, *Sans-papiers*, etc.). *In fine*, deux cent cinquante réponses nous ont été adressées. Simultanément, nous avons cherché à constituer un important corpus documentaire susceptible de nous apporter une vue d'ensemble sur les échanges militants ayant cours sur quelques-unes des interfaces digitales mises en place à cet effet. Nous avons réussi à réunir un corpus d'archives que nous avons lues et analysées avec attention, constituées des traces produites pendant plusieurs mois sur quinze listes de diffusion : *Ac_forum*, *Attac_talk*, *Attac_afrique*, *Conflits_l*, *Z_pajol*, *Ecologie_l*, *Info_Marches*, *Chiche_l*, *Attac_loc*, *Inter_attac*, *Chiche_Idf*, *Chiche_picnic*, *Attac_toulouse*, *Attac_cs* et la *liste interne du Collectif citoyen du Xe*.

Ce travail de "dissection" que nous avons réalisé sur les échanges de courrier électronique, nous l'avons aussi effectué sur un autre type de corpus, cette fois constitué des environnements digitaux liés aux sites web de onze organisations militantes : *AC!*, *Act Up-Paris*, *Appel des Sans*, *ATTAC*, *CDSL*, *DAL*, *Intersocial*, *MRAP*, *Pajol/Sans-papiers*, *Ras l'front* et *Samizdat*. Délais des mises à jour, nombre de pages mises à disposition, types de contenu proposés, inventaire de l'environnement multimédia et référencement des potentialités techniques sont les divers éléments que nous nous sommes alors attachés à évaluer sur ces sites web

militants. Nous avons également procéder au repérage des réseaux de liens hypertextes entrants et sortants, car chaque site militant condense *de facto* en ses nœuds des *inputs* et des *outputs* qui peuvent être considérés comme autant de traces utilisables pour identifier les acteurs-réseaux qu'il mobilise en tant que mémoire numérique. Le dispositif technique World Wide Web peut d'ailleurs, à cet égard, être considéré comme un réseau définissant et liant des acteurs hétérogènes par un *programme d'action* inscrit dans les liens hypertextes.

Il nous a semblé également opportun de nous attarder, d'une part, sur les internautes se rendant sur les sites militants de notre corpus, et d'autre part, de nous intéresser aux sessions de navigation effectuées sur le World Wide Web par les militants-internautes appartenant aux organisations que nous avions choisi d'observer. Une approche qualitative des visiteurs des sites web militants ne pouvait dès lors s'effectuer que par le biais d'une enquête par questionnaire, suivi éventuellement d'entretiens semi-directifs portant sur les pratiques de navigation. Pour ce faire nous avons dû concevoir un site web d'enquête bilingue (français/anglais). Au vu du très faible nombre de questionnaires renvoyés, nous nous sommes toutefois interdits de tirer quelque conclusion d'ordre général du traitement statistique de ces données. Pour ce qui concerne la mise en mémoire des tracés fugitifs et éphémères naissant des trajectoires empruntées par les militants-internautes sur le World Wide Web, nous avions prévu que soient mises en place des procédures logicielles de stabilisation de ces sessions de consultation. Pérennisés sous forme de fichiers informatiques, ces documents auraient pu alors témoigner des postures navigatoires adoptées par les utilisateurs. L'analyse des trajectoires empruntées lors des sessions de consultation n'a pu toutefois se concrétiser que dans très peu de cas (une quarantaine de fichiers récupérés au total) et toujours sur des périodes très courtes.

Les diverses traces produites en ligne, aussi nombreuses soient-elles, ne sauraient cependant suffire à circonscrire précisément les pratiques réellement effectives. Le repérage des *appuis conventionnels de l'action* militante digitale doit être également mis en regard des usages concrets des militants-internautes dont certains ne sont pas toujours repérables à partir du réseau. Ici, seul le recueil de données par le biais de procédures d'enquête plus "traditionnelles" (observations *in situ* aux sièges des organisations et entretiens) nous a permis d'évaluer plus sûrement la façon dont les réseaux télématiques sont réellement convoqués dans le cours de l'action militante et de préciser sous quel rapport le recours technique est recherché par les utilisateurs. Une grande part de notre appareil de preuves est constituée en conséquence d'une série de soixante-trois entretiens semi-directifs réalisés entre décembre 1997 et juin 1999, auprès de militants affiliés et/ou participant aux activités de diverses organisations de la critique sociale.

Annexe 1 Liste des entretiens semi-directifs effectués

Hommes	Affiliation(s) militante(s)
Universitaire	*Association pour de Nouvelles Perspectives À Gauche (ANPAG)* *Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC)*
Universitaire	*Fédération Anarchiste*
Salarié du *MNCP*	*Mouvement National des Chômeurs et Précaires (MNCP)*
Chômeur	*MNCP*
Informaticien	*Gays et Lesbiennes Branchés (GLB)*
Informaticien	*GLB*
Universitaire	*GLB*
Salarié de *Globenet*	*Globenet*
Journaliste	*PCF* *Internatif*
Salarié d'*Act Up-Paris*	*Act Up-Paris*
Universitaire	*Act Up-Paris*
Chômeur	*CFDT* *Agir ensemble contre le Chômage (AC!)*
Chômeur	*AC!*
Salarié du LOSH	*Ras l'front* *LOSH*
Informaticien	*Ras l'front*
Infographiste	*Ras l'front* *Ligue Communiste Révolutionnaire*
Salarié de la *FCLM*	*ATTAC* *Fondation Charles Leopold Mayer* (*FCLM*)
Enseignant	*ATTAC*
Travailleur social en reprise d'études	*ATTAC*
Étudiant	*ATTAC*
Retraité	*ATTAC*
Universitaire	*ATTAC*
Chômeur	*ATTAC* *Droits devant !!*
Universitaire	*Droits devant !!*
Chômeur	*Droits devant !!*
Chercheur	*Droits devant !!*
Enseignant	*Ligue des Droits de l'Homme (LDH)*

Salarié *FIDH*	*Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH)*
Éditeur	*LDH* *Collectif citoyen du Xe*
Universitaire	Sans-papiers
Universitaire	Sans-papiers
Psychologue	Sans-papiers *PS*
Universitaire	Sans-papiers *Les Verts*
Journaliste	Sans-papiers *ATTAC*
Infirmier	Sans-papiers *CGT*
Salarié du *DAL*	*Droit au Logement (DAL)*
Chômeur	*DAL*
Chômeur	*DAL* *4X8*
Infographiste	*Samizdat*
Étudiant	*Chiche* *Les Verts*
Universitaire	*Collectif citoyen du Xe*
Enseignant	*Imaginons un Réseau Internet Solidaire* (*IRIS*) *Réseau Associatif et Syndical* (*RAS*) *Syndicat National des Enseignements de Second degré* (*SNES*)
Contrôleur des impôts	*Syndicat National Unifié des Impôts* (*SNUI*) *RAS* *ATTAC* *DAL*
Chef d'entreprise	*l'École Ouverte*
Femmes	**Affiliation(s) militante(s)**
Permanente syndicale	*SUD-PTT* *RAS*
Secrétaire	Sans-papiers *CGT*
Retraitée	Sans-papiers *Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP)* *CGT* *PCF*
Plasticienne	Sans-papiers *MRAP*
Ingénieur	Sans-papiers

	Act Up-Paris *Groupe d'Information et de SouTien des Immigrés* (*GISTI*)
Étudiante	*Act Up-Paris*
Monteuse	*Act Up-Paris*
Salariée d'*Act Up-Paris*	*Planet Africa* *Act Up-Paris*
Infographiste	*Ras l'front*
Salariée d'*ABE*	*Action Bretagne Emploi* (*ABE*)
Enseignante	*AC!*
Chômeuse	*AC!* *Observatoire du PACS*
Chômeuse	*MNCP*
Éducatrice	*DAL* *Droits devant !!*
Universitaire	*Droits devant !!*
Ingénieur	*Chiche* *Les Verts*
Traductrice	*Les Verts*
Chercheur	*ATTAC* *Réseau d'alerte sur les inégalités*
Travailleur social	sans affiliation

Annexe 2 Recensement des attributs digitaux des groupes militants rencontrés

Organisations	**Champ(s) d'action**	**Site web**	**Liste(s) de diffusion**
AC!	Chômage et précarité	oui	oui
Act Up-Paris	lutte contre le sida	oui	non
ANPAG	Parti politique	oui	oui
Appel des sans	Plate-forme interassociative chômage et précarité	oui	non
ATTAC	Résistance à la mondialisation taxation des flux financiers	oui	oui
CDSL	Précarité - logement	oui	non
Chiche	Parti politique des jeunes *Verts* et *alternatifs*	oui	oui
Collectif citoyen du Xe	Lutte des sans-papiers démocratie locale	non	oui

DAL	Logement	oui	non
Droits devant !!	Lutte des sans-papiers mondialisation	non	oui
Fédération Anarchiste	Parti politique	oui	oui
FIDH	Droits de l'Homme	oui	oui
Fondation Charles Leopold Mayer	Financement de projets humanitaires	oui	oui
GISTI	Anti-racisme / anti-fascisme	oui	oui
GLB	Défense et promotion de la communauté homosexuelle	oui	oui
Globenet	Promotion des usages associatifs des NTIC - fournisseur d'accès	oui	oui
Internatif	Promotion des usages associatifs des NTIC -fournisseur d'accès	oui	oui
Intersocial	Exclusion et précarité	oui	non
IRIS	Promotion des usages non marchands des NTIC	oui	oui
LCR	Parti politique	oui	oui
LDH	Droits de l'Homme	oui	oui
L'École Ouverte	Promotion des usages associatifs des NTIC	oui	non
Les Verts	Parti politique	oui	oui
LOSH	Plate-forme interassociative rennaise		oui
Marches Européennes	Chômage et précarité	oui	oui
MNCP	Chômage et précarité	non	oui
MNCP Rennes	Chômage et précarité	non	non
MRAP	Anti-racisme / anti-fascisme	oui	oui
Nous sommes la Gauche	Plate-forme regroupant diverses organisations du mouvement social	non	non
Observatoire du PACS	Plate-forme interassociative	oui	oui
Planet Africa	Lutte contre le sida en Afrique	oui	oui
RAS	Promotion des usages associatifs des NTIC - fournisseur d'accès	oui	oui
Ras l'front	Anti-racisme / anti-fascisme	oui	oui

Réseau d'alerte sur les inégalités	Production d'expertise sur la précarité et les inégalités	non	oui
Sans-papiers	Lutte des sans-papiers	oui	oui
Samizdat	Promotion des usages associatifs des NTIC	oui	oui
SNUI	Syndicat	oui	oui
SUD-PTT	Syndicat	non	oui
4X8	Réduction du temps de travail	oui	oui

Annexe 3 Listes de diffusion analysées

Noms	**Thématique(s)**
Ac_forum	lutte contre le chômage et la précarité
Attac_afrique	Afrique et mondialisation
Attac_cs	Conseil scientifique d'*ATTAC*
Attac_loc	Groupes locaux d'*ATTAC*
Attac_talk	Néo-libéralisme, mondialisation et taxation des flux financiers
Attac_toulouse	Groupe *ATTAC* de Toulouse
Chiche_Idf	Groupe *Chiche* Île-de-France
Chiche_l	Mouvement des jeunes écologistes et alternatifs
Chiche_picnic	Organisation de l'écolo-parade européenne à Paris
Collectif citoyen du Xe	Activités internes du *Collectif citoyen du Xe*
Conflits_l	La critique sociale dans toute sa diversité
Ecologie_l	Écologie politique
Info_Marches	Informations sur les *Marches européennes*
Inter_attac	Organisation des premières journées internationales d'*ATTAC*
Z_pajol	Lutte des sans-papiers

L'INTERNET MILITANT
Mouvement social et usages des réseaux télématiques

Les formes classiques de l'engagement militant sont en voie de modification. Elles décrivent le passage d'un militantisme traditionnel (une *critique sociale par plans*) à un *engagement distancié* (une *critique sociale par projets*) dont les symptômes se lisent tout autant dans le renouvellement des modes d'action collective que dans le type de sociabilité convoquées. Par ailleurs, le développement des usages de l'Internet par certains des acteurs du mouvement social semble précisément se présenter comme la *traduction techno-logique* de ce néo-militantisme.

Le présent ouvrage se donne pour objectif d'examiner les pratiques de communication liées au développement des "nouveaux" réseaux télématiques, et ce, dans le cadre particulier du renouvellement des formes du militantisme. En voulant s'intéresser à la rencontre des acteurs du mouvement social avec les plus récents dispositifs de communication sur réseaux, son ambition est double. D'une part, s'enquérir de la façon dont la technique peut supporter une forme d'action militante, et d'autre part, envisager l'éventuelle part prescriptive des technologies de l'Internet, dans la mesure où celles-ci tendraient alors à se présenter comme des éléments actifs, voire centraux de l'engagement distancié. L'auteur cherche donc, ici, à circonscrire et à comprendre les éléments d'opportunité et de contrainte que le "réseau des réseaux" constitue au regard de l'action militante des acteurs de la critique sociale par projets.

Fabien Granjon est docteur en sciences de l'information et de la communication. Il enseigne à l'Université de Rennes 1.

ERROR: syntaxerror
OFFENDING COMMAND: --nostringval--

STACK:

(Fabien Granjon_book_2001.rtf)
/Title
()
/Subject
(D:20050312101430)
/ModDate
()
/Keywords
(PDFCreator Version 0.8.0)
/Creator
(D:20050312101430)
/CreationDate
(efgo6353)
/Author
-mark-